



COMPRENDRE LA VIOLENCE ET LA RÉSILIENCE : MESURER ET INFLUENCER LES ATTITUDES, LES PERCEPTIONS ET LES COMPORTEMENTS LIÉS À L'EXTRÉMISME VIOLENT AU MALI ET AU NIGER

**Synthèse des données et rapport d'apprentissage
Justice et stabilité au Sahel (JASS)**

Novembre 2025

Table des matières

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX	2
REMERCIEMENTS.....	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
CONTEXTE ET VUE D'ENSEMBLE	9
Introduction	9
Objectifs de ce rapport	11
Méthodologie	12
Feuille de route pour ce rapport.....	18
APERÇU DES PRINCIPAUX FACTEURS CONTEXTUELS.....	19
Contexte sécuritaire et dynamiques de conflit au Mali et au Niger	19
Dynamique de l'extrémisme violent dans les zones d'opération de JASS	21
PERCEPTIONS DE LA VIOLENCE ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT.....	23
Mesurer les attitudes envers la violence et les groupes armés dans les zones d'intervention du programme JASS	25
Organisations extrémistes violentes et dynamiques plus larges de conflit au Mali et au Niger.....	28
FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ ET DE RÉSILIENCE FACE À L'EXTRÉMISME VIOLENT	29
Difficultés et chocs économiques	31
Perceptions de la gouvernance et griefs	37
Marginalisation et inclusion.....	43
Cohésion sociale.....	50
CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET IMPLICATIONS	56
Recommandations pour JASS et d'autres programmes de résilience multisectoriels au Sahel	57
Recommandations pour les bailleurs et les acteurs politiques.....	59
BIBLIOGRAPHIE.....	61

ANNEXE A : TABLEAUX DES RESULTATS DES REGRESSIONS.....	65
---	-----------

ANNEXE B : DESCRIPTION DES CODES QUALITATIFS DU DOCUMENT	68
---	-----------

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1. Zones d'intervention de la JASS

Figure 2. Théorie du changement de la JASS

Figure 3. Si vous avez un litige concernant la terre, le bétail ou une transaction commerciale, à qui vous adresseriez-vous pour résoudre ce litige ?

Figure 4. Coefficients de corrélation pour les mesures de la JASS concernant les perceptions de l'extrémisme violent

Figure 5. A quelle fréquence diriez-vous que les conflits / disputes violentes sont résolus pacifiquement dans votre communauté ?

Figure 6. Au cours des 12 derniers mois, vous et votre ménage avez-vous été exposés à un ou plusieurs des chocs et pressions suivants ?

Figure 7. Quel a été l'impact de ces chocs sur vos revenus et/ou votre capacité à vous nourrir ?

Figure 8. Relations entre les chocs économiques, climatiques et conflictuels et les perceptions de la violence et des groupes armés

Figure 9. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux autorités locales pour résoudre équitablement les conflits et garantir la justice ?

Figure 10. Dans quelle mesure pensez-vous que le système juridique ou judiciaire est équitable dans votre communauté ?

Figure 11. Relations entre la perception de la gouvernance et la perception de la violence et des groupes armés

Figure 12. Participez-vous à la prise de décisions concernant l'accès, l'utilisation et la gestion des ressources et les conflits qui en découlent dans votre communauté ?

Figure 13. Comment jugez-vous la gestion (gouvernance), l'accès et l'utilisation des terres aujourd'hui ?

Figure 14. Relations entre l'inclusion et la perception de la violence et des groupes armés

Figure 15. Accord avec l'affirmation "Je me sens exclu de ma communauté"

Figure 16. Dans quelle mesure faites-vous confiance à ces groupes ?

Figure 17. Dans quelle mesure pensez-vous qu'il y a des avantages à coopérer avec ces groupes ?

Figure 18. Relations entre la cohésion sociale et la perception de la violence et des groupes armés

Tableau 1. Variables utilisées dans les analyses de régression

Tableau 2. Sources de données probantes sur l'extrémisme violent provenant d'autres programmes de Mercy Corps au Sahel, 2017-2025.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été financé par le Bureau des Affaires du Commonwealth et du Développement (FCDO) du Royaume-Uni à travers le programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS). L'étude est le fruit d'une collaboration entre l'équipe Evidence Use Team (EUT) de Mercy Corps et les membres de l'équipe de Mercy Corps au Mali et au Niger qui soutiennent le programme JASS. Nous exprimons notre gratitude à Paterne Aime Petipe (Directeur du programme JASS), dont le leadership et la vision ont été essentiels pour définir le rôle des données probantes et de l'apprentissage au sein de JASS, et pour intégrer ces résultats dans la théorie du changement du programme ainsi que dans ses efforts d'influence politique. Patrycja Maria Styś (responsable de la recherche à la JASS) a assuré la supervision, les compétences en matière de gestion et a apporté d'innombrables informations de fond et contextuelles à cette étude, dans le cadre de sa direction de *l'Evidence and Learning Agenda¹* (ELA) de JASS. Des remerciements particuliers sont adressés à Mamadou Bamba (responsable MEL de JASS) pour ses efforts inlassables visant à garantir la qualité et la validité des données issues de l'évaluation à mi-parcours du programme. Alma Bezares Calderón a dirigé le nettoyage et l'analyse des données pour les analyses de régression présentées dans ce rapport et, avec Ife Olawole, Simon Mercer et Matt Ribar, a contribué de manière substantielle aux outils de collecte de données utilisés dans ce rapport. Des remerciements particuliers sont également adressés à Sarah Gibbons (Directrice principale, Paix et conflits – Afrique, Mercy Corps), dont l'examen attentif et le feedback incisif ont considérablement affiné l'analyse et renforcé la rigueur des recommandations et des principales conclusions. Enfin, des remerciements vont également à Tiphaine Monroe pour sa traduction soignée en français, rendant ce rapport accessible à un public francophone plus large.

Ce rapport a été préparé en même temps que deux autres produits - la synthèse des données et le rapport d'apprentissage sur les perceptions de la justice (Medam et Sheely 2025) et le rapport de recherche sur la gouvernance des ressources naturelles (Bezares Calderón et Olawole 2025). De ce fait, certains textes généraux sur le programme et le contexte de JASS sont réutilisés dans ces trois études. En outre, ce rapport a été préparé en même temps qu'une étude de recherche sur la radicalisation des jeunes en Jordanie que Mercy Corps a menée pour FCDO (Olawole et al. 2025). Par conséquent, bien que l'examen de la littérature générale sur les moteurs de l'extrémisme violent soit hors de portée du présent rapport, nous sommes en mesure de nous appuyer sur l'examen de la littérature de cette autre étude pour aider à situer les modèles de JASS dans l'ensemble plus large des connaissances et des pratiques sur l'extrémisme violent. Lorsque nous nous appuyons de cette manière sur l'analyse documentaire et d'autres passages de nos écrits simultanés et antérieurs, nous les indiquons dans une note de bas de page. Comme indiqué dans la section sur la méthodologie, nous avons utilisé divers outils d'IA générative (Chat GPT, Copilot, MaxQDA Tailwind) pour nous aider à réaliser divers éléments de la synthèse des données.

Il s'agit de la version 3.0 de ce rapport, publié en novembre 2025 pour diffusion publique.

Note au lecteur : Ce document s'adresse principalement à un ensemble d'acteurs déjà familiarisés avec le Mali et le Niger. En tant que tel, le rapport ne fournit pas d'informations de fond détaillées sur l'histoire de la région, ou d'autres informations contextuelles qui pourraient être considérées comme des connaissances communes pour le public primaire du document.

¹ En français, l'Agenda d'Apprentissage et de Preuves (ELA)

Citation suggérée : Sheely, Ryan et Benjamin Medam. 2025. *Comprendre la violence et la résilience : Mesurer et influencer les attitudes, les perceptions et les comportements liés à l'extrémisme violent au Mali et au Niger.* Washington, DC : Mercy Corps.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le programme Justice et stabilité au Sahel (JASS), financé par le Royaume-Uni et mis en œuvre par Mercy Corps et ses partenaires locaux, vise à renforcer la stabilité au Mali et au Niger en promouvant une gouvernance foncière inclusive, la gestion des ressources naturelles et un meilleur accès à la justice pour les communautés marginalisées. Lancé au centre du Mali en 2021 et étendu en 2023 à 24 communes à travers les deux pays, JASS se déroulera jusqu'en 2026. Le programme se concentre sur l'amélioration de la gestion des conflits, le renforcement de la résilience aux facteurs de stress liés au climat et le renforcement de la base de données probantes pour les interventions menées localement.

Ce rapport de synthèse des données et d'apprentissage, élaboré dans le cadre de l'Agenda de production et d'utilisation d'évidence et d'apprentissage de JASS, vise à mettre en dialogue la théorie du changement et les activités du programme avec les données disponibles et les débats plus larges sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV) au Sahel et au-delà. Pour ce faire, le rapport s'appuie sur les données de l'évaluation à mi-parcours de 2024, les ateliers d'interprétation avec les praticiens, les entretiens, les groupes de discussion et les évaluations internes. Au total, 3 687 personnes ont été enquêtées dans les régions d'intervention du programme JASS : Koutiala, Ségou, Koulikoro et San au Mali, et Maradi et Tahoua au Niger, y compris les participants et les autres résidents. En plus de ces données de JASS, le rapport synthétise également les preuves de cinq programmes P/LEV antérieurs mis en œuvre par Mercy Corps au Mali et au Niger entre 2017 et 2025. Ce rapport différencie explicitement entre les zones d'intervention de JASS au Mali et au Niger, en reconnaissant les spécificités contextuelles de chaque pays et en explorant comment ces différences façonnent les expériences communautaires et les perceptions de la violence et de l'extrémisme violent.

Le rapport commence par une présentation générale du vaste contexte conflictuel dans les zones d'intervention du programme JASS, afin de poser le cadre pour la compréhension des perceptions communautaires de la violence et de l'extrémisme violent. Le rapport examine ensuite comment Mercy Corps a mesuré les perceptions de l'extrémisme violent dans le cadre de ses recherches et de ses programmes antérieurs au Sahel, et propose un aperçu des deux dimensions de ces perceptions qui constituent l'objet central du présent rapport : 1) une série de quatre questions d'enquête demandant aux individus s'ils croient que les membres de leur communauté pensent qu'il est justifié d'utiliser la violence à différentes fins et 2) une mesure visant à déterminer savoir si les individus se tourneraient vers des groupes armés pour obtenir de l'aide avec la résolution de leurs conflits. Le rapport analyse ensuite les facteurs qui influencent les perceptions de l'extrémisme violent, notamment les difficultés et les chocs économiques, les perceptions de la gouvernance et de la justice, la marginalisation et l'inclusion, ainsi que la cohésion sociale. La dernière partie propose des recommandations pratiques pour le programme JASS et d'autres initiatives multisectorielles de résilience similaires, ainsi que pour l'ensemble des parties prenantes locales et internationales travaillant sur la prévention de la criminalité et la lutte contre l'extrémisme violent et la stabilisation au Mali, au Niger et dans l'ensemble de la région. Les principales conclusions sont les suivantes :

L'approche programmatique de JASS est soigneusement calibrée pour répondre aux facteurs incitatifs au niveau communautaire et sociétal qui façonnent la capacité des OEVs à recruter des combattants et à exercer un contrôle territorial.



L'approche programmatique de JASS est bien calibrée pour aborder les facteurs d'incitation au niveau communautaire et sociétal qui façonnent la capacité des organisations extrémistes violentes (OEV) à recruter des combattants et à exercer un contrôle territorial. Chacune des grandes catégories de facteurs d'incitation dans les recherches et les programmes antérieurs comme influençant le risque de radicalisation et d'extrémisme violent au Sahel est présente et à l'œuvre dans les régions du Mali et du Niger où le programme JASS est mis en œuvre. Cela confirme que le risque et la résilience à l'extrémisme violent sont déterminés par les interactions complexes d'un ensemble de dynamiques économiques, sociales et de gouvernance, tant au niveau communautaire qu'individuel. De même, nous constatons que la théorie du changement,

les approches de programmation et les principes de conception sous-jacents de JASS sont alignés sur les pratiques fondées sur des données probantes qui ont été utilisées par Mercy Corps et d'autres acteurs dans la programmation P/LEV au Sahel et dans le monde.

Il reste difficile de mesurer de manière sûre et fiable les perceptions de l'extrémisme violent, ce qui nécessite à la fois de la créativité et de la confiance.



Mesurer de manière sûre et fiable les perceptions de l'extrémisme violent reste difficile et nécessite à la fois de la créativité et de la confiance. Bien que les interventions efficaces de P/LEV s'appuient sur des données et des preuves riches et contextuelles pour identifier efficacement les communautés et les individus à haut risque, ce type de données est particulièrement difficile à collecter au Mali et au Niger, en raison des normes relatives au fait de parler ouvertement de la violence et des risques potentiels associés à cette démarche. Une très faible proportion d'individus dans les zones où JASS travaille était prête à reconnaître, même indirectement, un soutien à la violence ou aux groupes armés, à la fois dans l'enquête à mi-parcours et dans les transcriptions qualitatives concomitantes. Si cette tendance peut indiquer que le soutien à

l'extrémisme violent est très limité dans les régions où JASS opère, elle est également cohérente avec le fait que les individus s'autocensurent en raison de la nature sensible du sujet. Il est possible de continuer à construire la base de données probantes pour les programmes de prévention et de répression de la criminalité au Sahel, à la fois en déployant de manière créative des méthodes quantitatives et qualitatives de pointe et en investissant dans des partenariats équitables et fondés sur la confiance avec les communautés et les organisations locales.

Les chocs climatiques sont associés à un risque accru de radicalisation, ce qui indique que les mesures d'adaptation au changement climatique peuvent contribuer à prévenir l'extrémisme violent.



L'expérience des chocs climatiques est associée à un risque accru de radicalisation, ce qui indique que les activités d'adaptation au climat peuvent jouer un rôle dans la prévention de l'extrémisme violent. Les analyses quantitatives montrent que, dans les régions où JASS intervient, les individus qui subissent des chocs climatiques sont plus susceptibles de se tourner vers des groupes armés pour résoudre leurs différends, en violation des normes communautaires qui proscripent le recours à la violence. Ce résultat est globalement cohérent avec les recherches antérieures de Mercy Corps au Sahel, qui montrent que les difficultés économiques et les griefs qui en découlent peuvent pousser des individus vers des Organisations

Extrémistes Violentes (OEV), et indiquent que les chocs climatiques peuvent renforcer cette dynamique. Par conséquent, les activités de JASS axées sur les moyens de subsistance et la résilience climatique - argent contre

travail, amélioration des intrants agricoles, ainsi que les formations en agriculture et entrepreneuriats adaptés au climat - peuvent contribuer à atténuer la relation entre les chocs climatiques et les facteurs de poussée vers la radicalisation et l'extrémisme violent.



L'approche participative, inclusive et communautaire de JASS étaye la capacité du programme à s'attaquer aux principaux facteurs de risque de l'extrémisme violent (EV). Les analyses quantitatives montrent que dans les régions où JASS intervient, les individus ayant une **perception positive de la justice et de l'inclusion** et un **sentiment d'appartenance** perçoivent des niveaux inférieurs de soutien communautaire à la violence. L'un des principaux thèmes abordés lors des entretiens qualitatifs et des discussions de groupe est que la façon dont JASS met l'accent sur la **participation significative** et l'**inclusion de tous les individus et groupes au sein d'une communauté** peut contribuer à favoriser ces perceptions positives de la gouvernance, de l'inclusion et de la cohésion sociale, et distingue le programme d'autres initiatives de développement aux yeux des membres de

la communauté. Si l'approche unique de JASS en matière de participation inclusive est particulièrement visible dans son travail de prévention des conflits, elle est également une caractéristique des activités du programme axées sur les moyens de subsistance économiques, les systèmes de marché et l'adaptation au climat.

Conclusions et implications pour la programmation et la politique. Ce rapport est conçu comme une **contribution évolutive à la mise en œuvre du programme et aux efforts de plaidoyer, plutôt qu'un ensemble final de recommandations finales et descendantes**. L'objectif est que ces constats et réflexions suscitent un dialogue plus approfondi, informent la programmation adaptive et orientent l'action collective dans les mois et les années à venir.

Recommandations pour JASS et d'autres programmes multisectoriels de résilience au Sahel

Recommandation n° 1 : Mettre l'accent sur l'extrémisme violent dans la programmation et l'apprentissage, en s'appuyant sur l'approche pilotée dans le cadre de cette étude.

Recommandation n°2 : Continuer à explorer les synergies entre la prévention des conflits et les activités d'adaptation au climat.

Recommandation n° 3 : Amplifier l'éthique participative, inclusive et communautaire qui est un aspect transversal des activités de programmation, des relations avec les parties prenantes et de la culture d'équipe.

Recommandations pour les bailleurs et les acteurs politiques

Recommandation n° 4 : Étendre JASS et les initiatives similaires afin de mieux intégrer les objectifs de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV), en adaptant les activités aux facteurs d'attraction spécifiques et localisés qui influencent la radicalisation et le recrutement.

Recommandation n° 5 : Créer des espaces d'apprentissage commun et de collaboration qui rassemblent les acteurs internationaux, nationaux et locaux travaillant sur le P/LEC et le lien plus large entre l'adaptation au climat et la consolidation de la paix afin de consolider les preuves, d'aligner les interventions et de mener une action coordonnée – en veillant à ce que le financement de l'aide étrangère disponible produise les impacts durables les plus importants possibles.

CONTEXTE ET VUE D'ENSEMBLE

Introduction

Au cours de la dernière décennie, le Mali a connu une **dégradation croissante de la sécurité**, en raison de l'escalade de la violence dans les régions du nord et du centre, alimentée par des tensions intercommunautaires, la présence des groupes armés et la concurrence pour des ressources telles que la terre et l'eau. Bien que des groupes extrémistes soient impliqués, la plupart des décès liés aux conflits découlent de griefs locaux anciens.

Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits se sont affaiblis et les structures de l'État sont fragmentées, en particulier dans les zones rurales. La violence ne s'est pas encore étendue au sud du Mali, mais des problèmes structurels similaires pourraient y déclencher un conflit. Au Niger, les régions de Tahoua et de Maradi sont confrontées à des **défis similaires**, notamment en ce qui concerne les **ressources naturelles telles que la terre et l'eau**, exacerbés par une croissance démographique rapide, le changement climatique et une faible gouvernance. La vallée de la Tarka, une zone de ressources vitales, est soumise à des pressions croissantes, ce qui contribue aux conflits et aux pressions migratoires. Les deux pays sont confrontés à des **défis démographiques et environnementaux** qui intensifient les tensions liées aux ressources, mais la situation reste gérable dans le centre du Niger et le sud du Mali si des interventions rapides sont entreprises.

Le risque d'**extrémisme violent** au Mali et au Niger est principalement lié à la présence d'organisations extrémistes violentes, telles que Jama'at Nusrat ul Islam wa al-Muslimin (JNIM) – dont la composante la plus active est le Front de libération du Macina (FLM) –, l'État islamique au Sahel (EIS), également connu sous le nom d'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS), ainsi que la Province de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP).² Toutes ces organisations exploitent les griefs locaux, la faible gouvernance et le manque de présence de l'État dans les zones reculées. Les deux pays souffrent d'institutions faibles, de niveaux élevés de pauvreté, de chômage et d'opportunités économiques limitées, en particulier pour les jeunes, ce qui rend les communautés vulnérables au recrutement par des organisations extrémistes. En outre, la concurrence pour les ressources, notamment dans le contexte du changement climatique, exacerbe les tensions locales et alimente l'insécurité. Les tensions ethniques et sectaires jouent également un rôle important, les groupes historiquement marginalisés tels que les Touaregs et les Peuls (ou Peulhs) au Mali étant particulièrement susceptibles d'être recrutés par des groupes extrémistes. Au Niger, les problèmes d'accès aux ressources et les griefs historiques contribuent à l'instabilité locale. L'instabilité régionale complique encore la situation, car la porosité des frontières permet aux groupes extrémistes d'opérer

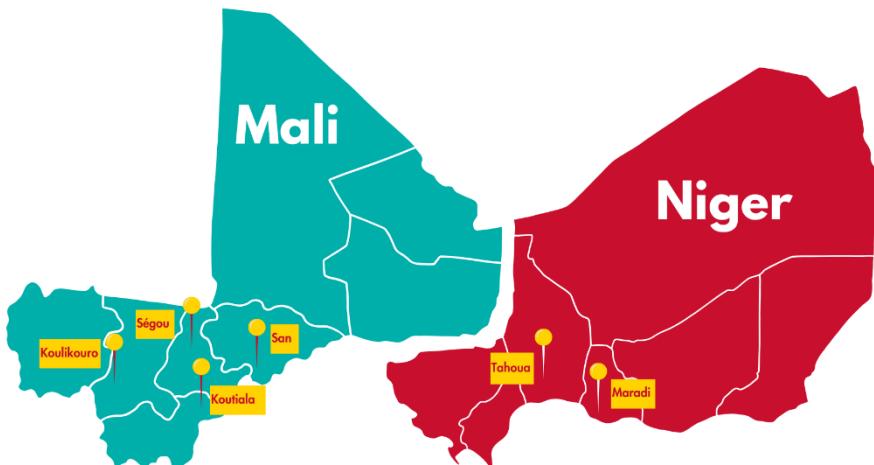


Figure 1. Zones d'intervention de la JASS

² Pour un aperçu plus détaillé de l'histoire et de la composition des OVE opérant au Mali, au Niger et dans la région, voir Eizenga et Williams (2020) et Djitteye (2023).

librement au Mali, au Niger et au Burkina Faso – surtout dans la région transfrontalière du Liptako-Gourma – amplifiant la propagation des idéologies extrémistes et déstabilisant les zones de ces trois États. Les crises humanitaires, provoquées par la violence, les déplacements et les chocs liés au climat, exacerbent la vulnérabilité des populations locales, tandis que les interventions internationales peuvent renforcer la méfiance locale lorsqu'elles sont administrées de manière descendante et n'intègrent pas de participation significative des communautés locales (Raineri 2020). Une approche globale tenant compte à la fois des facteurs socio-économiques et des préoccupations sécuritaires est nécessaire pour atténuer efficacement le risque d'extrémisme violent dans la région.

Au-delà de ces facteurs liés aux perceptions de la gouvernance et de la justice, il a été largement observé qu'au Sahel, l'amélioration des opportunités de moyens de subsistance – tant agricole que non agricole – peut avoir une influence significative sur les perceptions des organisations extrémistes au sein des communautés et des jeunes, en agissant sur les facteurs clés de vulnérabilité à la radicalisation. La stabilité économique réduit l'attrait des groupes extrémistes, qui exploitent souvent la pauvreté et le chômage pour recruter des membres. L'amélioration des moyens de subsistance peut également favoriser la cohésion sociale, car les communautés qui bénéficient d'opportunités économiques peuvent disposer de capacités et de ressources accrues, nécessaires pour travailler ensemble et rejeter les idéologies extrémistes. Lorsque les gens ressentent les bénéfices tangibles du développement, ils peuvent voir les groupes extrémistes d'un œil moins favorable, en particulier si ces groupes sont perçus comme déstabilisant les économies locales. Pour les jeunes, l'accès à des voies alternatives de réussite – via l'agriculture, la formation professionnelle ou l'emploi non agricole – peut réduire l'attrait des idéologies extrémistes, en leur donnant les moyens de se concentrer sur la construction d'un avenir stable, et d'accéder à des rites de passage clés, comme le mariage. Ces voies économiques alternatives peuvent également aider les jeunes à être perçus par leurs communautés comme des membres actifs et utiles de la société, en déconstruisant les stéréotypes locaux qui les présentent comme oisifs et fortement influencés par la drogue, l'alcool et d'autres vices sociaux. Dans l'ensemble, l'amélioration des moyens de subsistance devrait contribuer à promouvoir la stabilité, la sécurité et l'engagement social, rendant l'extrémisme moins attrayant pour les populations vulnérables.

En réponse à l'instabilité croissante au Mali et au Niger, notamment dans des régions qui n'étaient pas auparavant pas touchés par des conflits actifs et des activités extrémistes, le gouvernement britannique finance le **programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS)**. Après une phase initiale de septembre 2021 à mars 2023 dans le centre du Mali, le programme s'est étendu en avril 2023 pour inclure 20 communes au Mali et 4 au Niger. D'une durée de trois ans, le programme devrait s'achever en 2026. Géré par Mercy Corps en partenariat avec des ONG locales, AMEDD au Mali et Cercle Dev au Niger, JASS vise à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région du Sahel en promouvant l'équité et l'inclusion dans la gouvernance foncière, la gestion des ressources naturelles et l'accès à la justice. La théorie du changement (TdC) et l'approche programmatique de JASS s'articulent autour de trois résultats :

- **Résultat 1** : Amélioration de la capacité de gestion des conflits et de la collaboration entre les communautés divisées par les conflits, ainsi qu'entre ces communautés et les institutions, afin d'atténuer et de résoudre les conflits liés à la terre et aux ressources naturelles.
- **Résultat 2** : Renforcement de la résilience aux chocs climatiques et aux facteurs de stress afin de réduire la fréquence et l'impact des conflits liés à la terre et aux autres ressources naturelles dans le Sahel.
- **Résultat 3** : Amélioration de la base de données probantes pour une conception et une mise en œuvre plus efficaces des programmes, ainsi que pour favoriser une action coordonnée et une appropriation renforcée par les parties prenantes clés.

Si les hypothèses de cette théorie du changement se vérifient, l'atteinte des trois résultats devrait permettre un accès équitable et juste à la terre, à la justice et aux moyens de subsistance, en mettant l'accent sur les groupes marginalisés ou minoritaires dans les zones à risque de conflit. Cela contribuera à l'objectif ultime du programme : renforcer la stabilité et la sécurité dans les régions du Mali et du Niger à la fois fragiles et relativement stables. Bien que cette théorie du changement – ainsi que le cadre de résultats et les activités du programme – ne soient pas explicitement axés sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV), la promotion de la sécurité et de la stabilité dans les zones d'intervention du programme au Mali et au Niger exige, par définition, que le programme prenne en compte et s'attaque aux risques et défis spécifiques à la stabilité posée par les OEV.

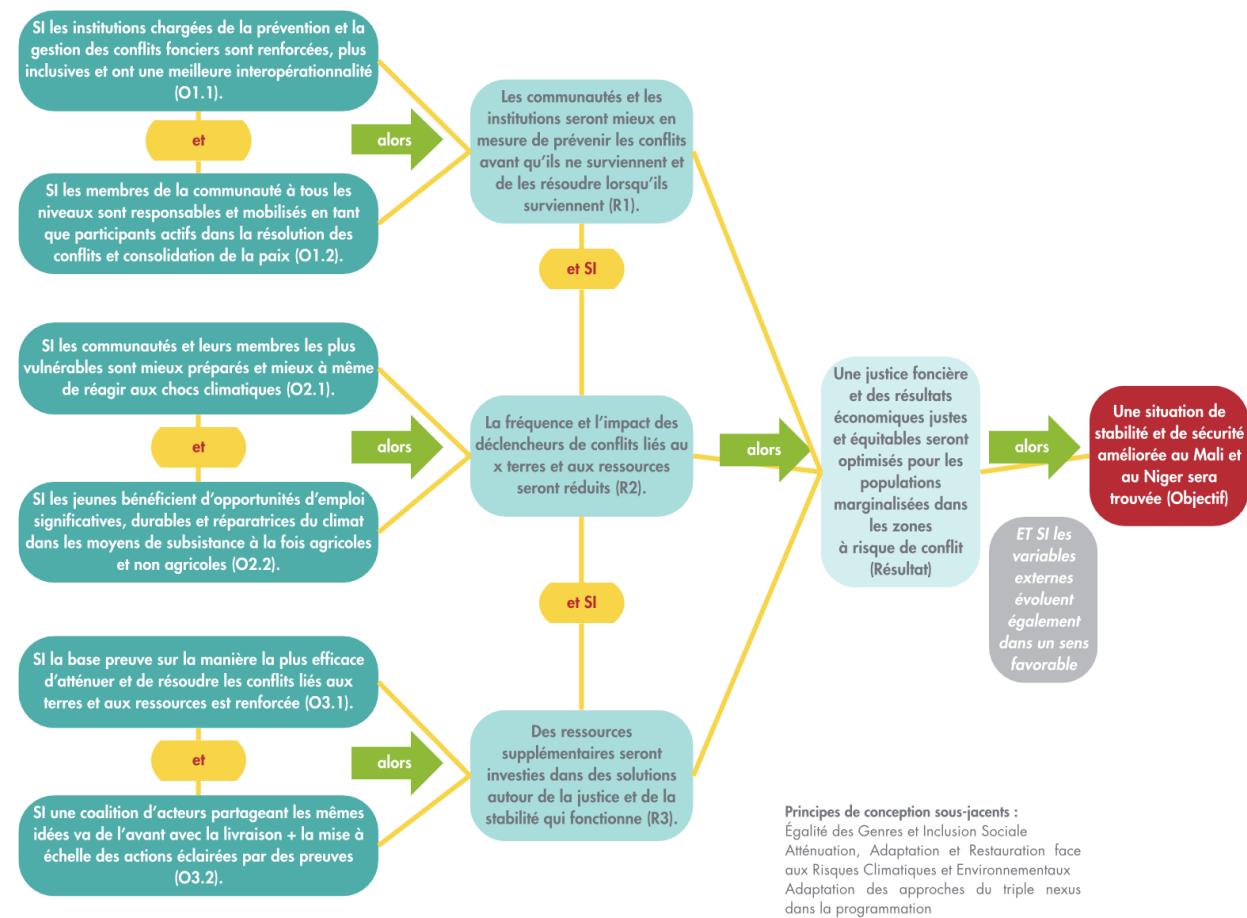


Figure 2. Théorie du changement de JASS

Objectifs de ce rapport

Ce rapport de synthèse des données probantes et d'apprentissage s'inscrit dans le cadre de l'ELA. S'alignant sur les axes prioritaires d'apprentissage portant, d'une part, sur les moyens de subsistance agricoles et le développement de systèmes de marché adaptés au climat (en lien avec le Résultat 2), et d'autre part, sur la médiation des conflits et la gouvernance des ressources naturelles (en lien avec le Résultat 1). Cette étude vise à mettre en dialogue la théorie du changement et les activités du programme avec les données probantes et les débats plus larges sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV) au Sahel et au-delà. **Étant donné que l'expansion du contrôle territorial et la multiplication des attaques menées par les OEV constituent la**

principale menace à la stabilité au Mali et au Niger – et dans l'ensemble du Sahel – il est essentiel que le programme JASS comprenne comment les facteurs de poussée et d'attraction de la radicalisation et de l'extrémisme violent opèrent dans ses zones d'intervention. Le développement de cette base de données aidera JASS à adapter ses activités de programmation, sa production de données et son apprentissage afin d'être plus sensible à la dynamique de l'extrémisme violent et de s'engager dans un **plaidoyer** plus efficace pour rassembler les principales parties prenantes locales et internationales afin de faire face aux menaces que représente l'extrémisme pour la stabilité et la sécurité.

Puisque discuter ouvertement de l'extrémisme violent au Mali et au Niger est à la fois politiquement sensible et risqué, cette note s'appuie sur des données quantitatives et qualitatives portant sur les **perceptions des participants concernant les recours à la violence**, ainsi que plusieurs **facteurs de poussée clés qui façonnent influençant le risque – et la résilience** – à la radicalisation et à l'influence de l'extrémisme violent, tant au niveau individuel que communautaire. Pour compléter cette approche, nous nous appuyons également sur la longue expérience de Mercy Corps dans la mise en œuvre de recherches et de programmes axés sur la prévention et la répression de la violence contre les enfants au Mali et au Niger, afin de placer les approches et les données de JASS dans un contexte plus large.

Méthodologie

L'approche méthodologique globale de ce rapport de synthèse et d'apprentissage consiste à rassembler diverses sources de données et de preuves générées par le programme JASS afin d'aider à mieux comprendre comment les activités du programme peuvent s'attaquer aux facteurs d'incitation et d'attraction de l'extrémisme violent. Pour ce faire, nous combinons **une analyse originale des données quantitatives et qualitatives** collectées lors de l'évaluation à mi-parcours du programme avec **des sessions de sensibilisation avec des praticiens travaillant avec le programme** et des aperçus des **évaluations et rapports internes** existants de JASS, des **rapports d'évaluation** et **des études de recherche des programmes P/LEV antérieurs de Mercy Corps au Mali et au Niger**. Dans la discussion qui suit, nous notons les limites de chaque source de données et de chaque méthodologie, le cas échéant, tout en soulignant que l'approche mixte que nous adoptons ici nous aide à tirer parti des forces de chaque méthode pour compenser les limites d'une seule méthode et pour accroître la validité globale des résultats et des conclusions présentés ici.

Données quantitatives et analyse

Afin de garantir la rentabilité et de s'appuyer sur les activités existantes de suivi évaluation (MEL), ce rapport s'appuie sur une nouvelle analyse des données de l'évaluation à mi-parcours de JASS, achevée en décembre 2024 par IWORDS Global. Au total, 3 687 personnes ont été interrogées dans les régions où JASS implémente : Koutiala, Ségou, Koulikoro et San au Mali et Maradi et Tahoua au Niger. Bien que la majorité des personnes enquêtées soient des participantes ou participaient au programme JASS, 34% (1 249) n'ont pris part à aucune activité du programme, y compris 297 personnes vivant dans des communes où JASS n'est pas mis en œuvre. Ces personnes issues de communes non JASS sont incluses dans ces analyses pour donner une image plus large des perceptions dans les régions où JASS fonctionne, mais comme seul un petit nombre de personnes vivant dans des communes non JASS ont été échantillonnées lors de l'évaluation à mi-parcours, l'analyse dans ce rapport ne se concentre pas sur les comparaisons entre ces zones et les zones d'intervention de JASS. Cette comparaison fera l'objet de l'étude quasi-expérimentale à venir, qui s'appuie sur les données de l'enquête annuelle du programme.

L'enquête a été élargie au-delà des indicateurs du programme pour inclure des questions sur les attitudes à l'égard de la violence et les justifications perçues pour celle-ci. Les indices de résilience des communautés ont été améliorés afin d'évaluer l'exposition aux chocs économiques, environnementaux et liés aux conflits, ainsi que leur

impact, y compris les changements survenus au cours des cinq dernières années. Des données sur la production agricole, les moyens de subsistance et la cohésion sociale ont également été intégrées, afin de fournir une vision plus globale des facteurs de poussée et d'attraction connus de l'extrémisme violent.

Nous utilisons ces données d'enquête dans deux types d'analyses quantitatives tout au long de ce rapport. Tout d'abord, nous utilisons les données d'un large éventail de 57 questions de l'enquête pour présenter des **analyses descriptives** et des **visualisations de données** qui résument les tendances générales au sein de l'échantillon, ainsi que les différences entre les quatre régions où JASS est mis en œuvre au Mali et les deux régions au Niger.

Deuxièmement, nous utilisons l'analyse de régression sur un ensemble plus réduit de variables afin de tester les hypothèses clés de la théorie du changement de JASS sur les perceptions des acteurs et les mécanismes formels et informels de la justice. Ces analyses se concentrent sur un nombre plus restreint de variables (voir Tableau 1, ci-dessous). Les variables dépendantes dans les analyses de régression sont **cinq mesures** qui saisissent les aspects pertinents de la **justification de l'utilisation de la violence** et de la **volonté de se tourner vers les groupes armés pour résoudre les conflits**. Les variables explicatives dans les régressions servent de mesures indirectes de **quatre grands types de facteurs susceptibles d'influencer la perception de l'extrémisme violent au sein des communautés** : 1) **l'impact des difficultés et des chocs économiques**, 2) **la perception de la gouvernance et de la justice**, 3) **les dynamiques de marginalisation et d'inclusion**, et 4) **le niveau de cohésion sociale**. Bien que ces mesures saisissent largement les aspects pertinents des perceptions de l'extrémisme violent et les facteurs qui influencent ces perceptions, nous soulignons les défis liés à la mesure des perceptions de l'extrémisme violent tout au long de ce rapport. Ces limites dans la formulation de certaines questions sont mises en évidence dans les résultats traités par triangulation avec l'analyse qualitative et les sessions d'interprétation collective.

Les analyses de régressions incluent également des variables de contrôle telles que le sexe, l'âge, l'identité ethnolinguistique, la profession et la participation aux activités du programme JASS. Nous présentons les résultats selon deux spécifications différentes des variables dépendantes qui mesurent le soutien communautaire à la violence : 1) l'échelle complète en cinq points (de *Jamais à Souvent*) et 2) une variable dichotomique codée 1 si la personne a répondu "*La plupart du temps ou souvent*". Tout au long de ce rapport, les résultats des régressions utilisant l'échelle en cinq points sont présentés sous forme de graphiques indiquant l'estimation du coefficient de chaque variable explicative et l'intervalle de confiance à 95 %. Les résultats présentés dans le rapport complet sont divisés en fonction des grands types de facteurs qui influencent les perceptions de l'extrémisme violent, mais sont tous basés sur la spécification de régression qui contient toutes les variables explicatives et de contrôle, avec des erreurs standard regroupées au niveau du village. Pour les tableaux contenant les résultats complets de la régression, voir l'annexe A.

Type de variable	Description de la variable	Codage des variables dans les analyses de régression
Perception de l'extrémisme violent (variables dépendantes)	La communauté estime que le recours à la violence est justifié en réponse à la violence	Version 1 : Échelle en 5 points ; Version 2 : Codée 1 si « la plupart du temps » ou « toujours ». Codé 0 sinon
	La communauté estime que la violence est justifiée pour défendre la religion	Version 1 : Échelle en 5 points ; Version 2 : Codé 1 si « la plupart du temps » ou « toujours ». Codé 0 sinon
	La communauté estime que la violence est justifiée pour défendre un groupe ethnolinguistique	Version 1 : Échelle en 5 points ; Version 2 : codée 1 si « la plupart du temps » ou « toujours ».

		Codé 0 sinon
	La communauté estime que la violence est justifiée pour forcer le gouvernement à changer de politique	Version 1 : Échelle en 5 points ; Version 2 : Codée 1 si « la plupart du temps » ou « toujours » Codé 0 sinon
	Indice additif : Justifications communautaires de la violence	Indice additif de toutes les mesures « justifiées »
	Volonté de se tourner vers un groupe armé pour résoudre un conflit	Codé 1 si l'individu a répondu « groupes armés » Codé 0 sinon
Difficultés économiques et chocs (variables explicatives)	Individu ayant subi un choc climatique au cours des 12 derniers mois	Codé 1 si « oui » Codé 0 sinon
	Individu ayant subi un choc économique au cours des 12 derniers mois	Codé 1 si « oui » Codé 0 sinon
	Individu ayant subi un choc conflictuel au cours des 12 derniers mois	Codé 1 si « oui » Codé 0 sinon
	Impact des chocs	Indice additif des réponses individuelles « le pire est arrivé » à l'impact des chocs sur le revenu et la sécurité alimentaire.
Perceptions de la gouvernance et de la justice (variables explicatives)	Confiance envers les autorités locales	Codé 1 si « beaucoup de confiance » Codé 0 sinon
	Perception du système juridique et judiciaire	Codé 1 si « juste » ou « très juste » Codé 0 sinon
	Perception de la transparence dans la prise de décisions en matière de ressources naturelles	Codé 1 si « transparent » ou « très transparent ». Codé 0 sinon
	Satisfaction à l'égard de la gouvernance des ressources naturelles	Codé 1 si « satisfait » ou « très satisfait ». Codé 0 sinon
Marginalisation et exclusion (variables explicatives)	Représentation des femmes et des groupes minoritaires dans la prise de décision concernant les ressources naturelles	Codé 1 si « oui » Codé 0 sinon
	Participation du répondant à la prise de décision concernant les ressources naturelles	Codé 1 si « oui » Codé 0 sinon
Cohésion sociale (variables explicatives)	Confiance envers les membres d'autres groupes de moyens de subsistance	Codé 1 si « beaucoup » Codé 0 sinon
	Croyance dans les avantages de la coopération avec les membres d'autres groupes de moyens de subsistance	Codé 1 si « beaucoup » Codé 0 sinon

	Sentiment d'appartenance	Codé 1 si « pas d'accord » ou « pas du tout d'accord » avec « sentiment d'exclusion » Codé 0 sinon
	Fréquence de résolution pacifique des conflits	Codé 1 si « la plupart du temps » Codé 0 sinon
Variables de contrôle sociales et démographiques	Âge : âge du répondant	Valeur numérique de l'âge donnée par l'individu
	Sexe : Sexe du répondant	Codé 1 si l'individu a répondu « Femme » Codé 0 sinon
	Groupe ethnolinguistique : Variables indicatrices pour Haoussa, Bambara, Soninke et Minianka	Codé 1 si l'individu s'identifie comme appartenant à un groupe ethnolinguistique donné Codé 0 dans le cas contraire
	Profession : Variables indicatrices pour l'agriculteur, l'éleveur, le secteur privé et le fonctionnaire	Codé 1 si l'individu est identifié comme travaillant dans une profession donnée ; Codé 0 sinon
	Participation à l'activité JASS : Variable indicatrice de la participation aux activités du programme JASS	Neuf variables distinctes, chacune codée 1 si l'individu a participé à une activité JASS donnée ; codée 0 dans le cas contraire.

Tableau 1. Variables utilisées dans les analyses de régression

Données qualitatives et analyse

Parallèlement à la collecte de l'enquête d'évaluation à mi-parcours en décembre 2024, IWORDS a également mené des entretiens structurés **avec des informateurs clés (KII)** et des **discussions avec des groupes cibles (FGD)**. Cet ensemble comprend 33 FGD avec des participants au programme JASS (23 au Mali et 10 au Niger), 23 FGD dans des communes où aucune activité JASS n'est entreprise (14 au Mali et 9 au Niger), et 55 KII (35 au Mali et 20 au Niger), qui se sont principalement concentrés sur l'interview de leaders et de membres de mécanismes de résolution des conflits et de représentants de services techniques décentralisés de l'État qui collaborent avec JASS. Pour ce rapport, les sources de données qualitatives ont été analysées à l'aide des fonctionnalités d'assistance à l'IA de MaxQDA. En particulier, nous avons utilisé la version bêta de la fonctionnalité Tailwind afin de réaliser une **analyse thématique rapide** des principaux schémas émergeant dans l'ensemble des transcriptions qualitatives, par région. Lorsque des transcriptions qualitatives spécifiques sont citées dans le corps de ce rapport, la référence utilisée correspond à un code anonymisé, afin de protéger l'identité des personnes interrogées. Une description complète de la manière dont les codes des documents sont construits est disponible à l'annexe B.

Synthèse des évaluations et recherches antérieures sur les programmes de lutte contre l'EV de Mercy Corps au Sahel

Reconnaissant la sensibilité des sujets liés à l'extrémisme, l'étude s'appuie également sur les évaluations et recherches des programmes antérieurs de JASS mis en œuvre par Mercy Corps et ses partenaires au Mali et au Niger, qui ont permis une exploration plus directe de ces questions dans des contextes moins restrictifs. En particulier, nous nous appuyons sur un total de 9 produits probants (3 au Mali et 6 au Niger) issus d'un assortiment de 4 programmes (1 au Mali et 3 au Niger) et d'un projet de recherche autonome au Mali, tous axés explicitement sur la prévention de l'extrémisme violent. Comme pour l'analyse qualitative, nous avons utilisé Tailwind de MaxQDA pour **synthétiser les principaux thèmes dominants de cet ensemble de produits probants existants**.

Conversations d'interprétation avec l'équipe du programme JASS et ses partenaires

Suite à l'analyse préliminaire des données quantitatives et qualitatives, une série de discussions sur l'interprétation a été organisée avec les principales parties prenantes du programme (personnel de Mercy Corps et partenaires locaux) au Mali et au Niger en mars 2025 afin de s'assurer que l'interprétation correspondait aux contextes locaux de la mise en œuvre. Les sessions d'interprétation collective (*sensemaking sessions*) ont été structurées sous forme de discussions de groupe semi-structurées d'une durée de 90 minutes, au cours desquelles les participants ont été invités à réagir à une sélection de résultats préliminaires issus de l'analyse plus large. Des outils d'IA générative (Microsoft Copilot) ont été utilisés pour faciliter la prise de notes et la synthèse des idées clés issues des sessions d'analyse.

Titre du document/Citation	Année	Programme/Bailleur	Pays/Région
Nous espérons et nous luttons : Les jeunes, les communautés et la violence au Mali (Inks et al. 2017)	2017	Recherche autonome (en collaboration avec Think Peace) Bailleur de fonds : Humanity United	Mali : Mopti, Tombouctou et Gao
Analyse des facteurs de vulnérabilité et des sources de résilience des communautés face à l'extrémisme violent (Mercy Corps Mali 2022)	2022	Ben ni Bassigui (Renforcement de la résilience à Kayes et Sikasso - BRIKS) Bailleur de fonds : Commission européenne	Mali : Kayes et Sikasso
Ben ni Bassigui Évaluation finale (Mercy Corps Mali 2023)	2023	Ben ni Bassigui (Bâtir la résilience à Kayes et Sikasso - BRIKS) Bailleur de fonds : Commission européenne	Mali : Kayes et Sikasso
Initiative d'évaluation de la vulnérabilité et de la résilience pour lutter contre l'extrémisme violent : Rapport de synthèse final (Mercy Corps Niger 2018)	2018	Initiative d'évaluation de la vulnérabilité et de la résilience pour lutter contre l'extrémisme violent (VRAI) Bailleur de fonds : USAID	Niger : Diffa et Tillabéry Burkina Faso : Gorom-Gorom
Comprendre les liens entre la cohésion sociale et la violence : Résultats issus du Niger (Lichtenheld et al. 2021)	2021	Prévenir les actions d'extrémisme violent par des efforts accrus en matière de cohésion sociale (PEACE) Bailleur de fonds : USAID	Niger : Tillabéry
Mobiliser les communautés pour renforcer la cohésion sociale et réduire la vulnérabilité à l'extrémisme violent (Lichtenheld et al. 2022)	2022	Prévenir les actions d'extrémisme violent par des efforts accrus en matière de cohésion sociale (PEACE) Bailleur de fonds : USAID	Niger : Tillabéry
Pièges et compromis dans la mesure du soutien à l'extrémisme violent : Résultats issus du Niger et du Mali (Ribar et al. 2023)	2023	Youth Connect (YC) Bailleur de fonds : USAID	Niger : Tillabéry et Maradi Burkina Faso : Sahel et Est
Déterminants du recrutement de jeunes par des groupes extrémistes violents au Niger (Moha et Harouna 2024)	2024	Youth Connect (YC) Bailleur de fonds : USAID	Niger : Tillabéry et Maradi
Aller vers les jeunes : Programmation du développement, résolution des conflits et violence politique au Niger (Ribar et al. 2025)	2025	Youth Connect (YC) Bailleur de fonds : USAID	Niger : Tillabéry et Maradi

Tableau 2. Sources de données sur l'extrémisme violent issues des programmes P/LEV de Mercy Corps au Sahel, 2017-2025

Rapports et analyses existants du programme JASS

En plus des analyses originales et des sessions d'interprétation collective, nous utilisons également des idées tirées d'un certain nombre de produits de preuve de JASS tout au long de ce rapport, y compris le rapport d'évaluation à mi-parcours préparé par IWORDS, les rapports et analyses de sécurité préparés par les points focaux de sécurité de JASS au Mali et au Niger, et les analyses techniques menées lors du démarrage du programme à la fin de 2023, y compris l'[analyse de l'économie politique \(PEA\)](#), l'[évaluation de la résilience face au climat et aux conflits](#) et l'[évaluation de l'équité entre les sexes et de l'inclusion sociale \(GESI\)](#).³

Feuille de route pour ce rapport

Ce rapport se déroule comme suit. La [deuxième section](#) présente brièvement le contexte sécuritaire et la dynamique de l'extrémisme violent dans les zones d'opération de JASS au Mali et au Niger, en s'appuyant sur les analyses sécuritaires internes du programme ainsi que sur les réflexions partagées par les membres de l'équipe du programme lors des conversations d'interprétation collective. La [troisième section](#) donne un aperçu des définitions de travail de la radicalisation et de l'extrémisme violent utilisées tout au long de ce rapport et de la manière dont ces concepts ont été mesurés dans les programmes et recherches antérieurs de Mercy Corps dans la région. Nous donnons ensuite un aperçu des [deux aspects des perceptions de l'extrémisme violent](#) qui sont au centre de ce rapport : 1) une série de quatre questions d'enquête demandant aux individus s'ils croient que les membres de leur communauté pensent qu'il est justifié d'utiliser la violence à différentes fins et 2) une mesure permettant de savoir si les individus se tourneraient vers des groupes armés pour obtenir de l'aide dans le cadre de la résolution de conflits.

La [quatrième section du rapport](#) donne un aperçu de quatre grands types de facteurs qui influencent ces



perceptions de l'extrémisme violent, tels qu'identifiés dans la littérature générale sur la prévention de

³ La [médiathèque de JASS](#) est en train d'être mise à jour, et d'autres rapports de programmes et produits probants mentionnés dans cette étude seront téléchargés dès que possible.

l'extrémisme violent et dans les programmes antérieurs de Mercy Corps dans ce domaine au Mali et au Niger : 1) les difficultés et les chocs économiques, 2) les perceptions de la gouvernance et de la justice, 3) la marginalisation et l'inclusion, et 4) la cohésion sociale. Pour chacun de ces grands ensembles de facteurs, la sous-section commence par un bref aperçu des principales conclusions issus des éléments de preuve disponibles sur la relation entre le facteur concerné et les perceptions de l'extrémisme violent, tels qu'observés dans les programmes et recherches antérieurs de Mercy Corps Mali et au Niger. Elle se poursuit ensuite par une analyse plus approfondie et nuancée, fondée sur les données quantitatives et qualitatives collectées dans le cadre du programme JASS, afin d'enrichir la compréhension de ce facteur. La cinquième section conclut en résumant les principaux enseignements du rapport, en mettant l'accent sur les implications pratiques pour le programme JASS lui-même, ainsi que pour le FCDO et les autres parties prenantes travaillant sur la prévention de la violence et la stabilisation au Mali et au Niger.

Bien que ce rapport soit conçu pour être lu du début à la fin, les parties prenantes intéressées par des sources de données spécifiques ou des aspects des perceptions de l'extrémisme violent sont encouragées à se rendre aux sections pertinentes en utilisant les liens dans la table des matières et la vue d'ensemble du rapport.

APERÇU DES PRINCIPAUX FACTEURS CONTEXTUELS

Contexte sécuritaire et dynamiques de conflit au Mali et au Niger

L'évaluation 2024 de la résilience au climat et aux conflits de Mercy Corps met en lumière l'interaction entre le changement climatique et les conflits dans les régions du Mali et du Niger ciblées par le programme JASS. L'évaluation identifie plusieurs facteurs interconnectés contribuant à l'instabilité, y compris les dynamiques socio-économiques, environnementales et de conflit. Les défis environnementaux, tels que la déforestation, la désertification, la raréfaction des ressources en eau et la baisse de la fertilité des sols, combinés à des problèmes économiques comme la hausse des prix des denrées alimentaires et la diminution des rendements agricoles, augmentent la vulnérabilité des populations. Ces contraintes poussent les hommes et les jeunes à migrer, notamment des zones rurales vers les centres urbains ou à l'étranger, laissant les femmes et les jeunes enfants seuls, ce qui met encore plus à rude épreuve les systèmes sociaux et économiques.

La dynamique des conflits est un facteur important de fragilité dans la région. La mauvaise gestion des conflits et le mépris ou la méconnaissance des lois et normes pertinentes contribuent à l'escalade des tensions. Au Mali, les conflits fonciers entre agriculteurs ont tendance à être interpersonnels, tandis qu'au Niger, les conflits au sein des ménages, souvent liés à des questions d'héritage, sont plus fréquents. Les deux pays sont confrontés à des chocs liés au climat, tels que les sécheresses et les inondations, qui perturbent les moyens de subsistance agricoles et pastoraux, augmentent l'insécurité alimentaire et aggravent la pauvreté. Ces chocs climatiques augmentent le stress au sein des ménages et des communautés, ce qui exacerbe le risque d'extrémisme violent. L'évaluation met également en évidence un lien étroit entre les chocs climatiques et les conflits, le changement climatique devant aggraver les tensions existantes, notamment entre agriculteurs et éleveurs en raison de l'irrégularité des précipitations. L'insécurité alimentaire est susceptible d'aggraver les tensions au sein des ménages. Les stratégies d'adaptation les plus courantes sont la migration, la vente de biens et l'abandon de l'école, ainsi que les efforts pour mettre en œuvre de nouvelles technologies agricoles et des mécanismes d'épargne. Pour faire face aux risques sous-jacents d'extrémisme violent, une approche holistique est nécessaire, axée sur la résilience climatique, la gestion efficace des conflits et le développement durable.

La situation sécuritaire dans les régions situées dans les cercles d'intervention de JASS au **Mali** (Ségou, San, Bla, Niono et Banamba) est restée préoccupante pendant plusieurs années, se détériorant au fil du temps à la fois entre ces régions et au sein d'une même région.⁴ De janvier 2024 à février 2025, un total de 2 608 incidents de sécurité ont été signalés dans ces régions sur un total national de 14 659. Le début de l'année 2024 a vu une intensification des activités des groupes armés à travers des cercles et des communes spécifiques du centre du Mali (Ségou, San, Mopti, Bandiagara et Douentza). Les cercles et communes les plus touchés sont Niono et Macina (Ségou), Tominian (San), Djenné et Mopti (Mopti), Bandiagara et Koro (Bandiagara), et Mondoro et Boni (Douentza). Au cours des trois derniers mois de 2024, une réduction des incidents a été observée dans ces zones, ce qui peut être lié à la hausse des niveaux d'eaux ainsi qu'à l'augmentation des opérations des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). En 2024, ces zones ont enregistré plus d'incidents qu'en 2023, avec 2 070 contre 1 548. La tendance des incidents affectant les organisations humanitaires a également suivi une trajectoire similaire, avec 34 incidents signalés en 2024 contre 21 en 2023. Les incidents les plus courants signalés sont les vols, les attaques, les arrestations, les enlèvements, les accidents, les confinements et les menaces. Il y a eu 778 vols, 497 attaques, 449 arrestations, 215 enlèvements, 158 accidents, 120 confinements, 105 menaces de la part de groupes armés, 72 explosions d'engins explosifs improvisés (EEI) ou de mines, 17 destructions de mines et 16 agressions physiques. Les déplacements ont également été exacerbés par les inondations du fleuve Niger pendant la saison des pluies. Le mois de janvier 2025 a enregistré le pic le plus élevé d'incidents, suivi d'une baisse au cours du mois suivant. Les principales menaces comprenaient les EEI/mines et les attaques contre les FDS et les chasseurs, groupes d'autodéfense communautaires, le long de la route nationale n° 6. Dans les zones sud, comme Banamba, les enlèvements et les menaces liées aux demandes de Zakat étaient fréquents, tandis que dans le nord, la sécurité s'est détériorée dans les localités comme Mafouné et Timissa, où des groupes radicaux sont actifs.⁵ À Ségou et à San, les chasseurs assurent la sécurité et établissent parfois des points de contrôle. À Koutiala, la plupart des incidents sont liés à des activités criminelles et à des conflits fonciers.

Sur le plan politique, à la suite du coup d'État de juillet 2023, le Niger a proposé une période de transition de cinq ans après les dialogues nationaux, qui comprend la dissolution des partis politiques et l'élaboration d'une nouvelle constitution. Toutefois, cette proposition a été critiquée, plusieurs organisations de la société civile ayant boycotté la conférence nationale qui s'est tenue en février 2025. En outre, les relations avec les pays voisins comme le Bénin et le Nigéria restent tendues, et le Niger continue à se concentrer sur la consolidation de sa position au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES).

L'accès humanitaire est constamment mis à l'épreuve dans les zones d'intervention du programme, en particulier au Niger, ce qui conduit à une réévaluation continue des conditions de mise en œuvre des activités, qui peut entraîner une reprogrammation ou une annulation. Ceci est lié aux mécanismes systématiques d'évaluation et de gestion des risques de JASS, qui comprennent un suivi quotidien des tendances dans les médias, des sources secondaires, la collecte de données sur les incidents ayant un impact sur les activités, et une collaboration étroite avec des organisations telles que OCHA (Niger) et INSO (Mali). Avec le début de la décrue des eaux en octobre (saisonnière), les groupes armés ont repris leurs attaques contre plusieurs villages abritant des positions de chasseurs et des FDS, y compris des attaques directes et l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI). Certaines infrastructures civiles, telles que les écoles, les routes et les antennes GSM, ont été sabotées par ces groupes, ce qui rend l'accès aux réseaux de communication plus difficile et réduit la mobilité locale. Les travailleurs

⁴ Cette discussion s'appuie sur les rapports de sécurité de JASS ; les statistiques présentées ici s'appuient sur les [données de l'International NGO Safety Organisation \(INSO\)](#).

⁵ Bien que la Zakat soit un terme financier islamique désignant une forme d'aumône, le terme est également utilisé pour désigner des taxes imposées par les groupes armés (Eizenga et Williams 2020).

humanitaires ne sont pas les cibles principales de ces groupes, bien qu'ils soient affectés et puissent continuer à opérer, à l'exception de la région inter-fluviale de Macina, qui fait l'objet de restrictions imposées par des groupes armés et se trouve à proximité des zones d'intervention de JASS. Les conseillers en sécurité du programme JASS sont conscients que dans de nombreuses régions du Niger et du Mali, les travailleurs humanitaires restent exposés aux risques de détention temporaire, d'engins explosifs improvisés, de points de contrôle réguliers et irréguliers, de vols suivis, de violences physiques et de cambriolages de bureaux. Les stratégies d'atténuation et de gestion des risques ont toutefois permis aux activités du programme de se poursuivre dans les délais prévus.

Dynamique de l'extrémisme violent dans les zones d'opération de JASS

Au **Niger**, la violence des groupes armés radicaux tels que le JNIM et l'EIS continue de cibler les structures de l'État, les forces de sécurité (FDS) et les individus qui y sont associés, en particulier dans les régions de Diffa, Tahoua, Tillabéry et Dosso. À Tillabéry, les attaques se sont multipliées, notamment les embuscades et l'utilisation d'EEI. Les opérations militaires menées conjointement par le Niger et le Burkina Faso ont connu un certain succès dans des régions tels que Tera, Gohéye et Torodi, neutralisant des combattants radicaux et démantelant des centres logistiques. Cependant, des inquiétudes subsistent quant à une intensification des attaques de représailles de la part de ces groupes. L'EIS a été particulièrement actif dans les régions de Dosso et Tahoua, se livrant à des actes tels que le vol de bétail et la collecte forcée de la Zakat, souvent liés au crime organisé et au trafic en raison de l'instabilité dans le nord-ouest du Nigéria. La situation en matière de sécurité est instable, avec une augmentation des enlèvements et des vols de bétail. Dans la région de Maradi, l'activité criminelle a augmenté, malgré les efforts des FDS pour lutter contre le trafic d'essence et la criminalité transfrontalière. À Diffa, les incidents de sécurité ont diminué dans certaines zones. En dehors de Niamey, l'État continue d'exiger des escortes armées, compte tenu des risques accrus d'attaques de l'ISWAP sur les axes principaux. Entre-temps, à Agadez et Zinder, les opérations des FDS se poursuivent, bien qu'aucun mouvement rebelle significatif n'ait été signalé récemment. L'accès à l'aide humanitaire reste limité dans de nombreuses régions, et de nouvelles mesures gouvernementales, notamment l'interdiction de la circulation des motos et un contrôle plus strict des ONG, ont encore compliqué l'acheminement de l'aide.

La justice informelle rendue par les groupes armés est un facteur important dans la dynamique des conflits et de la gouvernance au Sahel, en particulier au **Mali**. Dans certaines régions, le JNIM a mis en place des mécanismes de justice que certains membres de la communauté considèrent comme plus équitables et plus transparents que le système judiciaire officiel de l'État, qui comprend les tribunaux maliens et les COFO (commissions foncières). Cette perception est particulièrement répandue dans les régions où le JNIM dispose d'une présence significative et où l'autorité de l'État soit faible, soit en recul. En comblant le vide laissé par l'État, le JNIM fournit des mécanismes alternatifs de résolution des conflits que certains habitants trouvent plus efficaces, en particulier lorsque les institutions de l'État ne rendent pas la justice ou sont perçues comme corrompues ou inefficaces. Dans ces régions, les mécanismes judiciaires du JNIM sont considérés comme plus cohérents, plus prévisibles, plus accessibles, plus rapides et souvent plus conformes aux traditions et aux attentes locales, même s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un programme plus large du groupe, qui repose sur une idéologie radicale et violente.⁶

Cependant, il existe une distinction claire entre le JNIM et d'autres groupes armés tels que l'EIS. Le JNIM est souvent perçu comme plus "convivial" dans son approche de la justice et de la gouvernance, certaines populations

⁶ Pour plus d'informations sur la résolution des conflits par le JNIM et d'autres groupes armés dans le contexte de la littérature plus large sur la gouvernance par les groupes armés, voir Lyammouri (2021).

locales trouvant leur système judiciaire plus axé sur la communauté et moins sévère. En revanche, l'approche de l'EIS est beaucoup plus brutale, impliquant une violence et une intimidation extrêmes, ce qui lui vaut la crainte des populations locales. Alors que les mécanismes judiciaires du JNIM peuvent sembler plus attrayants en l'absence de l'autorité de l'État, les méthodes de l'EIS sont guidées par une idéologie violente et intransigeante qui aliène les communautés. Ce contraste façonne encore davantage les perceptions locales de ces groupes et le rôle qu'ils jouent dans le paysage de la justice et de la sécurité au Sahel.

La présence de ces groupes armés et de leurs systèmes judiciaires alternatifs peut avoir un impact significatif sur la région, en particulier dans le centre du Mali, où JASS est mis en œuvre. Le vide de pouvoir créé par l'affaiblissement des structures de l'État est de plus en plus comblé par des groupes comme le JNIM. Des tensions apparaissent entre le JNIM et les milices locales, telles que les chasseurs, qui cherchent également à affirmer leur contrôle en protégeant « leurs » communautés. Cette lutte permanente pourrait compliquer la mission de JASS, d'autant plus que le JNIM semble consolider sa présence dans la région en établissant des centres de formation et en renforçant son influence. Ces développements pourraient modifier l'équilibre local du pouvoir, affectant à la fois la sécurité et la gouvernance, et altérant potentiellement la dynamique de la résolution des conflits dans la région.

L'administration de la justice par les groupes armés au **Niger** suit des schémas similaires à ceux du Mali, bien que le contexte et les groupes impliqués diffèrent. Au Niger, comme au Mali, les groupes armés, en particulier ceux affiliés à des factions islamistes telles que le JNIM et l'EIS, ont mis en place des mécanismes de justice alternative dans les zones où la présence de l'État est minime ou inexistante. Ces groupes, qui combinent le vide laissé par le retrait de l'État, offrent souvent aux populations locales une forme de résolution des conflits, que certains considèrent comme plus efficace et plus accessible que le système judiciaire formel de l'État.

Dans les régions du Niger touchées par l'insécurité, en particulier le long des frontières avec le Mali et le Burkina Faso, le JNIM et l'EIS ont étendu leur influence, offrant des services de justice qui comprennent la résolution de litiges fonciers, de vols et d'autres affaires criminelles. Ces mécanismes peuvent être perçus comme davantage en accord avec les coutumes et attentes locales, offrant des solutions que certains considèrent comme plus rapides et plus justes par rapport au système judiciaire formel, souvent perçu comme distant, sous-financé ou inefficace. En l'absence de capacité de l'État à faire respecter ses lois, les systèmes judiciaires fournis par les groupes armés peuvent apparaître comme une alternative nécessaire, voire souhaitable, pour les populations locales, malgré les idéologies violentes et extrémistes que ces groupes représentent.

Cependant, comme au Mali, la justice rendue par les groupes armés au Niger est fortement influencée par leurs objectifs idéologiques et stratégiques plus larges. Les mécanismes judiciaires du JNIM peuvent être considérés comme plus « favorables à la communauté » dans certaines régions, en mettant l'accent sur l'alignement sur les traditions religieuses et communautaires, ce qui peut séduire les populations locales familiarisées avec ces pratiques. En revanche, l'approche du EIS est bien plus brutale et extrême, imposant une forme de justice sévère qui repose largement sur la violence, l'intimidation et la punition. L'influence de l'EIS au Niger a été particulièrement destructrice, car son application d'interprétations strictes de la charia peut être sévère et intransigeante, ce qui aliène encore plus la population locale.

La fourniture de justice par ces groupes armés complique la situation au Niger, en particulier dans un contexte d'instabilité régionale persistante. Bien que certains habitants puissent percevoir ces systèmes comme plus immédiats ou plus efficaces, ils sont intrinsèquement liés aux objectifs politiques et militaires de ces groupes, notamment la conquête et le maintien du contrôle du territoire. Cette dépendance à l'égard des groupes armés en matière de justice non seulement sape les institutions officielles de l'État, mais favorise également un cycle de

violence et d'insécurité qui fait qu'il est difficile pour l'État de réaffirmer son autorité ou de rétablir la confiance avec ses citoyens, ce qui est impératif pour sa légitimité.

Dans les régions où JASS est mis en œuvre, tels que dans le sud du Niger, l'autorité de l'État est plus solide, mais l'influence croissante des groupes armés complique l'environnement de la justice et de la sécurité. À mesure que les groupes armés comme le JNIM et l'EIS étendent leur champ d'action, ils sapent les structures de gouvernance locales, ce qui complique la tâche des programmes internationaux tels que JASS, qui ont du mal à opérer efficacement dans ces régions. La concurrence entre ces groupes et l'État pour le contrôle de la justice, ainsi que la hausse de l'extrémisme violent, représentent des défis importants pour le maintien de la sécurité et de la stabilité au Niger.

PERCEPTIONS DE LA VIOLENCE ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Les définitions de « l'extrémisme violent » et des concepts associés restent contestées et difficiles à mesurer, les chercheurs proposant diverses interprétations. **La radicalisation est conceptualisée comme un processus de montée en intensité croissante des croyances, des émotions et des comportements qui justifient la transgression de normes sociales fondamentales – aboutissant souvent à l'acceptation ou à l'usage de la violence en général ou le meurtre de civils** (Kruglanski et al 2014). Ce processus englobe à la fois **la radicalisation cognitive**, l'adoption de croyances violentes, et la **radicalisation comportementale**, l'engagement d'un individu dans des actes violents (Vergani et al 2018). **L'extrémisme violent est souvent compris comme la volonté d'utiliser ou de soutenir l'utilisation de la violence pour faire avancer des croyances de nature politique, sociale ou idéologique** (Conseil norvégien pour les réfugiés 2017 ; Glazzard et Zeuthen 2016). En tant que tel, l'extrémisme violent implique la mobilisation d'individus radicalisés par des groupes armés - des organisations extrémistes violentes (OEV) - qui poursuivent l'objectif de démanteler les institutions politiques et culturelles existantes en faveur de structures de gouvernance alternatives qui sont alignées sur leur idéologie et leurs normes (Bak et al. 2019).

Les données issues des recherches et des programmes antérieurs de Mercy Corps au Sahel démontrent collectivement la complexité de la mesure du soutien à l'extrémisme violent et l'importance de s'appuyer sur de multiples méthodes quantitatives et qualitatives, chacune apportant ses atouts pour compenser les limites inhérentes à toute méthode prise isolément dans l'évaluation de l'extrémisme violent. En raison du rôle de **l'acceptation de la violence** dans les définitions de la radicalisation et de l'extrémisme violent, la majorité de ces études (indépendamment de la méthodologie globale) utilisent les **attitudes et les comportements liés à l'utilisation de la violence** comme mesure indirecte du soutien à l'extrémisme violent.

Au-delà de leur pertinence théorique pour les programmes visant à prévenir la radicalisation et l'extrémisme, ces mesures présentent l'avantage de réduire les risques pour les répondants et les enquêteurs, en évitant de poser des questions **directes sur les attitudes envers des groupes armés spécifiques** ou leurs **idéologies radicales**. Par exemple, l'équipe de sécurité de Mercy Corps au Niger a empêché les chercheurs travaillant avec Youth Connect de poser des questions sur des OEV spécifiques. Les tentatives d'adaptation à cette contrainte en posant des questions indirectes sur les groupes armés radicaux, à travers des euphémismes (tels que « hommes barbus ») ont généré de la confusion parmi les enquêteurs et les répondants, et n'ont finalement pas permis de recueillir de données exploitables (Ribar et al. 2023).

Dans l'ensemble, les études et évaluations antérieures de MC sur l'EV au Sahel utilisent un éventail de méthodes quantitatives et qualitatives pour mesurer les perceptions de l'extrémisme violent, y compris des **enquêtes** (Mercy

Corps Mali 2022, Lichtenheld et al. 2022, Lichtenheld et al. 2021, Mercy Corps Niger 2018 ; Ribar et al. 2025, Ribar et al. 2023), des **entretiens** (Mercy Corps Mali 2022, Inks et al 2017, Mercy Corps Niger 2018, Moha et Harouna 2024), des **discussions de groupe** (Mercy Corps Mali 2022, Mercy Corps Niger 2018, Moha et Harouna 2024) et des **données sur les événements violents**, en particulier celles de l'ACLED (Lichtenheld et al. 2022, Ribar et al. 2023, Ribar et al. 2025).

Des recherches intégrées aux programmes PEACE et YC au Niger ont réussi à utiliser des expériences de liste dans le cadre des enquêtes du programme pour mesurer de manière indirecte le soutien à l'extrémisme violent (Lichtenheld et al. 2022, Lichtenheld et al. 2021, Ribar et al. 2023, Ribar et al. 2025). Les expériences de liste sont fréquemment utilisées pour atténuer les biais dans les recherches portant sur des sujets sensibles. Elles consistent à présenter aux individus l'une des deux listes d'énoncés attribuées au hasard : une liste « de contrôle » contenant un ensemble de déclarations, et une liste « de traitement » reprenant les mêmes déclarations avec, en plus, l'élément sensible faisant l'objet de l'étude. Les répondants sont ensuite invités à indiquer combien de déclarations ils approuvent, sans préciser lesquelles. Une différence dans le nombre d'énoncés avec lesquels les participants sont d'accord entre la liste de traitement et la liste de contrôle peut être interprétée comme une mesure du niveau d'accord sous-jacent avec l'énoncé sensible, puisque c'est la seule différence entre les deux listes (Blair et Imai 2012). Dans la version de la méthode d'expérimentation par liste utilisée dans les recherches antérieures de MC, l'élément sensible ajouté à la liste de traitement était « Il est justifié d'utiliser la violence pour une cause politique ou religieuse ».

Une étude de recherche basée sur les données de référence du programme Youth Connect au Niger a comparé explicitement cinq stratégies : les questions d'enquête directes et indirectes, les expériences de liste, l'analyse des facteurs individuels associés au risque de l'EV, les classements qualitatifs par les élites locales (basés sur l'outil de sélection des villages développé dans le programme VRAI), et les données ACLED, révélant des incohérences entre les méthodes et soulignant les compromis entre les différentes approches (Ribar et al. 2023). Par exemple, bien que l'étude ait révélé, grâce à l'expérience de liste, un niveau de base de soutien à l'usage de la violence au sein de l'échantillon, cette mesure était corrélée négativement avec celle demandant aux répondants si les membres de leur communauté estimaient que les divers usages de la violence étaient justifiés. Autrement dit, les jeunes qui déclaraient de faibles niveaux de soutien à l'usage de la violence dans leur communauté étaient plus susceptibles d'exprimer indirectement leur propre opinion selon laquelle la violence est justifiée pour faire avancer une cause politique ou religieuse (Ribar et al. 2023). Bien que déroutante, cette constatation est largement compatible avec la conceptualisation de la radicalisation en tant que processus consistant à devenir plus à l'aise avec la violation des normes sociales relatives à l'utilisation de la violence (Kruglanski et al. 2014).⁷

Toutes ces études antérieures de Mercy Corps sur l'EV au Sahel reconnaissent systématiquement les limites de chaque méthode, y compris l'échantillonnage non aléatoire dans les études qualitatives (Inks et al 2017), les petites tailles d'échantillon ayant un impact sur la puissance statistique (Lichtenheld et al. 2022), les biais potentiels dans les données qualitatives (Inks et al 2017, Mercy Corps Niger 2018, Ribar et al. 2023), et les limites inhérentes aux mesures indirectes (Lichtenheld et al. 2021, Mercy Corps Niger 2018). En plus des limites liées aux données originales collectées par les équipes programme de Mercy Corps et leurs partenaires de recherche, une

⁷ D'autres interprétations de ce résultat sont également possibles, comme le fait que même si les deux questions sont calibrées pour obtenir des réponses sincères sur le sujet sensible des attitudes à l'égard de la violence, les individus sont plus à l'aise pour parler honnêtement de leurs amis ou des membres de leur communauté. Comme indiqué dans le présent rapport et dans les recherches antérieures de Mercy Corps, la compréhension des relations entre les différentes mesures alternatives des perceptions de l'extrémisme violent reste un domaine important pour les recherches futures et l'interprétation collective.

littérature plus large souligne les biais et les limites des données sur les événements violents fournies par ACLED, en raison de leur dépendance à des sources secondaires – notamment les rapports de presse – qui nécessitent la présence des médias dans ces zones (Eck 2012 ; Miller et al 2022 ; Carboni et Raleigh 2024). Le rapport de synthèse sur le programme VRAI au Niger souligne en outre les compromis dans la collecte de données qualitatives entre les questionnaires formels et structurés, qui permettent des comparaisons plus systématiques entre les localités, et les entretiens plus informels et semi-structurés et les discussions de groupe, qui peuvent instaurer un climat de confiance avec les personnes interrogées et contribuer à recueillir des informations plus franches (Mercy Corps Niger 2018).

Dans l'ensemble, l'expérience de Mercy Corps en matière de recherche sur l'extrémisme violent au Sahel suggère qu'une approche mixte, combinant des données quantitatives et qualitatives, offre les meilleures chances de mesurer de manière sûre et valide le soutien à l'extrémisme violent, mais même dans ce cas, l'interprétation des résultats nécessite un examen minutieux des méthodologies spécifiques et de leurs limites inhérentes. Les études soulignent également l'importance de prendre en compte les facteurs individuels et communautaires pour comprendre les moteurs du soutien à l'extrémisme violent et pour concevoir les questions de l'enquête et les stratégies d'échantillonnage.

Mesurer les attitudes envers la violence et les groupes armés dans les zones d'intervention du programme JASS

Comme indiqué précédemment, l'évaluation à mi-parcours de JASS comprenait un total de quatre questions d'enquête qui demandaient aux répondants d'indiquer s'ils perçoivent que les membres de leur communauté soutenaient l'usage de la violence pour quatre fins différentes : 1) riposter à la violence, 2) défendre sa religion, 3) défendre son groupe ethnique et 4) forcer le gouvernement à changer ses politiques. Comme dans les recherches antérieures de Mercy Corps, ces quatre mesures peuvent être analysées une à une, ainsi que dans un indice additif combiné (Ribar et al. 2023). L'évaluation à mi-parcours comprenait également une question demandant : « Si vous avez un différend concernant la terre, le bétail ou une transaction commerciale, vers qui vous tourneriez-vous pour résoudre ce différend ? » Bien que cette question visait principalement à mesurer la volonté d'avoir recours à différents mécanismes et acteurs, formels ou informels, de résolution des conflits, l'une des options de réponse était « groupes armés », servant ainsi de mesure de la disposition individuelle à se tourner vers des acteurs armés pour résoudre un conflit.

Une analyse descriptive des tendances de cet ensemble de variables liées aux perceptions de l'extrémisme violent dans les données de l'enquête JASS révèle deux tendances importantes. La première est qu'il **est extrêmement rare**, au sein de l'échantillon de l'évaluation à mi-parcours de JASS, que des individus expriment que les membres de leur communauté estiment que **la violence est justifiée** ou qu'ils seraient prêts à se tourner vers des groupes armés pour aider à résoudre des différends. Sur les 3 687 personnes qui ont répondu à l'enquête, une petite proportion d'individus a déclaré qu'elle pensait que les membres de leur communauté pensaient que la violence était justifiée pour l'un des objectifs énumérés « toujours » ou « la plupart du temps » - soit moins de 1 % de l'échantillon total. De même, seules 14 personnes sur l'ensemble de l'échantillon ont déclaré qu'elles se tourneraient vers des groupes armés pour résoudre un conflit concernant la terre, le bétail ou une transaction commerciale – soit essentiellement 0,37%. En revanche, les répondants étaient beaucoup plus susceptibles de citer n'importe quel autre acteur, y compris les anciens du village, les membres de la famille, les comités de résolution des conflits et même les acteurs gouvernementaux.

Les mentions explicites de soutien à la violence ou à l'extrémisme violent sont également remarquablement absentes des données qualitatives issues des entretiens clés (KII) et des discussions de groupe (FGD). L'outil

Tailwind assisté par l'IA de MaxQDA, n'a pas pu identifier suffisamment de mentions explicites de soutien à la violence ou à l'extrémisme violent dans les données qualitatives pour produire un résumé sur ce thème – il s'agit de la seule thématique, au sein de l'ensemble de l'ELA de JASS pour lequel il n'y avait pas assez de contenu pour générer un seul résumé dans l'une des régions d'intervention d'programme. De même, un contrôle ponctuel manuel des transcriptions a révélé très peu de références indirectes ou codées aux organisations extrémistes violentes ou à la violence, qui auraient pu être trop subtiles pour être détectées dans l'analyse de l'IA.

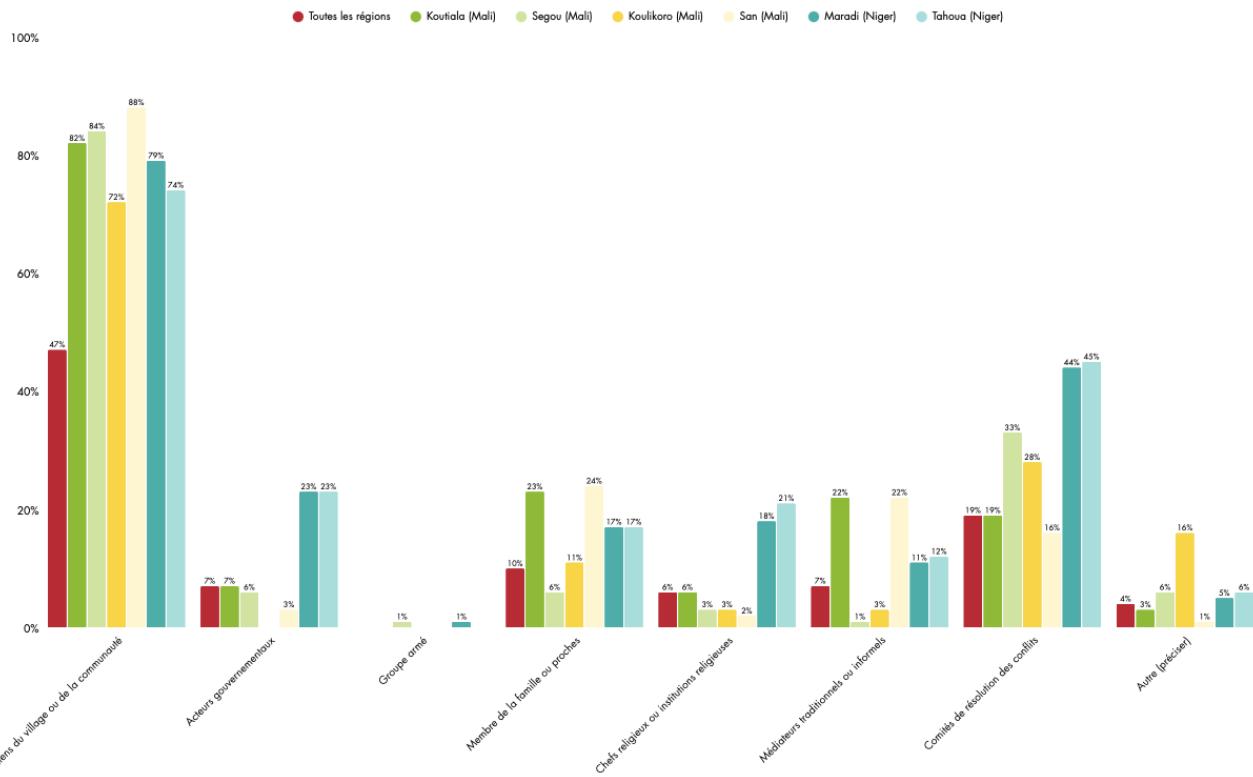


Figure 3. Si vous avez un différend concernant la terre, le bétail ou une transaction commerciale, à qui vous adresseriez-vous pour résoudre ce différend ?

Il existe deux interprétations possibles de ces schémas dans les données quantitatives et qualitatives du programme JASS. La première possibilité est que ces réponses (et non-réponses) révèlent avec précision un ensemble de normes sous-jacentes fortes contre l'usage de la violence et l'engagement avec des groupes armés. Une deuxième possibilité est que les individus n'étaient pas à l'aise pour parler ouvertement de leurs perceptions de la violence et des groupes armés, en raison du stress et de l'anxiété suscités par le sujet ou par la crainte de représailles de la part du gouvernement, des OEV, ou des deux à la fois. Pour aider à trancher entre ces deux explications, l'enquête annuelle JASS menée en avril 2025 a incorporé la même expérience de liste que celle utilisée dans PEACE et YC aux questions existantes sur le soutien de la communauté à la violence. De même, les groupes de discussion qualitatifs et les entretiens d'information clés déployés parallèlement à l'enquête annuelle comprennent un ensemble de questions ouvertes qui sondent les attitudes à l'égard de la violence et de la non-violence, ainsi que le moment et la manière dont les individus ont développé des points de vue plus extrêmes. Ces questions tentent de susciter un engagement plus concret de la part des participants sur des thèmes liés à la violence et à l'extrémisme violent, tout en évitant de les interroger directement sur des sujets stressants ou risqués.

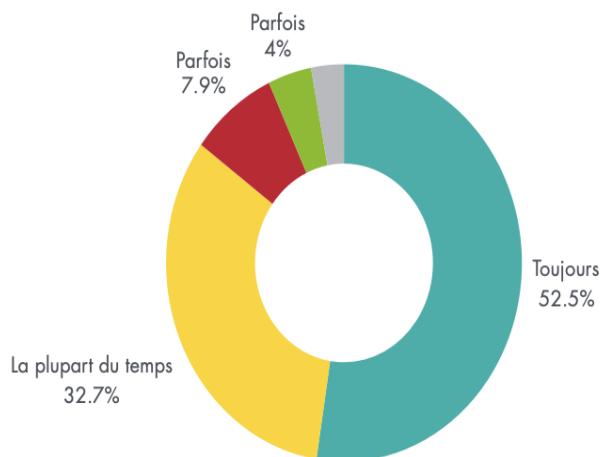
Un deuxième constat issu des analyses descriptives est que les questions de l'enquête portant sur la perception de la justification de la violence par la communauté au sens large et sur la volonté de se tourner vers des groupes armés pour résoudre des différends semblent **mesurer des concepts sous-jacents différents**. L'examen des corrélations entre les six variables indique que si les quatre variables mesurant les justifications communautaires du recours à la violence à différentes fins sont toutes positivement corrélées entre elles et avec l'indice additif mesurant les justifications cumulatives de la violence, elles n'ont aucune corrélation (ou une légère corrélation négative) avec la variable mesurant si les individus se tourneraient vers un groupe armé pour les aider à résoudre un différend. Cette conclusion est largement cohérente avec les résultats de la recherche de YC au Niger, qui a trouvé que le même ensemble de mesures sur les perceptions communautaires de la violence était négativement corrélé avec le soutien individuel à la violence (Ribar et al. 2023).



Figure 4. Coefficients de corrélation pour les mesures JASS des perceptions de l'extrémisme violent

Organisations extrémistes violentes et dynamiques plus larges de conflit au Mali et au Niger

Par rapport à la situation de référence de JASS, les perceptions communautaires en matière de sécurité et de paix ont montré des améliorations notables tant au Mali et qu'au Niger. La valeur à mi-parcours s'élève désormais à 94 %, soit une augmentation significative par rapport à la valeur de référence de 58 %. Au Mali, la perception de la



sécurité et de la paix est passée de 51% à 91%, tandis qu'au Niger, l'augmentation est encore plus prononcée, passant de 64% à 99%. Parmi les communautés cibles de JASS, 94% des femmes et 94% des hommes pensent désormais que leurs communautés sont sûres et pacifiques. Cette évolution positive des perceptions est probablement attribuable aux efforts déployés par le programme JASS pour favoriser l'amélioration de l'accès équitable à la terre, l'inclusion sociale, la gouvernance des ressources naturelles et les résultats en matière de justice dans les deux pays, qui ont collectivement contribué à renforcer le sentiment de sécurité et de paix dans les zones ciblées.

L'histoire récente du **Mali** a montré que la présence de **groupes radicalisés** et la montée des **milices d'autodéfense** ont perturbé les schémas de conflit existants et les mécanismes traditionnels de résolution

des conflits, exacerbant les divisions entre les communautés. Le contexte historique de ces conflits révèle que certains groupes ethniques marginalisés se sont parfois tournés vers des factions radicalisées pour se protéger, alimentant ainsi involontairement un cycle de conflit entre les communautés. À mesure que ces groupes gagnent en influence, ils offrent une protection à leurs alliés, mais creusent aussi les divisions avec ceux qui résistent à leur influence. La montée en puissance des groupes d'autodéfense en réponse aux factions radicalisées, en particulier dans des cercles comme Niono et Banamba, a créé une interaction complexe et souvent violente entre les deux. En l'absence de l'autorité de l'État, ces groupes d'autodéfense ont assumé des rôles de protection de leurs communautés et parfois d'administration de la justice. Ces développements ont mis à rude épreuve la dynamique déjà fragile de la cohésion sociale et de la justice, posant de nouveaux défis aux autorités locales.

En effet, un **type de conflit** relativement **récent** – souvent qualifié par les membres de l'équipe du programme JASS de « **conflits d'opinion** » par opposition aux conflits ethnolinguistiques ou religieux – a émergé au **Mali**. Ces conflits, principalement liés à des différences de points de vue, notamment en ce qui concerne les groupes radicalisés et les tensions entre les communautés autour de leurs allégeances passées et présentes ainsi que leurs griefs historiques, ont ajouté une couche de complexité au processus de résolution des conflits.

« Dans les régions où la présence de l'État est faible ou absente, des groupes radicalisés ont comblé le vide, assumant les rôles traditionnellement dévolus aux autorités locales.

Ces groupes administrent la justice selon leurs propres critères, en favorisant souvent leurs alliés, ce qui accentue les divisions au sein de la communauté. Même après leur

retrait, les tensions qu'ils laissent derrière eux continuent de perturber les structures sociales et les systèmes de résolution des conflits en place depuis longtemps. »

Juriste malien travaillant sur le programme JASS

Bien que ces conflits soient concentrés dans des cercles d'intervention spécifiques de JASS tels que Niono, Banamba et Siribala, leur impact a été profond. Les groupes radicalisés ont influencé de manière significative les dynamiques locales, y compris dans certains cas **les processus de justice et de résolution des conflits**, et ont creusé des fossés entre les communautés. Cette évolution a encore compliqué les efforts visant à maintenir la **cohésion sociale** et à répondre efficacement aux besoins locaux en matière de justice. Les actions des groupes radicalisés et des milices d'autodéfense ont eu un impact durable sur la cohésion sociale dans ces régions. Les communautés alignées avec les groupes radicaux se retrouvent souvent en conflit avec celles qui soutiennent les groupes d'autodéfense, ce qui favorise un climat de méfiance et de tension. En conséquence, la cohésion sociale a été considérablement perturbée, ce qui rend plus difficile la résolution des conflits et la poursuite efficace de la justice.

En ce qui concerne le **Niger**, et plus particulièrement les départements de Dakoro (Maradi) et de Madaoua & Bouza (Tahoua), où opère JASS, il n'y a pas eu d'incidents de sécurité significatifs, ni de signes d'activité de groupes armés ou de problèmes majeurs de radicalisation. Comme indiqué, si des incidents isolés, tels que des bandits armés venus du Nigeria et ciblant des commerçants, se produisent, ils ne doivent pas être considérés comme le signe d'une insécurité plus large. Aucun lien direct n'est perçu entre les conflits locaux et la montée de la radicalisation dans ces régions. **On considère plutôt que la radicalisation découle de griefs socio-économiques plus profonds, en particulier chez les jeunes.** Bien que certains individus puissent par la suite utiliser des positions radicalisées à des fins de vengeance personnelle, les motivations personnelles, plutôt que les conflits locaux, sont souvent les facteurs sous-jacents de la radicalisation. Dans ces régions, les **jeunes confrontés à des difficultés socio-économiques choisissent généralement la migration économique plutôt que la radicalisation.** De nombreux jeunes migrent vers le nord du Niger (Agadez) ou plus loin encore, vers des pays comme le Mali, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Ghana, à la recherche d'un emploi. Fait intéressant, bien que la **radicalisation puisse découler de ces problèmes sous-jacents, elle ne semble généralement pas être utilisée comme un moyen de résoudre les conflits au sein des communautés.**

FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ ET DE RÉSILIENCE FACE À L'EXTRÉMISME VIOLENT

Comme indiqué dans la discussion précédente sur la mesure du soutien à l'extrémisme violent, les explications de l'extrémisme violent – et les interventions visant à prévenir/contrer l'extrémisme violent – identifient des facteurs de risque et de résilience à la fois au niveau de la communauté/société et au niveau individuel (Mercy Corps 2023, Charkawi et al. 2024). Au niveau communautaire et sociétal, des facteurs structurels tels que les griefs politiques ou la vulnérabilité économique peuvent créer un terrain fertile pour l'extrémisme violent, en agissant comme des causes profondes sous-jacentes. Ces types de facteurs au niveau de la communauté et de la société sont fréquemment décrits comme des « **facteurs de poussée** » et sont au cœur des stratégies de « **prévention primaire** » dans le cadre des efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV), car ils affaiblissent l'environnement opérationnel général au sein duquel les organisations extrémistes violents (OEV) tentent de recruter des combattants et d'exercer un contrôle territorial (Vergani et al. 2017 ; Charkawi et al. 2024).

Des facteurs individuels déterminent les décisions spécifiques de collaborer avec des groupes armés, de les rejoindre et/ou de les quitter, ce qui englobe à la fois le recrutement d'individus à risque par des OEV, qui est au cœur de la « **prévention secondaire** » dans la littérature P/LEV, et les efforts déployés par les membres actifs des OEV pour se désarmer et réintégrer la vie communautaire, qui sont au cœur de la « **prévention tertiaire** » dans la littérature P/LEV (Mercy Corps 2023, Charkawi et al. 2024). Ces facteurs individuels comprennent à la fois des « **facteurs personnels** » - tels que les traits de personnalité, la santé mentale et les caractéristiques démographiques – ainsi que des « **facteurs d'attraction** » qui rendent les idées et les groupes extrémistes plus attrayants, notamment la consommation de récits ou de propagande extrémistes et/ou les tactiques de recrutement social ou matériel (Vergani et al. 2018).

Il est important de noter que ces catégories de facteurs de risque - et les types d'approches de programmation qui peuvent les aborder – sont étroitement liés aux défis de mesure décrits ci-dessus. Bien que les approches de prévention primaire ciblent les facteurs au niveau de la communauté et de la société, elles fonctionnent mieux lorsqu'elles ciblent l'ensemble des communautés d'une région donnée qui risquent le plus d'offrir un environnement hospitalier aux OEV. L'objectif principal du programme VRAI de Mercy Corps au Niger et au Burkina Faso était de développer un outil de collecte de données et un cadre analytique pouvant servir d'outil de sélection des villages (VST) pour les programmes PEV (Mercy Corps Niger 2018). Cet outil a été utilisé avec succès dans des programmes ultérieurs, notamment PEACE au Niger, YC au Niger et au Burkina Faso, et Ben ni Bassigui/BRIKS au Mali (Lichtenheld et al. 2022 ; Mercy Corps Mali 2022 ; Ribar et al. 2023). Les approches de prévention secondaire et tertiaire nécessitent des données encore plus précises sur le risque, car elles ciblent explicitement les individus qui courent le plus grand risque direct de recrutement (prévention secondaire) ou les membres de groupes armés qui cherchent à se démobiliser et à réintégrer la vie communautaire (prévention tertiaire). Alors que les programmes de Mercy Corps au Mali et au Niger n'ont pas utilisé ce type d'approche de prévention ciblée à grande échelle, le programme CREATE financé par le FCDO et mis en œuvre par Mercy Corps au Kenya et dans des pays voisins a utilisé des données précises sur les facteurs de risque individuels pour identifier les jeunes qui courraient le plus grand risque d'être recrutés par des OEV et pour renforcer leur résilience en les associant à un mentor et en mettant en œuvre un ensemble holistique d'activités qui abordaient chacun des facteurs de risque individuels (Olawole et al. 2022 ; Orwa et al. 2023).

Les facteurs d'attraction de l'extrémisme violent sont générés par les intersections entre les facteurs de risque communautaires et individuels et les stratégies et tactiques des groupes armés (Vergani et al. 2020). Par conséquent, la production de preuves sur les facteurs d'attraction et l'élaboration de stratégies de programmation pour traiter ces facteurs nécessitent un ensemble solide de données opportunes et précises sur les facteurs de poussée et les facteurs personnels, ainsi que sur les activités et tactiques de recrutement spécifiques utilisées par les groupes armés dans ce contexte.

À travers ces différents niveaux de facteurs et de dynamiques, les éléments qui influencent le risque de radicalisation et d'extrémisme violent peuvent être regroupés en plusieurs grandes catégories, chacune comprenant un mélange de dynamiques de poussée, d'attraction, et personnelles. Dans la discussion qui suit, nous commençons l'analyse de chaque grande catégorie de facteurs par un bref aperçu basé sur la littérature existante sur l'extrémisme violent.⁸ Nous résumons ensuite les éléments de preuve tirés des précédents programmes de

⁸ En ce qui concerne les difficultés économiques, les perceptions de la gouvernance et la cohésion sociale, la brève revue de la littérature générale s'appuie sur la discussion préparée par l'un des co-auteurs de cette étude dans Olawole et al. 2025. En ce qui concerne l'exclusion, la brève analyse s'appuie sur un aperçu similaire de la littérature existante préparé par le même coauteur dans Egan et al. 2019.

Mercy Corps au Mali et au Niger, ainsi qu'un aperçu des tendances quantitatives et qualitatives observées dans les données de l'évaluation à mi-parcours de JASS concernant le facteur en question.

Difficultés et chocs économiques

Divers facteurs économiques ont été avancés pour expliquer la radicalisation et la participation à l'extrémisme violent. La version la plus élémentaire des explications économiques se concentre sur des motivations purement matérielles – les chômeurs dont les possibilités d'emploi sont limitées et qui souffrent d'une grande pauvreté ou d'insécurité alimentaire peuvent rejoindre des groupes armés ou des organisations terroristes pour gagner un salaire ou avoir accès à la nourriture et aux vêtements, en raison de l'absence d'alternatives viables (Brück et al. 2021). Ceci est fondé sur la théorie du coût d'opportunité en économie, selon laquelle ces individus ont le plus à gagner et le moins à perdre en adoptant des comportements violents ou en rejoignant des organisations violentes (Becker 1968 ; Draca et Machin 2016 ; Collier et Hoeffer 1998). D'autres données indiquent que des dépenses spécifiques liées aux normes et aux attentes en matière de genre peuvent pousser les jeunes à participer à des OEV (Hudson et Matfess 2017). Les interventions fondées sur cette explication se concentrent généralement sur une combinaison de formation professionnelle et d'accès à l'argent ou aux ressources financières. Cependant, peu d'éléments indiquent que la lutte contre l'emploi ou la pauvreté permet à elle seule de réduire la participation des individus à la violence (Mercy Corps 2015, Brück et al 2021).

Données issues des programmes antérieurs de MC et de la recherche au Sahel

La pauvreté, le chômage et le manque d'opportunités économiques sont systématiquement identifiés comme des facteurs clés dans de nombreux produits probants issus de programmes au Mali et au Niger (Mercy Corps Mali 2023 ; Mercy Corps Mali 2022 ; Inks et al 2017 ; Lichtenheld et al. 2022 ; Lichtenheld et al. 2021 ; Mercy Corps Niger 2018 ; Ribar et al. 2025, Moha et Harouna 2024). **Les études de recherche sur les programmes PEACE et Youth Connect au Niger notent que ces vulnérabilités économiques sont encore exacerbées par des facteurs tels que les chocs et les stress climatiques, la pénurie de ressources et la concurrence pour les terres et l'eau, ce qui entraîne une augmentation des tensions et des conflits, en particulier entre les éleveurs et les agriculteurs** (Lichtenheld et al. 2022 ; Lichtenheld et al. 2021 ; Moha et Harouna 2024).

« Aux frontières entre le Niger et le Burkina, le Niger et le Mali, la seule activité est l'élevage. Avec les sécheresses successives, les éleveurs ont perdu leur bétail. Ils sont tous devenus pauvres. Ils n'ont aucune activité à faire. Les jeunes sont là, assis à ne rien faire. Dès que les djihadistes sont arrivés, ils les ont rejoints. »

Jeune au Niger, cité dans Moha et Harouna 2024

L'évaluation des risques de Ben ni Bassigui/BRIKS VE au Mali et le rapport de synthèse de VRAI au Niger **soulignent** tous deux **que la facilité des gains financiers offerts par les OEV est un facteur d'attraction majeur pour les individus**, en particulier les jeunes (Mercy Corps Mali 2022 ; Mercy Corps Niger 2018). Cette situation est encore aggravée par le manque d'accès à des opportunités d'emploi légitimes, le rapport de 2017 « We Hope and We Fight » (*Nous espérons et nous luttons*) dans le nord du Mali notant que certaines personnes – y compris des

membres de groupes armés – ont même décrit avoir payé pour rejoindre des groupes armés dans l'espoir d'obtenir un emploi stable et un statut social (Inks et al. 2017).⁹

Plusieurs études antérieures examinent l'efficacité des interventions visant à remédier à ces vulnérabilités économiques, dans le but plus large de renforcer la résilience à l'extrémisme violent. Alors que des programmes tels que Ben ni Bassigui/BRIKS qui ont fourni une **formation professionnelle, des micro-projets, et un soutien aux moyens de subsistance** montrent certains résultats positifs, la **durabilité à long terme** de ces interventions est incertaine (Mercy Corps Mali 2023). En outre, l'étude de recherche menée en 2025 sur le programme Youth Connect au Niger souligne que **le traitement des seuls facteurs économiques pourrait s'avérer insuffisant pour réduire le risque de recrutement des jeunes par les OEV**, suggérant la nécessité d'une approche plus holistique qui renforce également les compétences des jeunes en matière de résolution des conflits (Ribar et al. 2025). De même, bien qu'elle ne soit pas explicitement axée sur la prévention de l'extrémisme violent, une recherche récente sur le programme Mercy Corps Mali Ben ni Baara (qui a utilisé la même approche de programmation que JASS à Ségou et à Mopti de 2020 à 2024) a révélé que les **individus qui ont participé à des activités visant à atténuer les impacts économiques négatifs des chocs climatiques n'ont exprimé un soutien réduit à l'utilisation de la violence que lorsqu'ils ont également participé à un ensemble plus large d'activités de consolidation de la paix et de développement** (Lance et al. 2024).

Dynamiques dans les domaines du programme JASS

Constat clé : L'exposition à des chocs climatiques est associée à un risque accru de radicalisation, ce qui indique que les activités d'adaptation au changement climatique peuvent jouer un rôle dans la prévention de l'extrémisme violent.

Les données qualitatives et quantitatives dépeignent la nature des difficultés économiques dans les régions programmatiques de JASS et la manière dont les chocs peuvent intensifier ces difficultés. Dans les entretiens qualitatifs et les groupes de discussion, les personnes interrogées discutent fréquemment de la manière dont la pauvreté affecte la capacité à obtenir des produits de première nécessité tels que la nourriture, les semences résistantes au climat, les aliments pour animaux, les soins de santé et le paiement des obligations fiscales.¹⁰ Les jeunes mentionnent aussi explicitement le chômage comme un défi auquel ils sont confrontés et qui les pousse à adopter des comportements néfastes tels que la consommation de drogues et la criminalité.¹¹ Les personnes interrogées décrivent que ces difficultés préexistantes sont renforcées par les chocs climatiques, en particulier les précipitations irrégulières qui entraînent à la fois des inondations et des sécheresses, et les chocs économiques, y compris ceux qui découlent des chocs climatiques tels que les mauvaises récoltes, la mort des animaux et la clôture des voies de transport vers les marchés, ainsi que les chocs économiques indépendants tels que l'augmentation des prix des intrants agricoles et des biens ménagers.¹²

Les données de l'enquête permettent de contextualiser ces descriptions qualitatives, en révélant les grandes tendances quant à la manière dont les individus sont affectés par les chocs, ainsi que d'importantes variations régionales dans l'exposition aux chocs économiques et environnementaux, avec des différences notables entre le Mali et le Niger. En général, une part importante des personnes répondants déclare avoir subi une forme de choc,

⁹ Cette dynamique a également été décrite dans un récent compte rendu qualitatif de la « navigation sociale » des jeunes dans l'extrémisme violent dans le contexte de leur vie sociale et économique plus large à Sikasso, au Mali (Beldé 2024).

¹⁰ Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_Fa, Ma1_FGD_NJ_Oulan_Fa

¹¹ Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM

¹² Ma1_FGD_NJ_Koutiala_Cons_YM, Ma1_FGD_NJ_Oulan_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_H, Ma1_FGD_J_NGolonianasso_GIC, Ma1_FGD_J_NGolonianasso_PF, Ni1_KII_J_Galba_VLC_M, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG, Ni2_FGD_J_Golondi_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ni2_KII_J_AdjeKorya_COFO_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_COFOCOM_M, Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC, Ni2_FGD_J_Golondi_H

en particulier des chocs liés au climat. Au total, 52% des personnes interrogées dans toutes les régions ont été exposées à un choc climatique, ce qui indique que des facteurs environnementaux tels que les sécheresses, les inondations ou d'autres événements liés au climat ont affecté de nombreux ménages. Cet impact est particulièrement élevé dans les régions de Tahoua et de Maradi au Niger, où 70% et 68% des personnes interrogées, respectivement, déclarent avoir subi des chocs climatiques. En revanche, les régions maliennes de Ségou (39 %) et de Koutiala (46 %) font état d'une exposition un peu plus faible, bien qu'il s'agisse d'un pourcentage significatif.

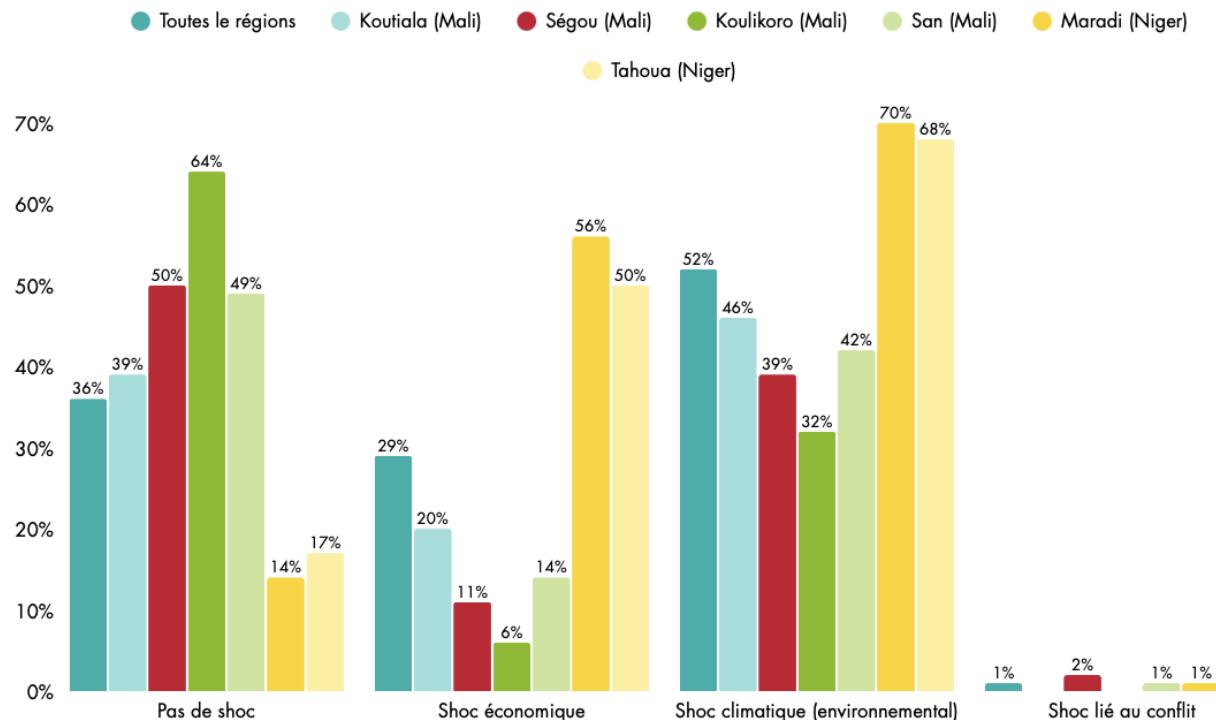


Figure 6. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été exposés, vous et votre ménage, à un ou plusieurs des chocs et pressions suivants ?

Les chocs économiques ont également été un facteur considérable, puisque 29 % des personnes interrogées dans toutes les régions ont indiqué qu'elles avaient été confrontées à de telles pressions. Cependant, il y a une fois de plus une différence nette entre les régions. Par exemple, à Tahoua (Niger) et Koutiala (Mali), un grand pourcentage de répondants signalent des chocs économiques (56% et 50%, respectivement), ce qui reflète un durcissement des difficultés économiques dans ces régions. En revanche, à Ségou (Mali) et à Koulikoro (Mali), les chiffres sont bien plus faibles (11 % et 6 %), ce qui suggère que les ménages de ces régions ont pu être comparativement mieux protégés des pressions économiques que ceux des autres régions.

En revanche, seulement 1 % des personnes interrogées dans toutes les régions ont déclaré avoir été exposées à des chocs liés à un conflit. Ce chiffre est cohérent dans la plupart des régions, avec seulement des variations régionales mineures. Cela suggère que dans les régions où JASS opère, les conflits n'ont pas encore eu un impact aussi généralisé sur le bien-être économique que les chocs climatiques et économiques.

Les données de l'enquête ont également mesuré l'impact des chocs sur les revenus des individus et leur capacité à se nourrir. En ce qui concerne les chocs économiques, 43 % des personnes interrogées signalent un « impact élevé » sur leurs revenus, et 41 % un « impact modéré ». Ces résultats suggèrent qu'une grande partie des

personnes ont subi des perturbations notables de leur stabilité financière. Alors que 10 % des personnes interrogées ont subi un « impact léger », 0 % ont indiqué que le choc économique n'avait pas eu d'impact sur leurs revenus. Cela souligne la gravité de la pression économique, seul un petit pourcentage de personnes n'ayant pas été affecté. Les données relatives au choc climatique révèlent des conséquences encore plus graves. En ce qui concerne les revenus, 83 % des personnes interrogées indiquent un « impact élevé » et 60 % un « impact modéré », ce qui montre que les chocs climatiques ont eu un effet bien plus important sur les revenus que les chocs économiques. Ces données suggèrent que le changement climatique ou les événements météorologiques ont perturbé les moyens de subsistance dans une bien plus large mesure que les seuls facteurs économiques.

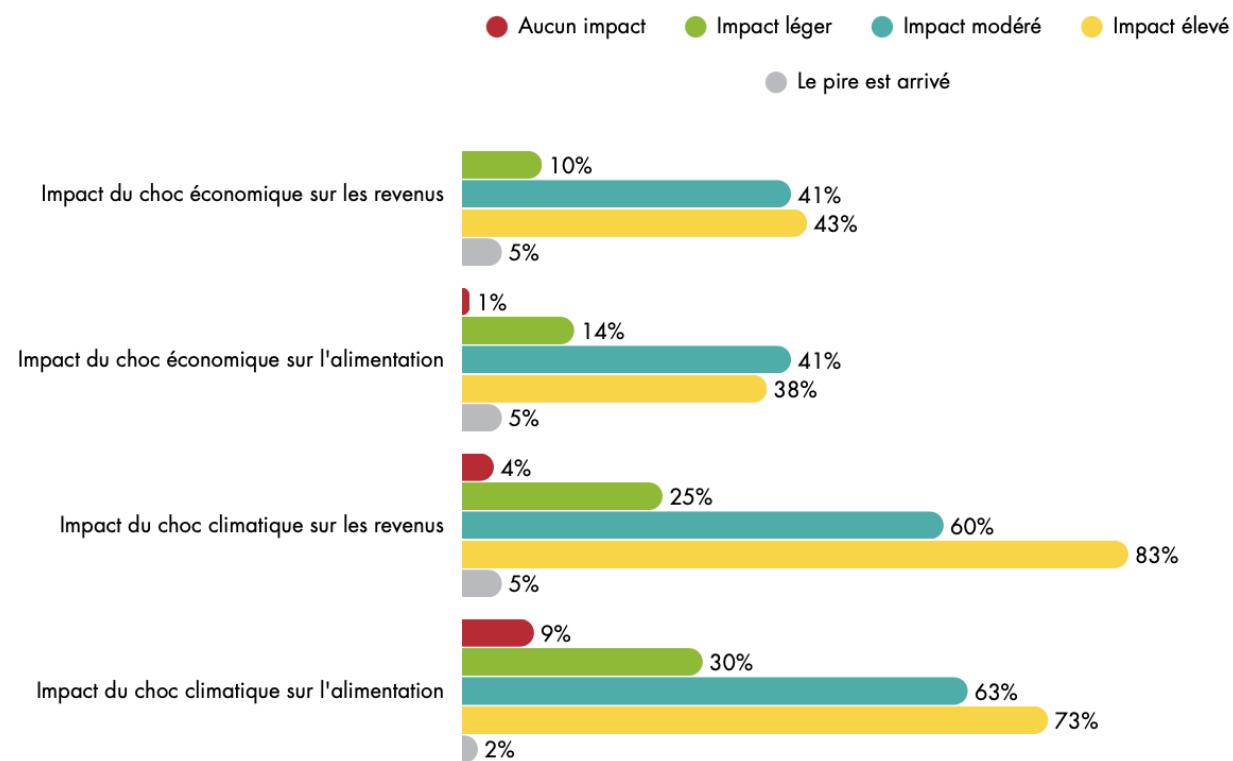


Figure 7. Quel a été l'impact de ces chocs sur vos revenus et/ou votre capacité à vous nourrir ?

En revanche, en ce qui concerne l'impact des chocs économiques sur la sécurité alimentaire, les effets sont un peu moins graves, mais tout de même significatifs. 41 % des personnes interrogées indiquent un « impact modéré » sur l'alimentation, tandis que 38 % déclarent un « impact élevé ». Ces chiffres suggèrent que si la sécurité alimentaire est une préoccupation, elle n'est pas aussi universellement catastrophique que les impacts sur les revenus, bien qu'elle affecte toujours une grande partie de la population. Seules 14 % des personnes interrogées font état d'un « léger impact » sur la sécurité alimentaire, et 1 % seulement déclarent qu'il n'y a pas d'impact du tout, ce qui montre que la majorité des personnes ressentent au moins un certain niveau de perturbation dans leur accès à la nourriture. Cependant, les impacts sur la sécurité alimentaire dus aux chocs climatiques sont plus graves, 73 % des personnes interrogées indiquant un « impact élevé » et 63 % un « impact modéré ». Cela indique que les chocs climatiques sont ressentis de manière plus aiguë en termes de disponibilité et d'accessibilité de la nourriture que dans la sphère économique, et qu'une plus grande partie de la population a du mal à assurer une alimentation adéquate.

« Nous avons participé à l'activité de creusement d'un caniveau dans notre village et nous avons reçu de l'argent.... J'ai payé la nourriture avec cette somme, aussi l'activité

favorise le drainage des eaux de pluie, ce qui a facilité l'accès de certains quartiers inondés. »

Participant au programme Cash for Work (travail contre paiement) - Ségou, Mali, lors d'un FGD - décembre 2024

Les activités menées dans le cadre du résultat 2 de JASS visent à accroître la résilience aux impacts de ces types de chocs, en aidant les membres de la communauté à se préparer et à répondre aux chocs et en offrant aux jeunes des activités professionnelles qui contribuent à atténuer les impacts du changement climatique. Dans la théorie du changement du programme, le but de cette série d'activités d'adaptation au climat et d'opportunités de moyens de subsistance est de contribuer à l'objectif plus large de JASS d'améliorer la stabilité en réduisant la fréquence et l'impact des déclencheurs de conflits liés aux ressources, en partie en rendant les gens plus résilients à ces chocs et en augmentant leur capacité à se rétablir lorsque les chocs se produisent. Dans les groupes de discussion et les entretiens clés, les participants au programme ont longuement parlé de la manière dont leurs expériences avec cet ensemble diversifié d'activités les ont aidés à se préparer et à répondre aux chocs climatiques et économiques.

« Grâce aux microprojets, certains ont trouvé un emploi en suivant une formation sur la transformation des produits locaux... La plupart des conflits sont liés au fait que les gens n'ont pas de travail. Vous êtes tous là ; sans travail, il y a des conflits. »

Fournisseur de services techniques - San, Mali, lors d'un KII- décembre 2024.

Les personnes interrogées et les participants aux groupes de discussions ont noté que les activités de « **cash for work** » (**argent contre travail**) étaient particulièrement utiles pour leur permettre de maintenir leur revenu et leur sécurité alimentaire pendant les périodes particulièrement difficiles sur le plan économiques suite aux chocs, à la suite de chocs. Ces activités ont également permis d'améliorer l'infrastructure communautaire qui aide à renforcer la résilience aux chocs climatiques, comme la récupération des terres pour l'utilisation agricole ou le creusement de systèmes de drainage pour atténuer les impacts des inondations.¹³ Les membres des communautés ont systématiquement indiqué que la distribution de **semences améliorées et d'intrants agricoles** tels que des engrains a permis d'augmenter les rendements agricoles et la sécurité alimentaire.¹⁴ Les participants ont également indiqué que ces types d'intrants matériels étaient complétés par une variété de **formations et d'opportunités d'apprentissage**, notamment en agriculture intelligente face au climat, en gestion de l'élevage, en réhabilitation des terres, en maraîchage, ainsi qu'en compétences entrepreneuriales nécessaires diversifier leur activités économiques.¹⁵

¹³ Ni1_FGD_J_Bagare_CO, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_FGD_J_Ourno_GIC, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_SCAP_M, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ni1_KII_J_Madaoua_Cons_COFOCOM_M, Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC, Ma3_FGD_J_Niono_CFW, Ma3_FGD_J_Siribala_CFW, Ma3_FGD_J_Siribala_PF_VFG, Ma2_FGD_J_Banamba_GIC, Ma4_Ma2_FGD_J_Cons_CFW

¹⁴ Ni1_FGD_J_Bagare_CO, Ni1_FGD_J_Galba_PF, Ni1_FGD_J_Kagarki_H, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_FGD_J_Ourno_GIC, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_VLC_M, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC, Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG, Ni2_FGD_J_Golondji_H, Ma2_FGD_J_Banamba_GIC, Ma2_FGD_J_Nkolondjala_YP, Ma2_KII_FGD_Banamba_Cons_PF, Ma2_KII_J_Banamba_Ag_M, Ma2_KII_J_Banamba_Cons_VFG_F, Ma2_Ma4_KII_J_Cons_VFG_M, Ma4_FGD_J_Ntorosso_H, Ma4_KII_J_Medine_API_M, Ni2_FGD_J_ZangonMalanAli_CFW, Ni2_KII_J_AdjeKorya_Ag_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_COFOCOM_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_Chief_M

¹⁵ Ni1_FGD_J_Bagare_CO, Ni1_FGD_J_Galba_PF, Ni1_FGD_J_Kagarki_H, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_KII_J_Karoufane_Ag_M, Ni1_FGD_J_Bagare_CO, Ni1_FGD_J_Galba_PF, Ni1_FGD_J_Kagarki_H, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW,

Les analyses de régression donnent un aperçu de la manière dont les chocs climatiques et économiques – et les tentatives du programme JASS de répondre à ces chocs – peuvent influencer les perceptions de l'extrémisme violent, mettant en évidence plusieurs pistes pour l'adaptation du programme et la poursuite de l'apprentissage. Les résultats des régressions indiquent que les personnes ayant subi des chocs climatiques sont moins susceptibles de penser que leur communauté au sens large soutient le recours à la violence de manière générale, que ce soit pour défendre la religion ou pour pousser le gouvernement à changer ses politiques.¹⁶ En revanche, ces mêmes individus sont plus susceptibles de déclarer qu'ils se tourneraient vers un groupe armé pour résoudre un différend. Dans certaines spécifications, les personnes ayant subi des chocs économiques ou des conflits sont également moins susceptibles de croire que les membres de leur communauté soutiennent l'usage de la violence.

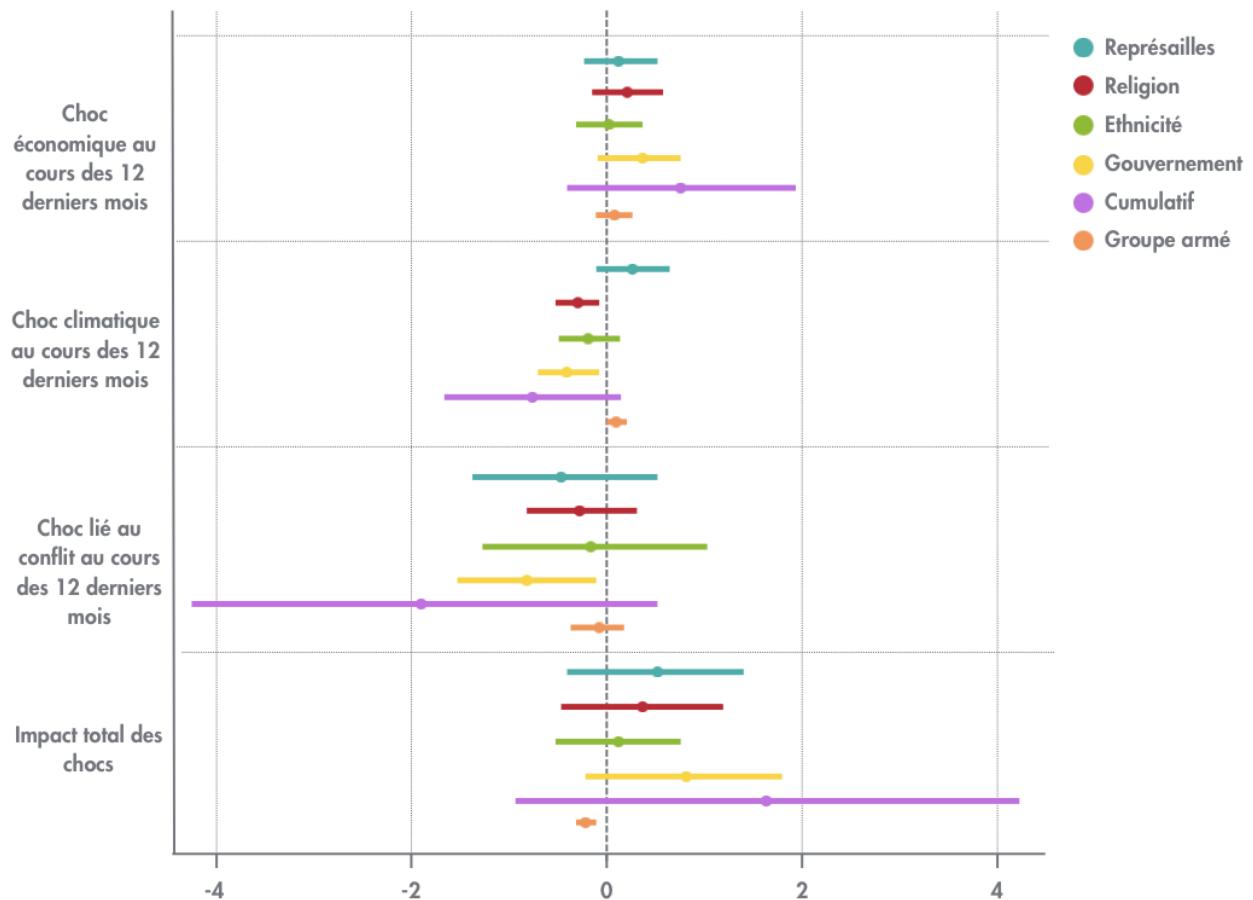


Figure 8. Relations entre les chocs économiques, climatiques et conflictuels et les perceptions de la violence et des groupes armés

Note : Ce graphique est le tracé des coefficients issus de l'analyse de régression. L'axe des ordonnées (Y) comprend les noms du sous-ensemble pertinent de variables explicatives, et les points illustrent la relation entre chacune de ces variables répertoriée et les mesures des justifications

Ni1_KII_J_EdiriMahaman_COFO_M, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_VLC_M,
 Ni1_KII_J_Karoufane_Ag_M, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ni1_KII_J_Ourno_Env_M, Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG, Ni2_FGD_J_Golondi_H,
 Ni2_FGD_J_ZangonMalanAli_CFW, Ni2_KII_J_AdjeKorya_CLS_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_Chief_M, Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG,
 Ni2_FGD_J_Golondi_H, Ni2_KII_J_AdjeKorya_CLS_M, Ni2_KII_J_AdjeKorya_COFO_M, Ma1_FGD_J_MPessoba_CRC, Ma1_FGD_J_MPessoba_H,
 Ma1_FGD_J_NGolonianasso_PF, Ma3_FGD_J_Dacoumani_YP, Ma3_FGD_J_Niono_YP, Ma3_KII_J_Bla_Ag_M, Ma3_KII_J_Niono_Ag_M,
 Ma3_FGD_J_Niono_YP, Ma3_FGD_J_Touna_H, Ma3_KII_J_Siribala_PF_F

¹⁶ Ce résultat est spécifique à la spécification qui utilise l'échelle en cinq points pour mesurer le soutien perçu de la communauté à la violence.

de la violence et du recours aux groupes armés. Chaque couleur représente une et les mesures de justification de la violence ainsi que le recours aux groupes armés. Chaque couleur correspond à une variable dépendante différente. Les barres représentent les intervalles de confiance à 95 %. Les modèles de régression ayant permis de produire ce graphique comprennent l'ensemble des variables explicatives, les variables de contrôle démographiques, et des effets fixes au niveau des villages. Les résultats concernant les mesures de justification de la violence figurant dans ce graphique s'appuient sur les modèles qui utilisent l'échelle de cinq points. Voir les tableaux de l'annexe A pour les résultats complets des régressions.

Inversement, les personnes qui ont déclaré que les chocs économiques ou climatiques ont eu les pires répercussions possibles sur leurs revenus et leur sécurité alimentaire sont plus susceptibles de penser que les membres de leur communauté estiment que la violence est justifiée pour amener le gouvernement à modifier ses politiques, mais moins susceptibles de se tourner vers un groupe armé pour résoudre un différend.¹⁷

Le fait que les chocs climatiques soient associés à une probabilité accrue de se tourner vers des groupes armés pour résoudre des conflits – en violation des normes communautaires contre l'usage de la violence – est largement cohérent avec les résultats des recherches antérieures de Mercy Corps au Sahel, selon lesquels les difficultés économiques et les griefs qui en découlent peuvent pousser les individus vers les OEV, et indique que les chocs climatiques peuvent intensifier ce cheminement. **Cette constatation indique que les activités de JASS axées sur les moyens de subsistance et la résilience climatique – argent contre travail, amélioration des intrants agricoles et formation aux compétences agricoles et commerciales – ont un rôle à jouer pour contrecarrer la relation entre les chocs climatiques et les facteurs de poussée vers la radicalisation et l'extrémisme violent.**

Cependant, le constat selon lequel subir les impacts les plus sévères des chocs est associé à une perception d'un plus grand soutien social à la violence, mais à une probabilité plus faible de recourir à des groupes armés, est plus difficile à interpréter. Ce résultat mérite d'être approfondi dans une étude quasi-expérimentale basée sur les données de l'examen annuel, afin d'aider à tester les impacts du programme « Argent contre travail » et des autres activités d'adaptation au climat de JASS sur les impacts des chocs et les perceptions de l'extrémisme violent.

Perceptions de la gouvernance et griefs

Les griefs et les perceptions négatives de la qualité de la gouvernance ont également été identifiés comme un facteur de risque de radicalisation et d'extrémisme violent. Ces griefs peuvent être liés à divers facteurs, notamment la marginalisation économique et politique, l'inégalité, la privation par rapport à d'autres groupes et la perception de l'injustice. Dans cet ensemble d'explications, le mécontentement concernant l'accès aux ressources économiques et aux opportunités, ainsi qu'aux services publics plus larges et à la représentation politique, peut conduire à une susceptibilité accrue à la radicalisation et à la violence, en raison d'un manque de conviction que ces inégalités et griefs peuvent être résolus par des moyens non violents (Gurr 1970 ; Krieger et Meierrieks 2015). Les interventions au niveau individuel ciblant ces facteurs se concentrent généralement sur le renforcement des compétences et des connaissances nécessaires à l'engagement civique, à la participation politique et/ou à la résolution des conflits, en particulier chez les jeunes qui risquent d'être recrutés par des OEV (Olawole et al 2022 ; Mercy Corps 2023 ; Ribar et al. 2025). Les interventions au niveau communautaire et sociétal fondées sur ce type

¹⁷ Le constat concernant la relation entre l'impact des chocs et la justification de la violence pour changer les politiques gouvernementales est spécifique à la spécification qui utilise l'échelle en cinq points pour mesurer le soutien perçu de la communauté à la violence.

d'explication se concentrent généralement sur les processus de planification participative et les mécanismes de responsabilité sociale qui visent à améliorer la prestation de services et à renforcer les relations entre les communautés et le gouvernement (Mercy Corps 2023).

Résultats des programmes antérieurs de Mercy Corps au Sahel

Le lien entre les griefs politiques et le soutien à l'extrémisme violent est un thème récurrent dans les recherches et les programmes passés de Mercy Corps au Sahel. Les résultats de la recherche « We Hope and We Fight » (*Nous espérons et nous luttons*) et du programme Ben ni Bassigui/BRIKS au Mali, ainsi que ceux de VRAI, PEACE et Youth Connect au Niger, expliquent en détail comment la mauvaise prestation de services, le manque de présence de l'État (en particulier dans les régions frontalières), l'injustice perçue et les tensions intercommunautaires contribuent aux griefs qui alimentent le recrutement de groupes extrémistes violents (Mercy Corps Mali 2022, Inks et al 2017, Lichtenheld et al. 2021, Mercy Corps Niger 2018, et Moha et Harouna 2024).

« C'est l'incapacité du gouvernement qui nous a conduits à cette situation de conflit et de guerre. Je me sens floué par les services fiscaux, les douanes et les départements des affaires économiques. C'est en réaction que j'ai rejoint le mouvement arabe de l'Azawad (MAA). »

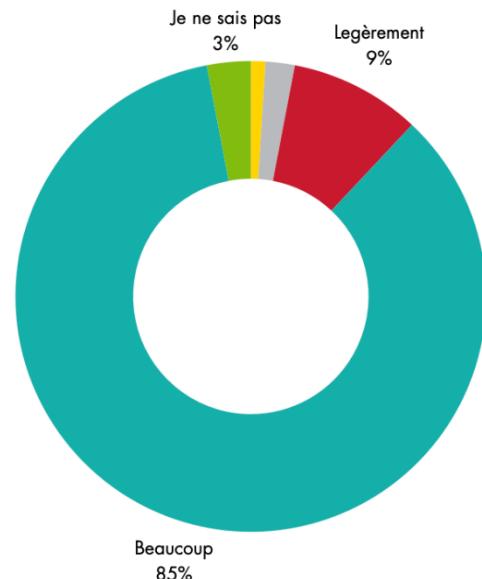
Jeune homme à Tombouctou, Mali, cité dans Inks et al. 2017

Ces griefs sont souvent enracinés dans des expériences de négligence, de corruption et d'abus de la part du gouvernement, comme l'illustrent de nombreuses citations de jeunes gens interrogés dans « We Hope and We Fight » (Inks et al 2017). L'étude d'évaluation des risques de Ben ni Bassigui/BRIKS VE et les recherches de Youth Connect notent que l'absence perçue de l'État crée des « espaces non gouvernés » où les groupes extrémistes peuvent prospérer (Mercy Corps Mali 2022 ; Moha et Harouna 2024). Le rapport « We Hope and We Fight » souligne aussi spécifiquement les dimensions géographiques et ethnolinguistiques de ces griefs, le Nord du Mali et des communautés spécifiques exprimant des griefs particulièrement forts en matière de gouvernance et de prestation de services (Inks et al. 2017).

Dynamiques dans les zones du programme JASS

Principale conclusion : Les personnes ayant une perception positive des acteurs de la justice coutumière et officielle expriment des perceptions de normes communautaires plus fortes contre la violence.

Les données qualitatives et quantitatives sur les perceptions de la gouvernance et les griefs associés issues de l'évaluation à mi-parcours du programme JASS se concentrent principalement sur les domaines d'intervention du programme : la gouvernance des ressources naturelles, la prestation de services de vulgarisation agricole et animale, ainsi que la résolution des conflits et la justice – en particulier en ce qui concerne les terres et les ressources naturelles. Comme l'explique en détail le récent rapport JASS sur les perceptions de la justice (Medam et Sheely 2025), la plupart des personnes interrogées font état de relations positives avec les autorités locales, même si certaines expriment des griefs concernant la corruption et la partialité des chefs coutumiers et l'ingérence des anciens dans la résolution des litiges.¹⁸ Au Mali comme au Niger, un plus grand nombre de membres de la communauté font état de griefs concernant l'efficacité et la réactivité des services fournis par le gouvernement, notamment en ce qui concerne l'aide apportée à la suite d'attaques de ravageurs des cultures et d'inondations, et la mise en place d'infrastructures.¹⁹ D'autres expriment des griefs concernant l'équité et la transparence de la résolution des conflits par le gouvernement, la justice, et un manque de connaissance des lois pertinentes sur les ressources naturelles et la propriété foncière.²⁰



Les données de l'enquête permettent de replacer ces témoignages qualitatifs sur les perceptions de la gouvernance et les griefs dans un contexte plus large.²¹ Une grande majorité (86%) des personnes interrogées font confiance aux autorités locales pour gérer les ressources naturelles d'une manière qui bénéficie à la communauté, et 85% d'entre elles leur font confiance pour résoudre équitablement les litiges fonciers. De même, 85% font confiance aux autorités locales pour garantir la justice dans la résolution des conflits. Au Mali et au Niger, l'approche de la résolution des conflits dans les communautés ciblées est stratifiée, localisée et empreinte d'une grande confiance. Les systèmes traditionnels, qui sont culturellement adaptés, traitent la plupart des litiges quotidiens et sont généralement considérés comme plus efficaces que les mécanismes judiciaires formels de l'État. Ces systèmes coutumiers sont également gratuits, ce qui les rend accessibles à tous les membres de la communauté, y compris ceux qui ne disposent pas de ressources financières. Cette accessibilité contribue à maintenir la cohésion sociale et à prévenir l'escalade des conflits. Les autorités locales traditionnelles, telles que les chefs de village, les dirigeants locaux et les anciens de la famille, jouent un rôle essentiel dans la résolution des

¹⁸ Ni1_FGD_J_Ourno_GIC, Ni1_FGD_NJ_Zongonlkaka_H, Ni1_FGD_NJ_Zongonlkaka_H, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_Fa

¹⁹ Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ni2_KII_J_Ourno_EWCO_M, Ma1_FGD_J_NGolonianasso_PF, Ma1_FGD_NJ_Oulan_H

²⁰ Ni1_FGD_NJ_JamgabéSédentaire_F, Ni1_FGD_NJ_Zongonlkaka_H, Ma1_FGD_NJ_Koutiala_Cons_YM, Ma1_FGD_NJ_Oulan_H, Ma1_FGD_NJ_Sirakélé_F, Ma1_FGD_NJ_Sirakélé_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakélé_H, Ma3_FGD_J_Niono_CFW, Ma3_FGD_J_Niono_YP, Ma3_FGD_J_Siribala_CFW, Ma3_KII_J_KoyantGolobala_CRC_M, Ma3_KII_J_Niono_RL_M, Ma3_KII_J_Touna_PF_M.

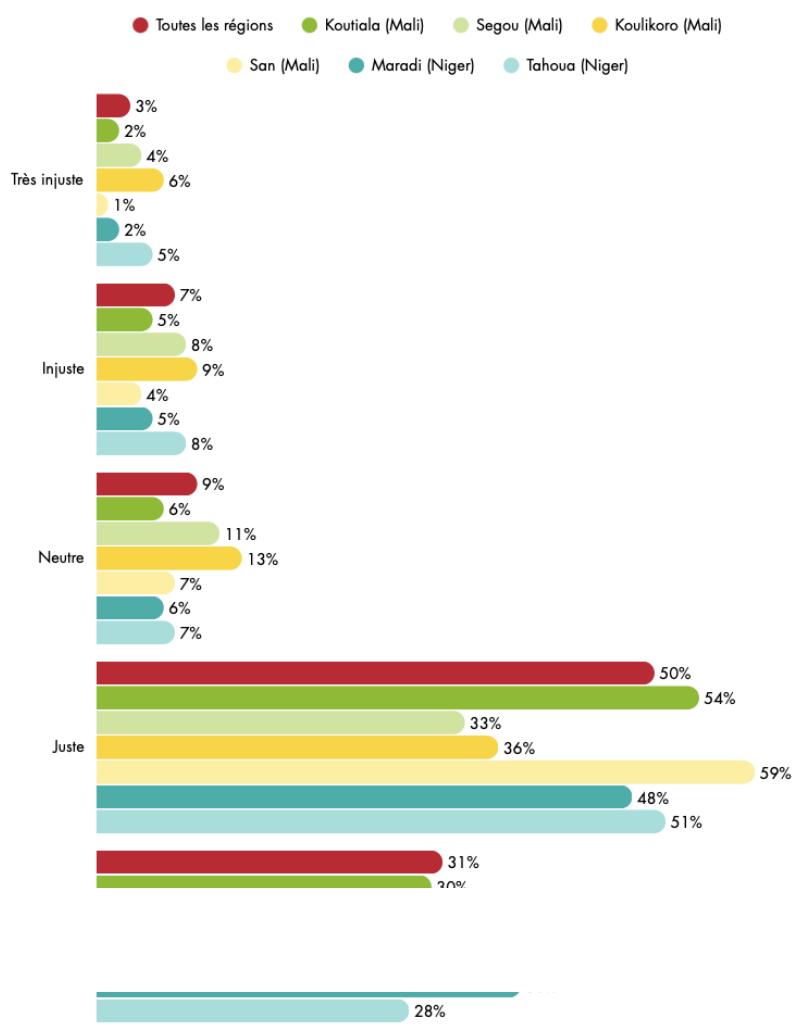
²¹ Pour un aperçu plus détaillé des perceptions des acteurs et des mécanismes de la justice, voir le rapport complet sur ce sujet produit en même temps que cette étude. Pour plus d'informations sur la gouvernance des ressources naturelles, voir l'étude de recherche présentant les résultats d'une enquête expérimentale sur les institutions alternatives de gouvernance des ressources naturelles.

conflits. Ces personnalités jouent généralement le rôle de médiateurs dans les conflits sociaux et domestiques, empêchant ainsi l'escalade de la violence. Les mécanismes culturels, tels que les liens sociaux et les affiliations ethnolinguistiques, sont essentiels au maintien de la paix en fournissant des moyens non violents de gérer les conflits.

La majorité des personnes interrogées considèrent que le système judiciaire au sens large est équitable, 50 % le décrivant comme « juste » et 31 % comme « très juste ». Toutefois, 10 % des personnes interrogées considèrent encore le système judiciaire comme « injuste » ou « très injuste », ce qui suggère que des améliorations sont possibles en termes de confiance du public et de perception de la justice.

Dans les régions maliennes de Koutiala, Ségou, Koulikoro et San, la majorité des personnes continuent de penser que le système judiciaire est soit « juste », soit « très juste », avec des pourcentages allant de 55% à 61%. La région de San se distingue par le pourcentage le plus élevé (9%) de répondants qui considèrent le système comme « injuste ».

Ces tendances se retrouvent également au Niger. Les habitants de Maradi et de Tahoua ont des pourcentages raisonnablement élevés de croyance que le système est juste, avec 59% à Maradi et 48% à Tahoua. Tahoua, en particulier, a le pourcentage le plus élevé de personnes (38%) qui considèrent le système comme « très juste ».



Lorsqu'il s'agit de résoudre des cas spécifiques de conflits liés aux ressources naturelles, la plupart des individus perçoivent leur résolution comme efficace. 37% considèrent la résolution comme très efficace, et 57% la trouvent efficace. Un petit 4 % la trouve peu efficace, et 2 % ne sont pas sûrs.

De même, 76 % des personnes interrogées considèrent que les processus de prise de décision concernant la gestion des ressources naturelles dans leur communauté sont transparents. Les décisions relatives à l'accès à la terre, à l'utilisation des terres et à la gouvernance des ressources naturelles sont pour la plupart considérées comme justes, 71%, 69% et 67% respectivement les jugeant équitables. Toutefois, certains répondants (7 %, 3 %, 6 %) estiment que ces décisions sont inéquitables dans certains cas.

Les activités du programme JASS dans le cadre du résultat 1 visent à renforcer les perceptions positives de la gouvernance en s'appuyant sur la confiance et la légitimité des autorités locales afin de favoriser des relations plus solides avec le gouvernement national et d'améliorer l'inclusivité, la transparence et la réactivité des institutions à

tous les niveaux, en mobilisant les membres des communautés comme acteurs à part entière de la consolidation de la paix. Les participants aux FGD et aux KII notent fréquemment que l'**approche participative** sous-jacente de JASS est au cœur de sa capacité à façonner des perceptions positives de la gouvernance, ce qui marque un changement positif par rapport au statu quo et à la plupart des autres interventions de développement.²²

« Avant nous avions peur du personnel des services techniques de l'État, ici nous ne connaissons même pas leur importance dans la localité, mais avec JASS nous avons compris qu'ils sont là pour nous, que nous devons les approcher, échanger sur les besoins, aujourd'hui nous avons une très bonne relation avec eux grâce aux efforts du projet. »

Herder- Ségou, Mali, en FGD- décembre 2024

Comme nous le verrons plus en détail ci-dessous, les membres de la communauté ont particulièrement souligné l'accent mis par le programme sur la **participation significative des femmes, des jeunes et des personnes handicapées à la prise de décision.**²³ Ces valeurs de participation et d'inclusion ont été particulièrement attribuées au **travail du programme avec les institutions de résolution des conflits, de justice et de gouvernance des ressources naturelles au niveau local**, telles que les commissions foncières (COFO) dans les deux pays et les comités communautaires de résolution des conflits et de réponse aux alertes précoce (CRC au Mali et SCAP/RU au Niger). Les participants ont attribué un certain nombre de résultats positifs en matière de gouvernance au travail de JASS pour soutenir des normes et des comportements de gouvernance inclusifs et participatifs, y compris un **engagement accru de la communauté et une amélioration de la communication et de la réactivité** des chefs de village et des autorités gouvernementales, ainsi qu'une **meilleure connaissance des lois existantes.**²⁴

²² Ni1_KII_J_EdiriMahaman_COFO_M, Ni1_KII_J_Galba_VLC_M, Ni1_KII_J_Madaoua_Cons_COFOCOM_M, Ni1_KII_J_Ourno_Env_M
²³ Ni1_FGD_J_Galba_PF, Ni1_FGD_J_Ourno_GIC, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_COFO_M, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_VLC_M, Ni1_KII_J_Gogarma_SCAP_F, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ni1_KII_J_Madaoua_Cons_COFOCOM_M, Ni1_KII_J_TsanaAssanga_SCAP_M, Ni2_FGD_J_AdjeKorya_GIC, Ni2_KII_J_AdjeKorya_COFO_M, Ni2_KII_J_AdjeKorya_Env_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_COFOCOM_M, Ni2_KII_J_Ourno_EWCO_M, Ma1_FGD_J_MPessoba_CRC, Ma2_FGD_J_NGolonianasso_GIC, Ma1_FGD_J_Pala_VFG, Ma1_KII_J_KoutialaCoco_API_M, Ma1_KII_J_NGolaniasso_VFG_M, Ma1_KII_J_Pala_VFG_F, Ma1_KII_J_Signe_COFO_M, Ma1_KII_J_Signe_PF_M, Ma3_FGD_J_Segou_Cons_GIC, Ma3_KII_J_Bla_API_M, Ma3_KII_J_Bla_PF_F, Ma3_KII_J_KoyantGolobala_CRC_M, Ma3_KII_J_Niono_API_M, Ma3_KII_J_Niono_Ag_M, Ma3_KII_J_Niono_CRC_M, Ma3_KII_J_Niono_JA_M, Ma3_KII_J_Siribala_PF_F, Ma3_KII_J_Touna_JA_M, Ma2_FGD_J_Banamba_GIC, Ma2_FGD_J_Nkolondjala_YP, Ma2_KII_FGD_Banamba_Cons_PF, Ma2_KII_J_Banamba_Cons_EWCO_M, Ma2_Ma4_KII_J_Cons_VFG_M, Ma4_FGD_J_San_Cons_GIC, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_F, Ma4_KII_J_Diel_TSG_M, Ma4_KII_J_Zembougou_CC_M
²⁴ Ni1_FGD_J_Kagarki_H, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_FGD_NJ_JamgabeSedentaire_H_Fa, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_COFO_M, Ni1_KII_J_Gogarma_SCAP_F, Ni1_KII_J_TsanaAssanga_SCAP_M, Ma3_FGD_J_Dacoumani_YP, Ma3_FGD_J_Niono_CFW, Ma3_FGD_J_Niono_YP, Ma3_FGD_J_Siribala_CFW, Ma3_FGD_J_Siribala_PF_VFG, Ma3_FGD_J_Touna_H, Ma3_KII_J_Bla_API_M, Ma3_KII_J_Bla_Ag_M, Ma3_KII_J_Niono_JA_M, Ma3_KII_J_Touna_JA_M, Ma2_FGD_J_Nkolondjala_YP, Ma2_KII_FGD_Banamba_Cons_PF, Ma2_KII_J_Banamba_Cons_EWCO_M, Ma4_FGD_J_Ntorosso_H, Ma4_FGD_J_San_Cons_GIC, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_F, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_H, Ma4_Ma2_FGD_J_Cons_CFW

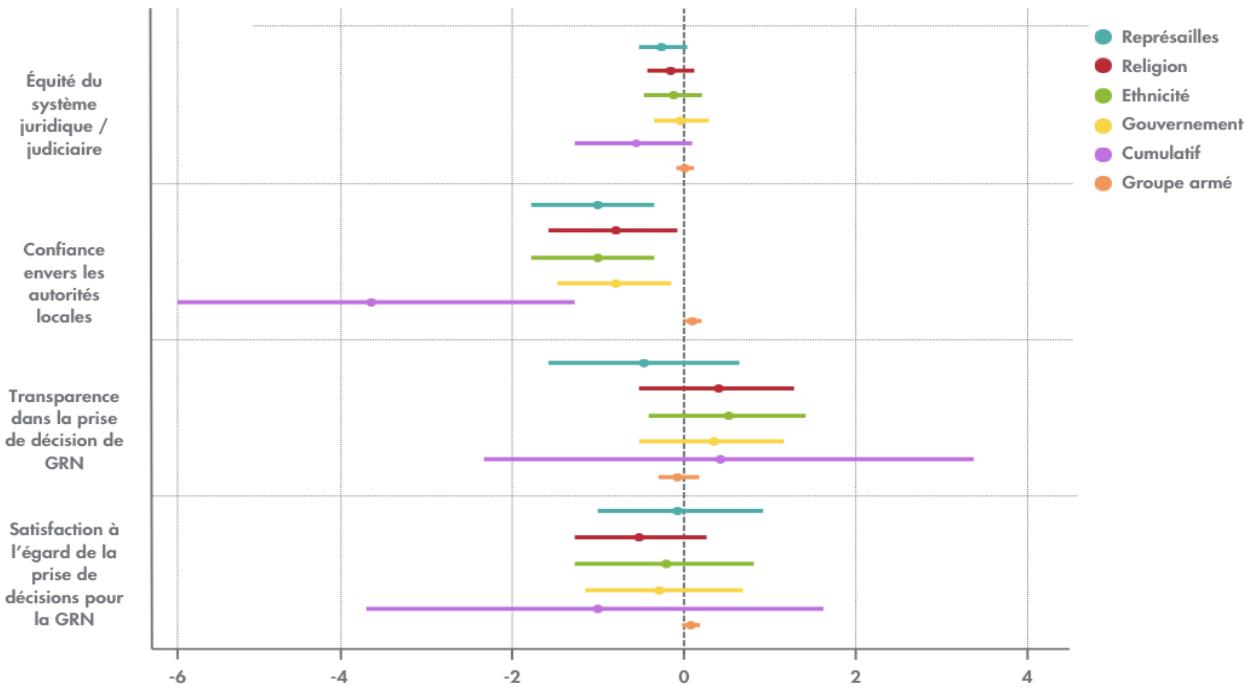


Figure 11. Relations entre la perception de la gouvernance et la perception de la violence et des groupes armés

Note : Ce graphique représente les coefficients issus de l'analyse de régression. L'axe des ordonnées (Y) indique les noms du sous-ensemble pertinent de variables explicatives, et les points représentent la relation entre chaque variable et les mesures des justifications de la violence ainsi que le recours aux groupes armés. Chaque couleur correspond à une variable dépendante différente. Les barres représentent les intervalles de confiance à 95 %. Les modèles de régression ayant permis de produire ce graphique incluent l'ensemble des variables explicatives pour tous les facteurs, ainsi que des variables de contrôle démographiques et des effets fixes au niveau des villages. Les résultats concernant les mesures de justification de la violence présentés ici proviennent des modèles qui utilisent l'échelle à 5 points. Voir les tableaux de l'annexe A pour les résultats complets de la régression.

Les analyses de régression permettent de mieux comprendre comment les perceptions de la justice et de la gouvernance des ressources naturelles – et les tentatives du programme JASS de modifier les normes et les comportements en matière de gouvernance – peuvent influencer les perceptions de l'extrémisme violent, en mettant en évidence plusieurs pistes que le programme pourrait explorer plus à l'avenir. Les personnes qui ont une perception positive des autorités locales et du système juridique et judiciaire au sens large sont moins susceptibles de croire que leur communauté soutient l'usage de la violence en général.²⁵ La confiance dans les autorités locales réduit la perception du soutien de la communauté à tous les usages de la violence, et la perception de l'équité du système judiciaire au sens large est associée à la perception d'un soutien réduit à l'usage de la violence pour les représailles à la violence et défendre la religion.²⁶

Ce résultat soutient une hypothèse clé de la théorie du changement de JASS – et le nom même du programme – à savoir qu'il existe un lien fondamental entre la **justice** et la **stabilité** dans les régions du Mali et du Niger où le

²⁵ En ce qui concerne la perception du système judiciaire au sens large, ce résultat est spécifique à la spécification qui utilise l'échelle en cinq points pour mesurer le soutien perçu de la communauté à la violence. En ce qui concerne la confiance dans les autorités locales, ce résultat s'applique à la fois à l'échelle en cinq points et à la mesure dichotomique du soutien le plus fort à la violence.

²⁶ Les résultats concernant la relation entre la confiance dans les autorités locales et la violence sont valables pour les deux mesures de la variable dépendante "représailles" et pour l'indice additif, tandis que les résultats concernant la religion, le groupe ethnique et le gouvernement sont spécifiques à l'échelle en cinq points. Les résultats concernant le système judiciaire au sens large sont valables pour les deux mesures de la religion et sont spécifiques à l'échelle de cinq points pour les représailles et à l'indice additif.

programme est mis en œuvre. En particulier, ce résultat indique que la manière dont les membres de la communauté perçoivent la fiabilité et la légitimité des acteurs et des mécanismes de résolution des conflits – qu'ils soient coutumiers ou issus de l'État – peut influencer la résilience de la communauté face à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Si l'on ajoute à cela le récent rapport de JASS sur les perceptions de la justice, qui constate que les expériences des individus avec les conflits et les acteurs de la justice formelle et informelle peuvent façonner leurs perceptions de la fiabilité et de la légitimité de ces institutions (Medam et Sheely 2025), ces preuves suggèrent collectivement que le travail de JASS dans le cadre du résultat 1 est très prometteur pour contrer les types de perceptions négatives de la gouvernance qui peuvent conduire à la radicalisation. Cette hypothèse sera explorée plus avant dans **l'étude quasi-expérimentale de JASS à venir, basée sur les données de l'examen annuel**.

En outre, cette conclusion est spécifique aux normes communautaires relatives au recours à la violence, qui peuvent constituer des facteurs de protection contre le risque d'EV, ce qui indique que, dans leur configuration actuelle, **les activités de JASS au titre du résultat 2 ont le potentiel d'agir au niveau de la prévention primaire, en renforçant la résilience communautaire face à l'EV**. Afin de jouer un rôle en tant qu'activité de prévention secondaire ciblant les individus au sein des communautés exprimant les griefs les plus profonds envers la gouvernance – et présentant le risque le plus élevé de radicalisation et de ralliement aux OEV – le programme JASS a besoin de données individuelles plus détaillées au niveau individuel, portant sur le soutien à la violence et les griefs sous-jacents. Ces données doivent être croisées avec une analyse des stratégies et tactiques des groupes armés, qui génèrent des facteurs d'attraction contextuels spécifiques, notamment par le biais de la propagande et de la désinformation.

En revanche, les régressions montrent très peu de preuves d'une relation statistiquement significative entre les perceptions de la gouvernance des ressources naturelles et le soutien à la violence – à l'exception du fait que les individus qui se déclarent satisfaits ou très satisfaits de la gouvernance des ressources naturelles sont plus susceptibles de se tourner vers des groupes armés pour résoudre leurs différends. Ce résultat est difficile à concilier avec les conclusions de la récente étude de JASS, qui utilise une enquête expérimentale pour montrer que les individus dans les zones d'opération de JASS préfèrent généralement le modèle de gouvernance des ressources naturelles inclusif, participatif et dirigé par la communauté utilisée par JASS au statu quo ou à une approche centralisée et dirigée par l'État (Bezires Calderón et Olawole, 2025). Il s'agit donc d'un résultat déroutant qui mérite d'être approfondi dans le cadre de la recherche et d'une interprétation collective de JASS à l'avenir. L'une des explications possibles est que l'enquête sélectionne des individus qui ont une expérience des groupes armés, qu'il s'agisse d'OEV ou de milices locales d'autodéfense jouant un rôle dans la résolution des conflits, comme nous l'avons décrit plus haut. Si c'est le cas, cela peut indiquer que même si cet arrangement est rare, ceux qui s'y engagent le trouvent efficace et légitime.

Marginalisation et inclusion

Les structures et institutions de gouvernance, ainsi que les normes sociales et les systèmes économiques plus larges, qui excluent systématiquement certains groupes de la prise de décision et des opportunités significatives peuvent exacerber les griefs et conduire à la violence de la part de ceux qui se sentent exclus politiquement, socialement ou économiquement (Bodea et Elbadawa 2007). Dans de nombreux contextes, l'exclusion de certaines minorités, des femmes, des jeunes ou d'autres groupes des processus décisionnels locaux et nationaux contribue directement aux conflits et à l'instabilité (Tilly 1998 ; Stewart 2008). Au niveau individuel, la vulnérabilité au recrutement par des groupes extrémistes violents est également souvent déterminée par des facteurs structurels tels que la répression, l'inégalité, la discrimination et une histoire d'hostilité entre les groupes identitaires (Khalil et Zeuthen 2016). De même, la marginalisation politique de groupes ethnolinguistiques ou religieux spécifiques est associée à un risque accru d'extrémisme violent (Allan et al 2015). En plus d'intensifier les griefs des individus

marginalisés, les schémas systématiques d'exclusion fondée sur le genre sont également étroitement liés à des identités et des comportements toxiques, codés par les hommes. Ces types de masculinité peuvent justifier la misogynie et la violence et alimenter les griefs en créant un sentiment déplacé de droit ou de privilège (Dier et Baldwin 2022 ; Rottweiler et al. 2021).

Les approches programmatiques visant à traiter le rôle de la marginalisation et de l'exclusion en tant que moteur de l'extrémisme violent visent à promouvoir une gouvernance et une prise de décision plus inclusives et participatives, en mettant particulièrement l'accent sur la participation significative des femmes, des jeunes, des personnes vivant avec un handicap ainsi que d'autres groupes exclus en raison de leur appartenance ethnique, religieuse ou identitaire. Au niveau individuel, l'âge et le sexe étant souvent identifiés comme des facteurs de risque clés, les interventions visent à renforcer les capacités individuelles à participer de manière significative à la vie civique et économique, à travers une approche transformatrice en genre et fondée sur le développement positif de la jeunesse (Mercy Corps 2023 ; Olawole et al 2022 ; Ribar et al. 2025). Au niveau communautaire, ces stratégies visent à la fois les acteurs de la gouvernance et les groupes marginalisés eux-mêmes et cherchent souvent à renforcer les capacités, la sensibilisation et les moyens de promouvoir une prise de décision plus inclusive (Egan et al 2019 ; Mercy Corps 2023).

Résultats des programmes antérieurs de Mercy Corps au Sahel

Les programmes antérieurs de Mercy Corps et les preuves recueillies au Sahel montrent comment l'exclusion selon différentes lignes identitaires peut façonner le risque d'extrémisme violent, en mettant particulièrement en évidence les dynamiques liées à l'âge, au sexe et à l'appartenance à un groupe ethnolinguistique et, dans certains cas, l'intersection des trois (Inks et al. 2017).

Conformément à la littérature existante, l'âge apparaît de manière constante comme une dimension particulièrement saillante de l'exclusion – et du risque d'extrémisme violent (Inks et al. 2017 ; Moha et Harouna 2024 ; Ribar et al 2025). La participation des jeunes aux groupes armés est motivée par une interaction complexe de facteurs, notamment l'exclusion des opportunités économiques et du leadership communautaire, l'injustice perçue, le désir d'identité et d'appartenance, et l'influence des amis et des membres de la famille (Inks et al. 2017 ; Moha et Harouna 2024). Le programme Youth Connect au Niger et au Burkina Faso a déployé une approche de programmation intégrée pour aborder la nature multidimensionnelle de l'exclusion des jeunes, en constatant que la combinaison d'activités d'autonomisation économique avec un engagement civique axé sur les jeunes et une formation à la résolution des conflits peut réduire efficacement le soutien à la violence et à l'activité des groupes armés (Ribar et al. 2025).

Les recherches et programmes antérieurs de Mercy Corps dans le Sahel soulignent également le rôle des normes de genre qui contraignent les femmes et les hommes à des aspirations et à des rôles sociaux spécifiques. Ces contraintes peuvent limiter la participation des femmes à la prise de décision au sein de leur foyer et de leur communauté (Radhakrishnan et al. 2023). Plusieurs études antérieures ont mis en lumière l'implication des femmes dans les groupes extrémistes violents, remettant en cause les récits simplistes. L'évaluation qualitative du risque de l'EV pour le programme Ben ni Bassigui/BRIKS au Mali a mis l'accent sur les motivations économiques qui poussent les hommes et les femmes à rejoindre les groupes extrémistes et à s'y engager. La recherche qualitative de Youth Connect sur le recrutement des EV au Niger illustre également le rôle des liens familiaux dans le recrutement, les femmes et les enfants rejoignant leurs conjoints dans les camps extrémistes (Moha et Harouna 2024). La recherche « *We Hope and We Fight* » de 2017 sur le Mali comprend la discussion la plus détaillée sur l'intersection du genre et de l'extrémisme violent, s'appuyant sur des entretiens avec plusieurs femmes affiliées à des groupes armés, révélant un certain nombre de modes d'engagement différents, allant des rôles de soutien (fournir de la nourriture et un abri aux groupes armés) à l'activité sexuelle forcée, en passant par la participation

directe au combat (y compris en tant que leaders), remettant en question l'idée que les femmes sont uniquement des spectatrices ou des victimes (Inks et al. 2017). Cependant, ce rapport reconnaît également le risque accru de stigmatisation auquel sont confrontées les femmes impliquées dans les groupes armés, ce qui indique l'intersection des normes relatives au genre et à l'utilisation de la violence (Inks et al. 2017).

Plusieurs études antérieures mettent en évidence des interventions visant à aborder les normes et les dynamiques de genre dans le cadre d'une programmation plus large des OEV. Par exemple, le programme Ben ni Bassigui/BRIKS au Mali a fait état d'améliorations significatives dans les relations entre les hommes et les femmes et les relations communautaires, en particulier grâce à des initiatives telles que Sport for Change (Mercy Corps Mali 2023). Cependant, d'autres interventions, telles que le programme PEACE au Niger, ont été confrontées à des défis importants pour encourager une participation significative des femmes, en raison des normes patriarcales et de la résistance des hommes et des anciens de la communauté, malgré une participation féminine de près de 60 % (Lichtenheld et al. 2022). Cette résistance met en évidence les normes et structures sociales profondément ancrées qui entravent la pleine participation des femmes aux processus décisionnels, un thème également souligné dans l'évaluation pré-programme de Ben ni Bassigui/BRIKS, qui souligne la participation limitée des femmes à la gouvernance locale, malgré leurs contributions économiques significatives (Mercy Corps Mali 2022).

L'exclusion géographique et ethnolinguistique est fréquemment exploitée par les OEV, qui recrutent des membres en s'appuyant sur les griefs existants, les injustices perçues et le manque de présence de l'État (Inks et al. 2017 ; Mercy Corps Niger 2018 ; Lichtenheld et al 2021 ; Lichtenheld et al 2022 ; Moha et Harouna 2024). Le rapport de synthèse sur le programme VRAI au Niger et au Burkina Faso a mis en évidence les pourcentages élevés de ménages dans la région de Diffa, au Niger, et dans la région de Gorom-Gorom, au Burkina Faso, qui éprouvent des difficultés à se marier, à obtenir le respect et à manquer d'emploi, établissant un lien direct entre ces difficultés et la vulnérabilité à l'extrémisme violent (Mercy Corps Niger 2018). L'édition 2017 de « *We Hope and We Fight* » illustre le lien entre la marginalisation géographique et ethnolinguistique et l'extrémisme violent à travers un certain nombre de citations directes de personnes interrogées exprimant leur animosité et leur sentiment de marginalisation.

« Je viens d'une communauté appelée Bella Tamashék. Nous sommes très marginalisés dans la société par les autres communautés. Nous essayons de nous battre pour notre identité ethnique et culturelle. »

Jeune homme affilié à un groupe armé pro-gouvernemental à Tombouctou, Mali, cité dans Inks et al. 2017

Dynamiques dans les zones de programmatiques de JASS

Constat clé : Les croyances selon lesquelles la prise de décision en matière de gestion des ressources naturelles (GRN) inclut de manière significative des perspectives diverses sont associées à des niveaux perçus plus faibles de soutien communautaire à la violence.

Les données qualitatives et quantitatives dépeignent des schémas d'exclusion préexistants qui sont globalement cohérents avec les dynamiques observés ailleurs au Sahel. Les entretiens qualitatifs et les FGD ont mis l'accent sur deux dimensions spécifiques de l'exclusion : le genre et l'identité ethnolinguistique (et, en lien avec cela, les communautés de moyens de subsistance ou socioprofessionnelles – en particulier les lignes de séparation entre agriculteurs et éleveurs), avec une attention relativement limitée portée aux dynamiques spécifiques de l'exclusion

des jeunes.²⁷ Au Mali et au Niger, les personnes interrogées ont noté des déséquilibres entre les sexes dans la vie des communautés et des ménages avant l'introduction des activités JASS, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'eau, la justice et l'accès à l'information et aux ressources liées à la gestion des ressources naturelles.²⁸ En effet, les analyses de régression montrent que les femmes perçoivent moins le soutien de la communauté à la violence et qu'elles ont une perception plus positive des acteurs de la justice coutumière et officielle (Medam et Sheely, 2025). D'autres documents soulignent l'exclusion de communautés spécifiques avant le début des activités de JASS, soit selon des critères ethnolinguistiques (comme dans la communauté touarègue de la région de Tahoua au Niger), soit de manière plus générale en faisant référence aux « éleveurs » comme étant particulièrement exclus, surtout dans les deux régions du Niger.²⁹

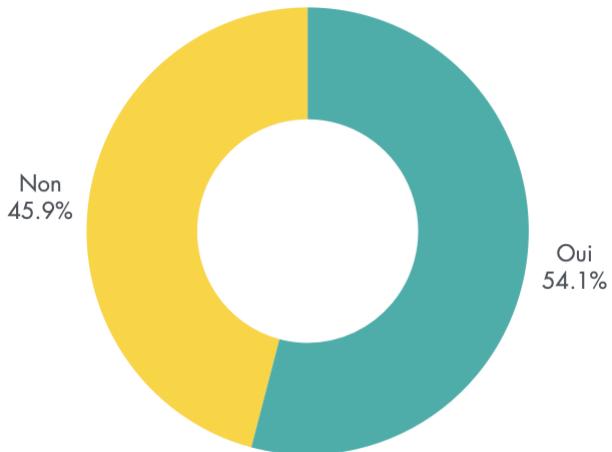
« Nous ne savons pas vraiment s'il y a des difficultés liées à la gestion des ressources naturelles. Nous sommes des femmes au foyer ; c'est la responsabilité de nos maris. »

Participante à un groupe de discussion avec des femmes d'une communauté non JASS, Maradi, Niger - décembre 2024

Les données de l'enquête placent ces perceptions qualitatives sur l'exclusion et l'inclusion dans les régions où JASS est mis en œuvre dans une perspective plus large. 87% des personnes interrogées sont d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que les comités de résolution des conflits incluent une diversité de genre et d'âge, et un pourcentage similaire de 86% des personnes interrogées pensent également que les femmes et les groupes minoritaires sont effectivement représentés et habilités à participer aux organes de prise de décision concernant les ressources naturelles et la terre. Comme indiqué plus haut, ces perceptions largement positives de l'inclusion sont probablement dues en partie au fait que

l'échantillon de cette étude provient principalement de communautés où JASS est présent. L'étude quasi-expérimentale à venir inclura un échantillon plus large de communautés non JASS afin de mieux évaluer les différences dans la perception de l'inclusion de la gouvernance des ressources naturelles entre les zones où JASS a mis en œuvre des activités et les communes qui gèrent encore principalement la gouvernance des ressources naturelles comme elles le faisaient par le passé.

Plus généralement, 61% des personnes interrogées pensent que les comités locaux de résolution des conflits veillent à ce que les perspectives, les besoins et les voix de tous les participants soient pris en compte de la même manière. En ce qui concerne l'évaluation par les individus de leur propre



²⁷ Ni1_FGD_J_Kagarki_H, Ni1_FGD_NJ_Jamgabesedentaire_F, Ni1_FGD_NJ_Zongonlkaka_H

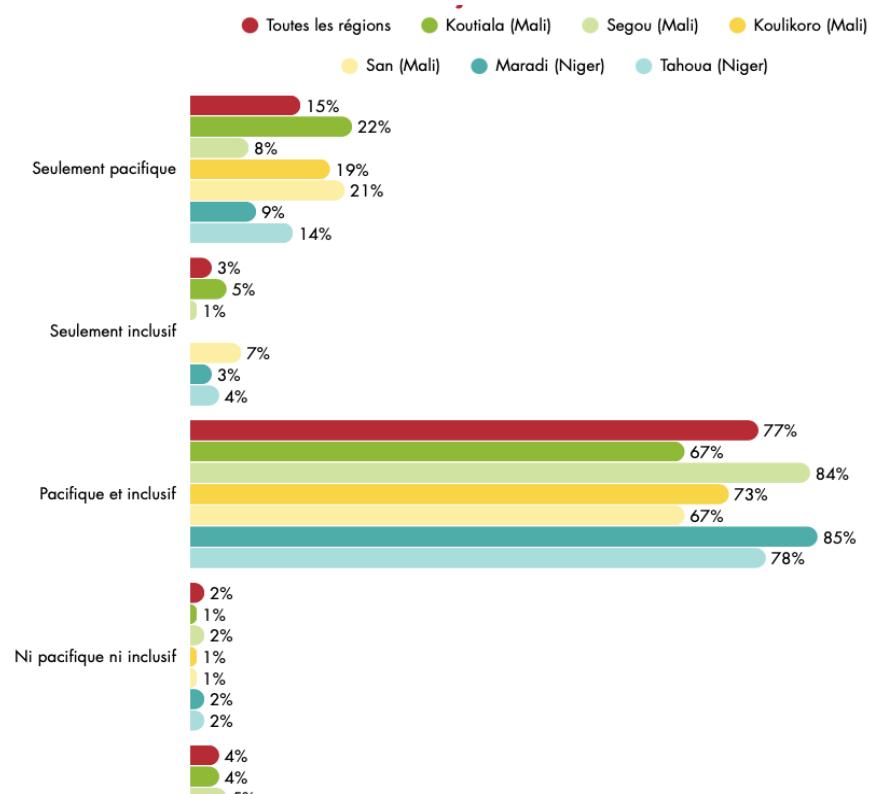
²⁸ Ma1_FGD_J_MPessoba_H, Ma1_KII_J_Signe_CC_M, Ni1_FGD_NJ_Jamgabesedentaire_F, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_F, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ma1_FGD_NJ_Oulan_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_Fa

²⁹ Ni1_FGD_NJ_Zongonlkaka_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_FGD_NJ_Tahoua_Cons_YM, Ma1_FGD_J_MPessoba_H, Ma1_FGD_NJ_Koutiala_Cons_YM, Ma1_FGD_NJ_Oulan_H, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_F, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_H, Ma1_FGD_J_MPessoba_H, Ma1_FGD_NJ_Koutiala_Cons_YM, Ma1_FGD_NJ_Oulan_H, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_F, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_H

représentation et de leur capacité à s'impliquer de manière significative dans la prise de décision au sein de la communauté, une majorité significative (77%) estime que leurs préoccupations sont réellement écoutées et prises en compte par les autorités villageoises. Cependant, une proportion plus faible d'individus estime être en mesure de participer directement à la prise de décision : 53% des personnes interrogées déclarent participer aux décisions relatives à la gestion des terres et des ressources, tandis que 45% ne le font pas.

De manière plus générale, une part importante des réponses dans toutes les régions indique que les gens considèrent généralement que la gestion des litiges fonciers est à la fois pacifique et inclusive. En moyenne, 78% des personnes interrogées dans toutes les régions pensent que les conflits fonciers sont résolus d'une manière pacifique et inclusive. Cette opinion est particulièrement forte à Tahoua au Niger (85%), où la majorité des personnes interrogées considèrent que le processus de résolution est à la fois pacifique et inclusif. D'autres régions comme Koulikoro (84%) et Koutiala (77%) au Mali rapportent également des pourcentages élevés de personnes percevant les litiges fonciers comme étant gérés de manière pacifique et inclusive.

Alors que la plupart des personnes interrogées perçoivent le processus comme pacifique et inclusif, un plus petit groupe de personnes indiquent que les conflits fonciers sont pacifiques mais pas nécessairement inclusifs. La réponse « pacifique seulement » est de 14% dans toutes les régions, avec des chiffres particulièrement élevés à Koutiala au Mali (15%) et à Maradi au Niger (21%). Ces pourcentages suggèrent que si les conflits fonciers peuvent être résolus sans violence, il peut y avoir des problèmes d'inclusivité, lorsque toutes les parties prenantes ne sont pas impliquées dans le processus de résolution.



Plutôt que d'être rattachée à un résultat spécifique,

l'inclusion est intégrée de manière transversale dans la théorie du changement de JASS, l'égalité des genre et l'inclusion sociale (EGIS) constituant un principe directeur sous-jacent qui oriente l'ensemble de la mise en œuvre du programme. En outre, la marginalisation/l'inclusion sont mentionnées dans trois points de la théorie du changement : « Les inclusions responsables de la prévention et de la gestion des conflits fonciers sont renforcées, **plus inclusives** et ont une meilleure interopérabilité » (O1.1) ; « Les communautés, y compris leurs membres **les plus vulnérables**, sont mieux préparées et mieux à même de faire face aux chocs climatiques » (O2.1) ; et « Les **jeunes** bénéficient d'opportunités d'emploi significatives, durables et réparatrices du climat dans les moyens de subsistance agricoles et non agricoles » (O 2.2). En particulier, les participants aux KII et aux FGD ont souligné que

l'accent mis sur l'inclusion dans le cadre du travail de JASS avec les institutions axées sur la gestion foncière (les COFOs à différents niveaux dans les deux pays) et la gestion/prévention des conflits (CRC au Mali et SCAP/RU au Niger) aide à promouvoir un accès équitable à la prise de décision par les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap, ce qui à son tour contribue à la perception commune de la résolution des conflits comme étant pacifique et inclusive.³⁰

« Grâce à JASS, j'ai pu m'asseoir devant le sultan et le préfet, et grâce aux sensibilisations, nous avons appris à vivre en paix et à travailler avec les femmes, les jeunes et même les personnes handicapées. Pour aider à vivre en paix entre éleveurs et agriculteurs, il y a eu des distributions de semences et la récupération de terres dégradées. »

Agriculteur - Tahoua, Niger, lors d'un FGD - décembre 2024

De même, de nombreux FGD et KII ont noté que le travail de JASS avec les COFO, les CRC et les SCAP/RU a contribué à améliorer l'accès à une résolution équitable et transparente des conflits, quelle que soit l'identité des parties au conflit, ce qui a permis de répondre aux perceptions de marginalisation des groupes ethnolinguistiques minoritaires et des éleveurs – en particulier dans les régions de Tahoua et de Maradi au Niger, où cette dimension de l'identité a été signalée comme particulièrement saillant dans l'exclusion.³¹ Bien qu'il y ait moins de mentions de la façon dont JASS soutient l'inclusion par le biais de ses activités axées sur les moyens de subsistance économiques, les systèmes de marché et l'adaptation au climat, de nombreux FGD et KII ont souligné l'accès accru des femmes à la terre et l'implication intentionnelle des femmes et des jeunes dans les formations sur l'activité économique, comme le maraîchage.³²

³⁰ Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC, Ni2_KII_J_AdjeKorya_COFO_M, Ni2_KII_J_AdjeKorya_Env_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_COFOCOM_M, Ni2_KII_J_Ourno_EWCO_M, Ni1_KII_J_EdiriMahaman_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_SCAP_M, Ni1_KII_J_Galba_VLC_M, Ni1_KII_J_Gogarma_SCAP_F, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ni1_KII_J_TsanaAssanga_SCAP_M, Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC, Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG, Ni2_FGD_J_Golondi_H, Ni2_KII_J_AdjeKorya_CLS_M, Ni2_KII_J_AdjeKorya_COFO_M, Ni2_KII_J_AdjeKorya_Env_M, Ni2_KII_J_DanGoulbi_COFOCOM_M, Ni2_KII_J_Gogarma_COFO_M, Ma1_FGD_J_MPessoba_CRC, Ma1_FGD_J_NGolonianasso_PF, Ma1_KII_J_MPessoba_Ag_M, Ma1_KII_J_NGolaniasso_VFG_M, Ma1_KII_J_Signe_COFO_M, Ma3_FGD_J_Dacoumani_YP, Ma3_FGD_J_Segou_Cons_GIC, Ma3_FGD_J_Siribala_PF_VFG, Ma3_KII_J_Siribala_CRC_M, Ma3_KII_J_Bla_Ag_M, Ma2_FGD_J_Banamba_GIC, Ma2_KII_FGD_Banamba_Cons_PF, Ma2_KII_J_Banamba_API_M, Ma2_KII_J_Banamba_Cons_EWCO_M, Ma2_KII_J_Banamba_Cons_VFG_F, Ma4_FGD_J_San_Cons_GIC, Ma4_KII_J_Diel_TSG_M, Ma4_KII_J_Somo_CRC_M

³¹ Ni1_FGD_J_Bagare_CO, Ni1_FGD_J_Galba_PF, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_FGD_J_Ourno_GIC, Ni1_FGD_NJ_Tahoua_Cons_YM, Ni1_FGD_NJ_Zongonkaka_H, Ni1_KII_J_Karoufane_Ag_M, Ni1_KII_J_Madaoua_Cons_COFOCOM_M, Ni1_KII_J_Ourno_Env_M, Ni2_FGD_J_AdjeKoria_GIC, Ni2_FGD_J_Golondi_H, Ni2_FGD_J_ZangonMalanAli_CFW, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ni2_KII_J_DanGoulbi_Chief_M

³² Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_FGD_J_Galba_PF, Ni1_FGD_J_Ourno_GIC, Ni1_KII_J_Karoufane_Ag_M, Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG, Ni2_FGD_J_Golondi_H, Ma1_FGD_J_MPessoba_CRC, Ma1_FGD_J_NGolonianasso_GIC, Ma1_FGD_J_Pala_VFG, Ma1_KII_J_Pala_VFG_F

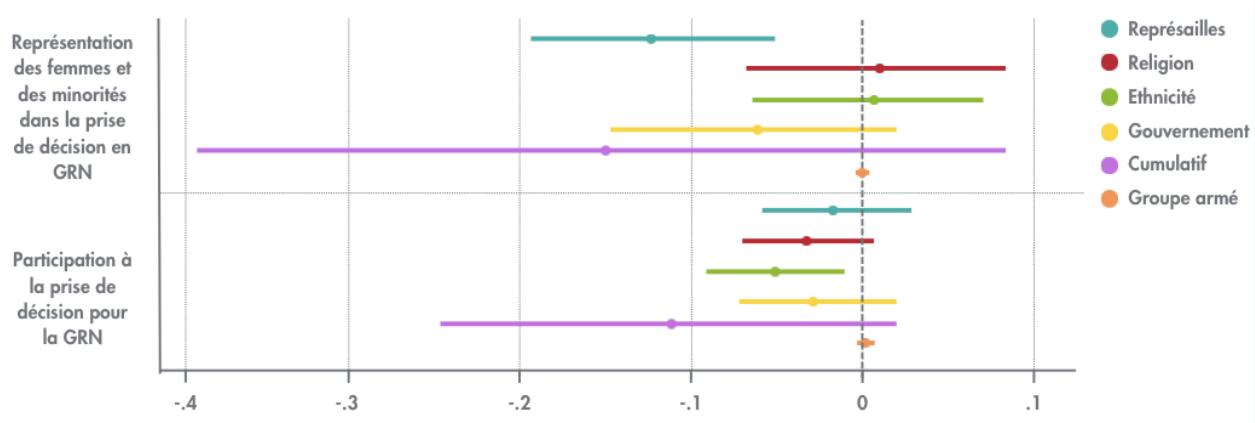


Figure 14. Relations entre l'inclusion et les perceptions de la violence et des groupes armés

Note : Ce graphique représente les coefficients issus de l'analyse de régression. L'axe des ordonnées (Y) indique les noms du sous-ensemble pertinent de variables explicatives, et les points représentent la relation entre chaque variable répertoriée et les mesures des justifications de la violence et le recours aux groupes armés. Chaque couleur correspond à une variable dépendante différente. Les barres représentent les intervalles de confiance à 95 %. Les modèles de régression ayant permis de produire ce graphique incluent l'ensemble des variables explicatives pour tous les facteurs, ainsi que des variables de contrôle démographiques et des effets fixes au niveau des villages. Les résultats concernant les mesures de justification de la violence présentés ici proviennent des modèles qui utilisent l'échelle à 5 points. Voir les résultats complets de la régression dans les tableaux de l'annexe A.

Les analyses de régression permettent de donner un premier aperçu de la manière dont les perceptions de l'exclusion – et l'approche holistique de JASS en matière d'inclusion - peuvent façoner les perceptions de l'extrémisme violent. Les **personnes qui estiment pouvoir participer à la prise de décision concernant les ressources naturelles sont moins susceptibles de croire que leur communauté soutient l'usage de la violence en général**, et moins susceptibles de croire que leur communauté soutient l'usage de la violence pour défendre leur religion ou leur groupe ethnolinguistique en particulier.³³ En outre, les personnes qui estiment que les femmes et les minorités sont représentées dans la gestion des ressources naturelles sont moins susceptibles de croire que leur communauté soutient le recours à la violence pour se venger de la violence. L'ensemble de ces résultats indique que, comme pour les perceptions de la gouvernance, les perceptions individuelles de l'inclusion peuvent influencer la résilience de la communauté à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Comme indiqué ci-dessus, cette hypothèse sera explorée plus avant dans l'**étude quasi-expérimentale de JASS** à venir, basée sur les données de l'examen annuel, pour aider à fournir des preuves supplémentaires que les activités de JASS soutiennent l'inclusion, et que cette inclusion à son tour aide à faire progresser la paix et la stabilité dans les zones où JASS est mis en œuvre.

Parallèlement à cette étude planifiée, un domaine prioritaire de réflexion, d'apprentissage et de gestion adaptative pour JASS dans l'année à venir sera de mieux préciser comment chacune des dimensions pertinentes de l'exclusion et de l'inclusion interagit avec les autres et influence la participation à la fois aux conflits et aux mécanismes non violents de résolution des différends et de prise de décision. En particulier, la production de preuves et l'apprentissage bénéficieront 1) d'une attention plus grande et plus explicite sur la dynamique de

³³ Ces résultats concernant la relation entre la participation et la violence sont spécifiques aux modèles de régression qui utilisent l'échelle à cinq points pour mesurer le soutien perçu de la communauté à la violence. Pour le modèle qui utilise la mesure dichotomique du soutien le plus fort à la violence, les individus qui déclarent participer à la prise de décision du GRN sont en fait plus susceptibles de percevoir que leur communauté justifie l'utilisation de la violence pour exercer des représailles dans la plupart des cas.

l'exclusion des jeunes et la manière dont elle est abordée dans les activités de JASS, 2) d'une évaluation plus spécifique du travail de JASS sur le genre pour aborder les normes et les comportements liés à la violence, y compris les masculinités et la manière dont elles se croisent avec d'autres identités, 3) d'une attention explicite sur l'exclusion et l'inclusion des personnes vivant avec un handicap et la manière dont – le cas échéant – ces modèles contribuent à la dynamique du conflit et de la stabilité en général et au risque de l'extrémisme violent en particulier.

Cette recommandation visant à approfondir les efforts de JASS en matière de collecte de données et d'apprentissage sur l'inclusion est appuyée par plusieurs citations issues des entretiens avec les informateurs clés dans le rapport d'évaluation à mi-parcours. Celles-ci soulignent la nécessité pour JASS d'adopter une approche plus ciblée et délibérée de l'inclusion, en adaptant les activités dans chaque communauté pour répondre aux formes d'exclusion directement liées aux conflits dans cette zone. Il s'agit ainsi de veiller à ce que le travail du programme sur l'inclusion soit suffisamment contextualisé pour traiter efficacement les enjeux les plus pertinents. L'**étude prévue sur la cartographie de la participation des groupes marginalisés** contribuera à cet objectif en générant des données plus fines sur ce que signifie la participation dans le contexte des différentes dimensions 'identitaires, sur la manière dont les individus et les groupes veulent participer, les espaces dans lesquels ils veulent s'engager, et les éléments qui facilitent cette participation. Les résultats de cette étude, ainsi que ceux de l'étude quasi-expérimentale, peuvent et doivent servir de base à la sensibilisation et à l'adaptation des programmes afin d'ajuster les activités aux dimensions de l'inclusion, de la résilience et de la paix qui sont pertinentes pour les diverses réalités vécues par les personnes résidant dans les zones où JASS est mis en œuvre au Mali et au Niger.

Cohésion sociale

La cohésion sociale – définie comme un sentiment de confiance, un objectif commun et une volonté d'engagement et de coopération entre différents individus, groupes et institutions dans une zone donnée – a également été identifiée comme un facteur important de risque et de résilience face à l'extrémisme violent (Mercy Corps 2023). Cette définition de la cohésion sociale comprend six dimensions mesurables, dont chacune peut influencer le risque d'extrémisme violent de manière distincte : la confiance, les normes d'action collective, l'engagement civique, les attitudes à l'égard des groupes marginaux, l'appartenance et l'identité (Kim et al., 2020).

Au niveau individuel, la quête d'identité et de sentiment d'appartenance peut rendre les individus sensibles aux idéologies extrémistes (Olawole et al. 2022 ; Vergani et al., 2018). Au niveau de la communauté, une faible cohésion sociale peut alimenter la radicalisation en augmentant l'importance des clivages identitaires et en affaiblissant la confiance entre les groupes et les normes sociales de coopération. Cela peut éroder les systèmes informels de protection sociale et les réseaux qui soutiennent et protègent généralement les jeunes à risque, entraînant ainsi une escalade de la violence dans les conflits et créant un territoire fertile pour le recrutement et l'activité des groupes armés (Lichtenheld et al. 2022 ; Ribar et al. 2025). Les interventions au niveau individuel axées sur la relation entre la cohésion sociale et le risque de radicalisation se concentrent généralement sur le renforcement des liens sociaux et du sentiment d'appartenance par le biais d'un mélange de mentorat, de réseaux de soutien par les pairs et d'espaces accueillants pour les jeunes, tels que les centres communautaires (Mercy Corps 2023). Les interventions au niveau communautaire axées sur le traitement de la relation entre la cohésion sociale et la radicalisation se concentrent généralement sur la facilitation de la collaboration sur des projets conjoints au-delà des lignes de division sociale, souvent parallèlement à un travail visant à renforcer la résolution des conflits (Lichthenheld et al. 2022 ; Mercy Corps 2023).

Résultats des anciens programmes de MC au Sahel

Les programmes antérieurs de Mercy Corps et les recherches menées au Sahel montrent que la fragmentation sociale et l'effritement de la cohésion sociale jouent un rôle important dans l'augmentation du risque d'extrémisme. Les thèmes récurrents des études menées au Mali et au Niger comprennent l'intensification des tensions préexistantes entre les éleveurs et les agriculteurs, les différents groupes ethnolinguistiques et les communautés géographiquement disparates (Mercy Corps Mali 2023 ; Inks et al 2017 ; Lichtenheld et al. 2022 ; Lichtenheld et al. 2021 ; Ribar et al. 2025 ; Moha et Harouna 2024). En particulier, des recherches utilisant des données de référence du programme PEACE au Niger ont montré que des dimensions spécifiques de la cohésion sociale étaient en corrélation avec un soutien réduit à la violence et au risque de l'EV (Lichtenheld et al. 2021). En particulier, l'étude a montré que la confiance – et surtout la confiance dans la gestion des ressources naturelles – entre les groupes identitaires est associée à une réduction du soutien à l'utilisation de la violence (Lichtenheld et al. 2021). En outre, l'étude a montré que si les interactions entre les groupes n'avaient pas de lien avec le soutien à la violence, les individus qui déclaraient avoir des interactions positives avec les groupes extérieurs déclaraient moins soutenir l'usage de la violence (Lichtenheld et al. 2021).

Parallèlement, l'étude « *We Hope and We Fight* » réalisée en 2017 dans le nord du Mali souligne également que, dans certains cas, la solidité des liens sociaux et la confiance interpersonnelle peuvent pousser les jeunes à rejoindre des groupes armés, lorsque les normes sociales communautaires justifient le recours à la violence (Inks et al. 2017). Dans de tels cas, le désir d'appartenance des jeunes, l'approbation de leur famille et de leur communauté au sens large, et le besoin de protection contre les abus des forces gouvernementales ou d'autres groupes armés sont présentés comme des motivations importantes pour rejoindre les OEV et les groupes armés pro-gouvernementaux (Inks et al. 2017). L'étude qualitative sur le recrutement des jeunes par les OEV au Niger souligne également l'influence des liens familiaux, les membres de la famille faisant partie de groupes armés augmentant souvent la probabilité que les jeunes soutiennent un groupe armé ou le rejoignent eux-mêmes (Moha et Harouna 2024).

Plusieurs des données probantes existantes décrivent des interventions visant à renforcer les aspects protecteurs de la cohésion sociale et à atténuer le risque d'extrémisme violent. Le programme Ben ni Bassigui/BRIKS au Mali, qui a utilisé la formation à la résolution des conflits, les comités de réconciliation et les systèmes d'alerte précoce, a permis d'améliorer la cohésion sociale et de réduire les incidents violents (Mercy Corps Mali 2023). En revanche, la recherche sur le programme PEACE au Niger a donné des résultats mitigés (Lichtenheld et al. 2022). Si certains aspects de la cohésion sociale se sont améliorés, en particulier au sein des groupes identitaires, l'amélioration de la confiance entre les groupes s'est avérée plus difficile. L'impact du programme sur l'extrémisme violent a été indirect, principalement grâce à l'amélioration des compétences en matière de résolution des conflits plutôt qu'au seul renforcement de la cohésion sociale en tant que telle. De même, l'étude de recherche 2025 sur Youth Connect présente un essai contrôlé randomisé qui montre que l'impact des principales interventions économiques et d'engagement civique de YC est renforcé par la formation des jeunes aux techniques de résolution des conflits (médiation et négociation basées sur l'intérêt), constatant une réduction significative du soutien à la violence, ainsi qu'une réduction des événements violents par les OEV, dans les communautés où les jeunes ont été formés à la résolution des conflits (Ribar et al. 2025).

Dynamiques dans les domaines du programme JASS

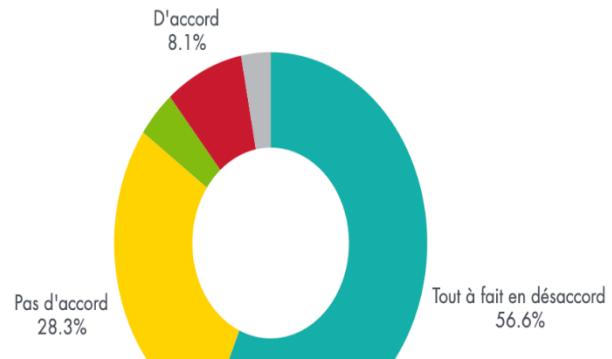
Constat clé : Le sentiment d'appartenance est la dimension de la cohésion sociale la plus fortement associée à des perceptions de niveaux moindres de soutien communautaire à la violence dans les zones d'intervention de JASS.

Les données qualitatives issues des KII et des FGD permettent de dresser un tableau général de la cohésion et de la fragmentation sociales dans les régions d'intervention de JASS au Mali et au Niger. Les structures sociales existantes, telles que les liens de parenté, l'entraide et les mécanismes locaux de résolution des conflits, sont décrites comme jouant un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale et de la paix, même en cas de conflits et de tensions.³⁴ Cependant, ces modes de maintien de la coopération et de la confiance sont plus forts au sein de groupes ethnolinguistiques ou socioprofessionnels relativement homogènes, avec moins d'interactions positives et une plus grande fréquence de différends qui dégénèrent en conflits entre les groupes.³⁵ En particulier, les participants au Niger et au Mali ont noté l'existence de différends persistants et de méfiance entre les agriculteurs et les éleveurs, notamment en ce qui concerne la disponibilité des terres et de l'eau, les dommages causés aux cultures et les itinéraires de migration.³⁶

Les données quantitatives de l'enquête d'évaluation à mi-parcours de JASS permettent de mieux cerner les tendances concernant trois dimensions spécifiques de la cohésion sociale qui sont pertinentes pour le risque de EV : le sentiment d'appartenance, la confiance et les attitudes à l'égard des groupes marginaux. Dans l'ensemble, les données quantitatives indiquent que la plupart des individus (84,9 %) ont un sentiment d'**appartenance** à leur communauté, seuls 11 % d'entre eux étant d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils se sentent exclus de leur communauté.

Les données de l'enquête révèlent un fort sentiment de **confiance**, en particulier à l'égard des relations proches, telles que les parents et les voisins, avec une différence notable lorsqu'il s'agit d'interactions avec des personnes appartenant à des groupes ethnolinguistiques et socioprofessionnels différents.

Lorsque l'on examine la confiance, le contraste le plus frappant est observé dans la manière dont les individus perçoivent leurs parents et leurs voisins par rapport aux personnes appartenant à d'autres groupes linguistiques et/ou socioprofessionnels, ce qui fait écho aux modèles décrits dans les données qualitatives. 91% des personnes interrogées ont exprimé un niveau élevé de confiance dans leurs proches, et de même, 80% ont déclaré faire beaucoup confiance à leurs voisins. Ces chiffres sont bien plus élevés que les 67% qui ont exprimé leur confiance envers les personnes appartenant à d'autres groupes ethnolinguistiques ou ayant des moyens de subsistance



³⁴ Ni2_FGD_NJ_Maigemou_F, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_F, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa

³⁵ Ni2_FGD_J_Gogarma_VFG, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_F, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ma2_FGD_J_Banamba_GIC, Ma2_FGD_J_Nkolondjala_YP, Ma2_KII_FGD_Banamba_Cons_PF, Ma4_FGD_J_San_Cons_GIC, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_F, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_Fa, Ma4_FGD_NJ_San_Cons_H, Ma4_Ma2_FGD_J_Cons_CFW

³⁶ Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_Fa, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_H, Ni2_FGD_NJ_Maigemou_YM, Ma1_FGD_J_MPessoba_CRC, Ma1_FGD_J_MPessoba_H, Ma1_FGD_J_NGolonianasso_PF, Ma1_FGD_NJ_Koutiala_Cons_YM, Ma1_FGD_NJ_Oulan_H, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_F, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_Fa, Ma1_FGD_NJ_Sirakele_H, Ma1_KII_J_Signe_CC_M, Ma3_FGD_J_Segou_Cons_GIC, Ma3_FGD_J_Siribala_CFW, Ma3_FGD_J_Siribala_PF_VFG, Ma3_FGD_J_Touna_H, Ma3_KII_J_Bla_PF_F

différents. De même, les niveaux élevés de confiance généralisée pour les « autres citoyens » sont également de 66%, ce qui suggère que s'il existe un sentiment général de confiance au sein de communautés très unies, il est moins important dans les interactions sociétales plus larges.

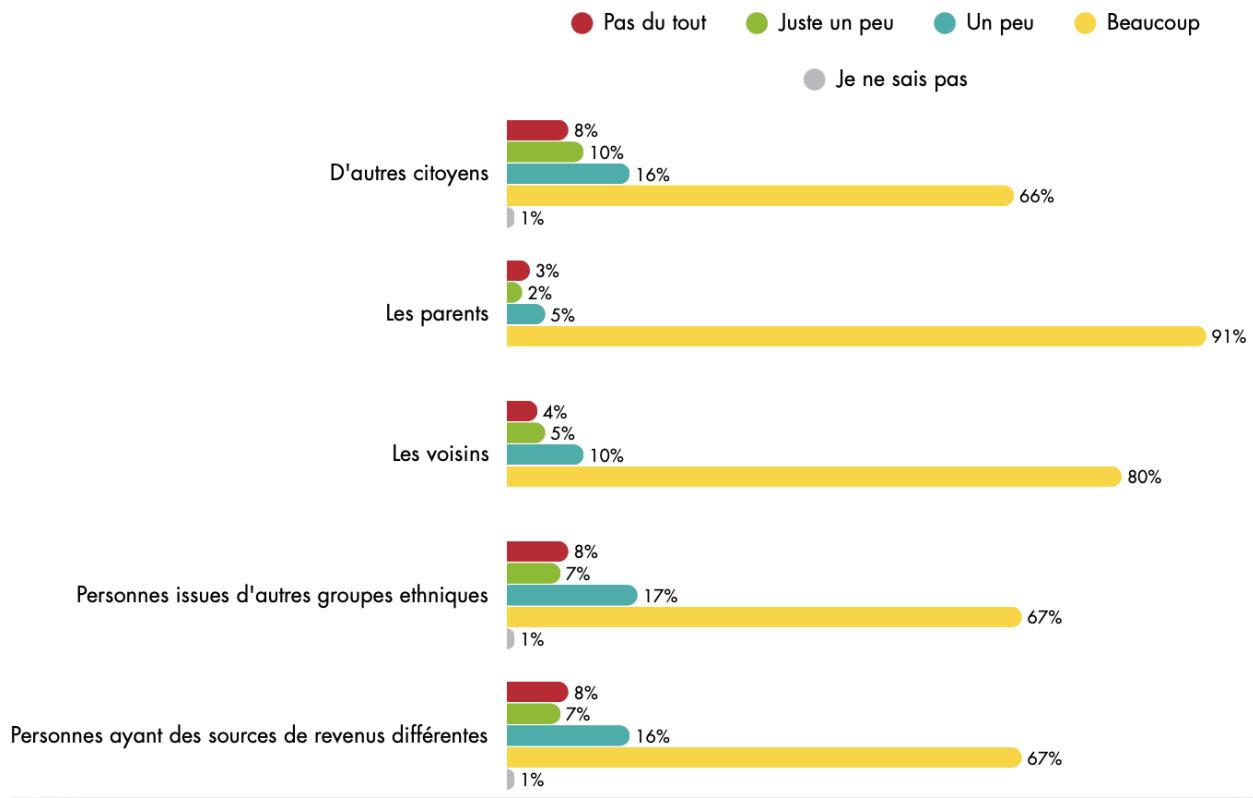


Figure 16. Dans quelle mesure faites-vous confiance à ces groupes ?

Les attitudes envers la coopération avec les autres suivent une tendance similaire. Là encore, 91 % des personnes interrogées estiment qu'il y a de nombreux avantages à coopérer avec les membres de leur famille, suivis de près par les voisins à 83 %. La perception des bénéfices élevés de la coopération avec d'autres groupes diminue légèrement pour les personnes appartenant à d'autres groupes ethnolinguistiques et celles dont les moyens de subsistance sont différents, avec 69 % dans les deux cas. La perception généralisée des bénéfices de la coopération avec d'autres citoyens est la plus faible, avec 70 %.

« Auparavant, les membres de ma communauté ne se réunissaient qu'à l'occasion des baptêmes, des mariages et des décès. Mais aujourd'hui, grâce à JASS, nous nous réunissons presque chaque semaine et tout le monde se connaît. Ces rencontres périodiques nous permettent de consolider nos acquis en matière de paix et de cohésion sociale. »

Éleveur - Maradi, Niger, en FGD - décembre 2024

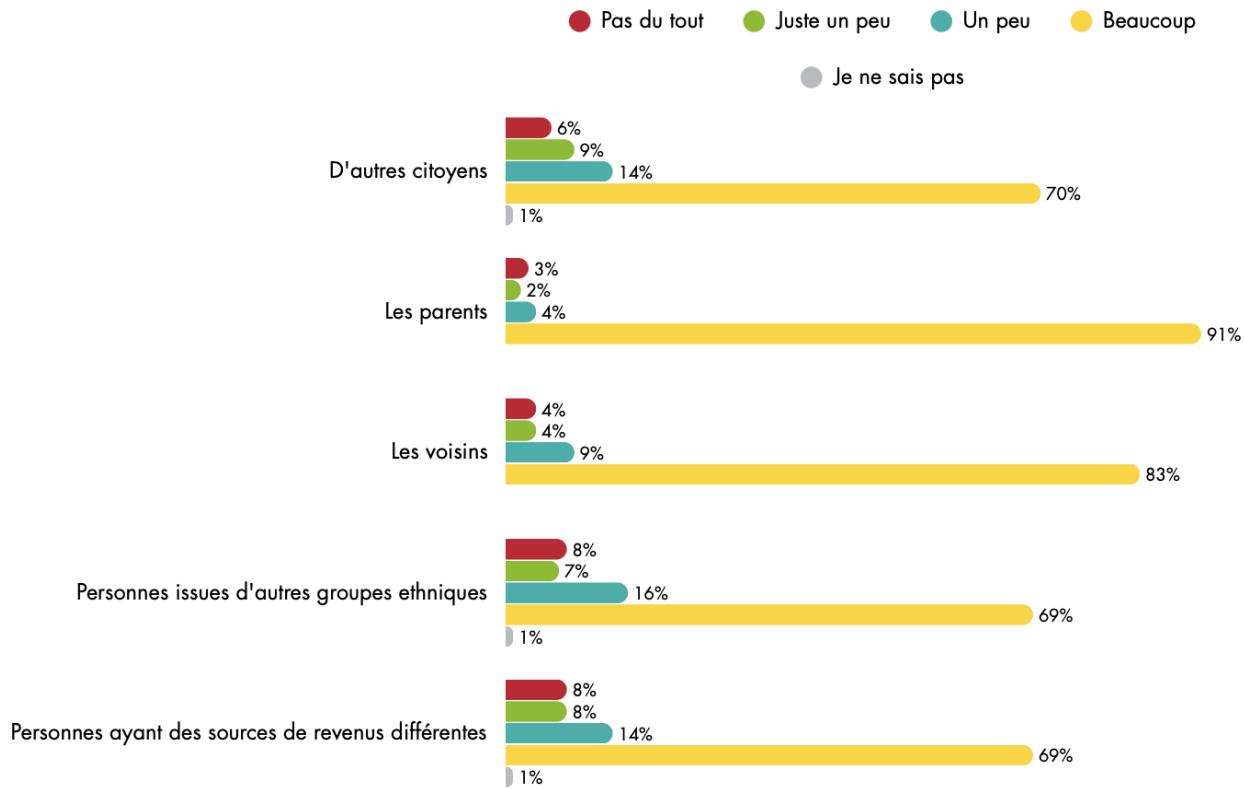


Figure 17. Dans quelle mesure pensez-vous qu'il y a des avantages à coopérer avec ces groupes ?

Bien que la cohésion sociale ne soit pas explicitement mentionnée dans la Théorie du Changement de JASS, les activités du Résultat 1 visent implicitement à renforcer la cohésion sociale en renforçant « la capacité de gestion des conflits et la collaboration entre les communautés divisées par les conflits ». A travers les KII qualitatives et les FGD, les personnes interrogées notent que le travail de JASS avec les COFO dans les deux pays et avec les CRC au Mali et les SCAP/RU au Niger aident à bâtir la confiance et les attitudes positives sur la coopération entre les agriculteurs et les éleveurs en rassemblant les membres des deux groupes pour prévenir et résoudre les différends.³⁷ Renforcer la cohésion sociale dans le but de renforcer la résilience face aux chocs et stress climatiques est également un objectif implicite du résultat 2, à travers la préparation collective des communautés aux chocs et stress liés au climat. Les participants aux FGD et aux KII ont mentionné qu'un certain nombre d'activités liées aux moyens de subsistance et à l'adaptation au climat ont contribué à favoriser la collaboration et le sentiment d'un objectif commun entre les agriculteurs et les éleveurs, notamment les projets d'infrastructure de la CFW (argent contre travail), les efforts de remise en état des terres et les formations sur les compétences en matière de moyens de subsistance.³⁸

³⁷ Ma3_FGD_J_Dacoumani_YP, Ma3_FGD_J_Niono_CFW, Ma3_FGD_J_Segou_Cons_GIC, Ma3_FGD_J_Siribala_CFW, Ma3_FGD_J_Siribala_PF_VFG, Ma3_FGD_J_Touna_H, Ma3_KII_J_Bla_API_M, Ma3_KII_J_Bla_PF_F, Ma3_KII_J_Siribala_CRC_M, Ma3_KII_J_Siribala_PF_F

³⁸ Ni1_FGD_J_Bagare_CO, Ni1_FGD_J_Karoufane_Cons_VFG_CFW, Ni1_KII_J_Leymatawa_SCAP_M, Ma2_FGD_J_Banamba_GIC, Ma2_KII_FGD_Banamba_Cons_PF, Ma2_KII_J_Banamba_Cons_VFG_F, Ma4_FGD_J_San_Cons_GIC, Ma4_KII_J_Somo_CRC_M

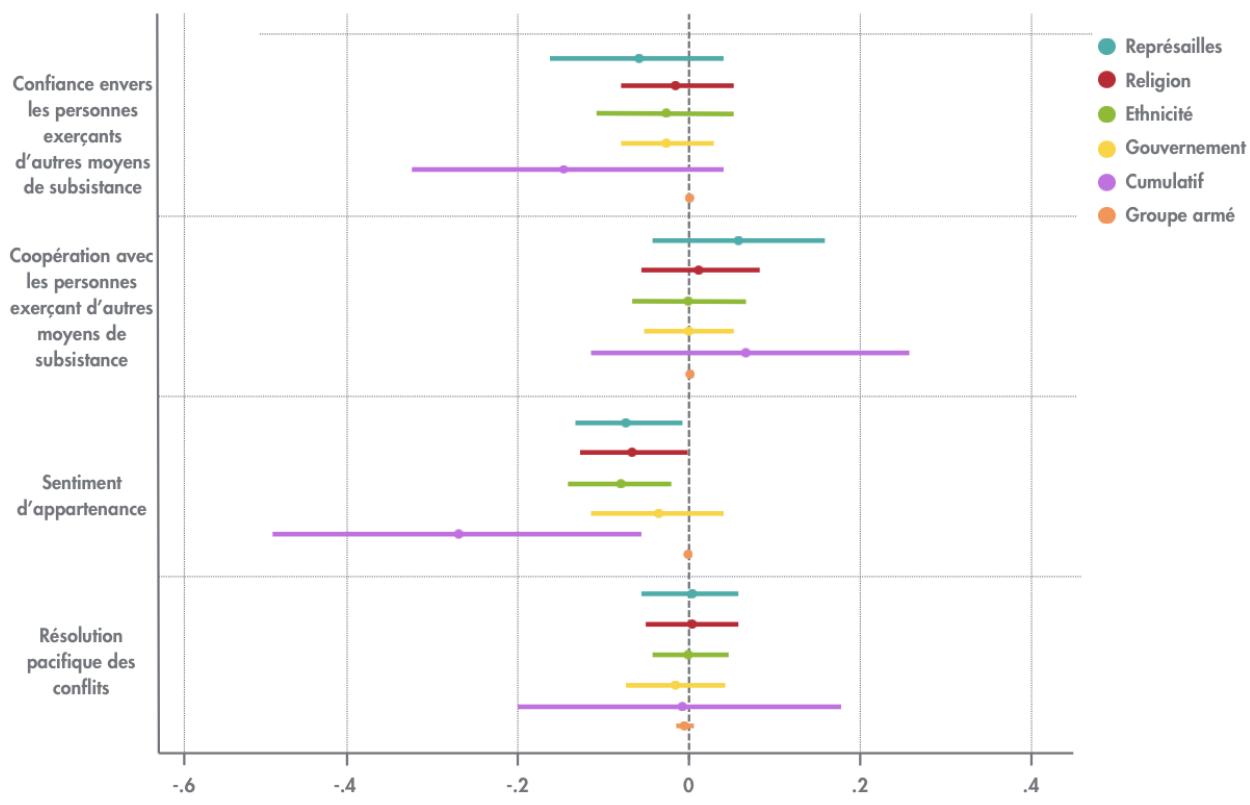


Figure 18. Relations entre la cohésion sociale et la perception de la violence et des groupes armés

Note : Ce graphique représente les coefficients issus de l'analyse de régression. L'axe des ordonnées (Y) indique les noms du sous-ensemble pertinent de variables explicatives, et les points représentent la relation entre chaque variable et les mesures des justifications de la violence ainsi que le recours aux groupes armés. Chaque couleur correspond à une variable dépendante différente. Les barres représentent les intervalles de confiance à 95 %. Les modèles de régression ayant permis de produire ce graphique incluent l'ensemble des variables explicatives pour tous les facteurs, ainsi que des variables de contrôle démographiques et des effets fixes au niveau des villages. Les résultats concernant les mesures de justification de la violence présentés ici proviennent des modèles qui utilisent l'échelle à 5 points. Voir les tableaux de l'annexe A pour les résultats complets de la régression.

Les analyses de régression donnent un aperçu supplémentaire de la manière dont l'appartenance, la confiance et les attitudes à l'égard des groupes extérieurs sont corrélées avec les attitudes en matière de la violence et les perceptions de l'extrémisme violent en général. En particulier, le sentiment d'appartenance - mesuré par le fait que les individus ne sont pas ou pas du tout d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils se sentent « exclus » de leur communauté – est associé à des niveaux inférieurs de perception de la justification par la communauté du recours à la violence en général, et à la perception d'un soutien réduit au recours à la violence pour riposter à la violence et défendre sa propre religion ou son propre groupe ethnique.³⁹ Cela suggère que dans les régions où JASS intervient, le sentiment d'appartenance des individus à la communauté peut contribuer de manière importante au sentiment d'objectif commun de la communauté et à sa résilience globale face au recrutement des EV. Pris dans leur ensemble, ces résultats indiquent que dans les zones d'intervention du programme JASS travaille, les perceptions de la gouvernance, de l'inclusion et de la cohésion sociale sont des facteurs étroitement liés qui influencent les risques et la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. Le programme aborde

³⁹ Ces résultats concernant la relation entre l'appartenance et la violence sont spécifiques aux modèles de régression qui utilisent l'échelle à cinq points pour mesurer le soutien perçu de la communauté à la violence.

ces facteurs interdépendants à travers ses activités de prévention des conflits et de GRN dans le résultat 1, mais aussi par le biais de l'approche participative, inclusive et dirigée par la communauté, qui est au cœur de la façon dont le programme fonctionne dans tous les résultats et toutes les activités. Comme pour les résultats de ce rapport, l'étude quasi-expérimentale à venir utilisant les données de l'examen annuel sera une occasion importante de tester ces hypothèses émergentes en comparant les modèles d'appartenance dans les communes JASS avec les zones où le programme ne fonctionne pas et en évaluant si et comment les différences d'appartenance influencent les perceptions du soutien à la violence au niveau de la communauté.

Parallèlement, les analyses de régression révèlent également un schéma quelque peu déroutant : les individus qui déclarent avoir un niveau élevé de confiance et percevoir de nombreux avantages à coopérer avec des membres d'autres groupes professionnels ou de moyens de subsistance sont plus susceptibles de déclarer qu'ils se tourneraient vers un groupe armé pour résoudre un différend. En outre, dans les modèles de régression qui utilisent la mesure dichotomique du plus fort soutien perçu à la violence, les individus qui déclarent des niveaux plus élevés de confiance dans les groupes extérieurs sont moins susceptibles de percevoir que leur communauté justifie l'utilisation de la violence de manière générale, mais les individus qui ont des perceptions tout aussi positives des bénéfices de la coopération avec d'autres groupes sont plus susceptibles de percevoir que leur communauté justifie l'utilisation de la violence pour se venger de la violence. Cette **relation déroutante entre la confiance et les attitudes positives envers les groupes extérieurs et la volonté de s'engager avec des groupes armés** fait écho à l'étude « *We Hope and We Fight* » réalisée en 2017 dans le nord du Mali, qui a révélé que dans les communautés qui percevaient une menace commune de la part du gouvernement ou des OEV, les liens sociaux forts et la cohésion communautaire augmentaient en fait la probabilité que les jeunes rejoignent des groupes armés pour aider à protéger leur communauté et gagner le respect et l'approbation (Inks et al., 2017). Cette constatation suggère que pour mieux aborder la relation complexe entre la cohésion sociale et les perceptions de l'extrémisme violent, les activités de preuve et d'apprentissage prévues par JASS au cours de l'année prochaine devraient commencer à se concentrer progressivement sur la façon dont **la présence, les stratégies et les tactiques des groupes armés dans les régions où JASS intervient se croisent avec les modèles de confiance et les interactions entre les groupes au niveau communautaire et individuel pour façoner les facteurs d'attraction pour le recrutement**. Pour ce faire, JASS peut s'appuyer sur sa solide analyse de la sécurité et sur l'expertise d'instituts de recherche locaux tels que le Centre d'études stratégiques de Tombouctou sur le Sahel, et l'associer à ses activités de recherche et de MEL au titre du résultat 3, dans le cadre d'un processus continu de sensibilisation, d'apprentissage et de gestion adaptative.

CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET IMPLICATIONS

Dans l'ensemble, ce rapport met en évidence que **les quatre grands types de facteurs connus pour influencer le risque de radicalisation et d'extrémisme violent dans les précédents programmes et recherches menés au Sahel sont bel et bien présents et à l'œuvre dans les régions du Mali et du Niger où le programme JASS est mis en œuvre**. Cela confirme que le risque et la résilience à l'extrémisme violent sont déterminés par les interactions complexes d'un ensemble de dynamiques économiques, sociales et de gouvernance, tant au niveau de la communauté que de l'individu. De même, nous constatons que la théorie du changement, les approches de programmation et les principes de conception sous-jacents de JASS sont largement alignés sur les pratiques fondées sur des données probantes qui ont été utilisées par Mercy Corps et d'autres acteurs dans la programmation P/LEV au Sahel et dans le monde. En particulier, le rapport montre que **la programmation de JASS**

– et les preuves qui s'y rapportent – est raisonnablement bien calibrée pour traiter les facteurs d'incitation au niveau communautaire et sociétal qui façonnent les environnements opérationnels plus larges dans lesquels les OEV tentent de recruter des combattants et d'exercer un contrôle territorial.

Dans le même temps, nous constatons qu'il reste difficile de mesurer de manière sûre et fiable les perceptions de l'**extrémisme violent**, ce qui est une constante dans l'ensemble des programmes et recherches antérieurs de Mercy Corps au Sahel. En particulier, une très faible proportion d'individus dans les zones où JASS intervient étaient prêts à reconnaître même indirectement le soutien à la violence ou aux groupes armés, à la fois dans l'enquête à mi-parcours et dans les transcriptions qualitatives concomitantes. Si cette tendance peut indiquer que le soutien à l'extrémisme violent est très limité dans les régions où JASS est mis en œuvre, elle est également cohérente avec le fait que les individus s'autocensurent en raison des normes sociales qui les empêchent de parler ouvertement de la violence ou de la perception que cela les exposerait, eux ou leurs communautés, à un risque accru de représailles de la part du gouvernement ou des groupes armés. Ces difficultés de mesure constituent un obstacle important pour permettre à JASS et aux programmes de stabilisation multisectoriels similaires de passer d'**activités primaires de P/LEV axées sur la lutte contre les facteurs d'incitation au niveau communautaire à une prévention secondaire plus ciblée qui s'attaque aux facteurs d'incitation qui déterminent la radicalisation et le recrutement des individus les plus à risque**.

Le présent rapport se veut une contribution vivante à la mise en œuvre des programmes en cours et au plaidoyer, plutôt qu'un ensemble de recommandations finales et imposées d'en haut. Par conséquent, cette dernière section vise à offrir une brève synthèse qui relie les principales conclusions du rapport aux décisions et actions à venir pour l'équipe JASS, FCDO et l'écosystème plus large de la société civile, du gouvernement et des bailleurs opérant à la jonction de la justice, de la prévention des conflits, de l'adaptation climatique et de la réponse humanitaire au Mali, au Niger et dans la région du Sahel au sens large. L'**objectif est que ces réflexions suscitent un dialogue plus approfondi, informent la programmation adaptative et guident l'action collective dans les mois et les années à venir**.

Recommandations pour JASS et d'autres programmes de résilience multisectoriels au Sahel

Recommandation n° 1 : Mettre l'accent sur l'extrémisme violent dans la programmation et l'apprentissage.

JASS et les programmes similaires devraient, au cours de l'année prochaine, mettre plus intentionnellement l'**accent sur l'extrémisme violent dans leurs activités de preuve, d'apprentissage et de programmation**, en s'appuyant sur l'approche pilotée dans le cadre de cette étude. En particulier, les conclusions de cette étude sur la difficulté de mesurer les perceptions de l'extrémisme violent ont déjà inspiré de nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qui sont utilisées dans l'enquête annuelle du programme. De même, l'équipe du programme devrait utiliser le protocole de collaboration récemment établi avec le Centre d'études stratégiques de Tombouctou sur le Sahel pour tirer parti de son expertise et de ses données approfondies et pertinentes en matière de politique sur des sujets liés à l'extrémisme violent dans la région.

Au cours de l'année à venir, d'autres sessions d'interprétation collective avec les membres de l'équipe du programme JASS devraient utiliser diverses sources de données – l'**étude quasi-expérimentale** s'appuyant sur les données de l'examen annuel, les **analyses et rapports de sécurité** en cours de JASS, l'étude prévue sur la **participation des groupes marginalisés** et l'**expertise du Centre de Tombouctou** – pour bâtir une compréhension

commune de la manière dont les stratégies et tactiques des OEV façonnent les facteurs d'attraction pour la radicalisation et le recrutement et comment les activités de JASS peuvent s'adapter pour traiter ces facteurs d'une manière sensible aux conflits et adaptée aux environnements opérationnels locaux du programme, tant au Mali qu'au Niger. Dans la mesure du possible, ces sessions de sensibilisation et d'apprentissage devraient continuer à s'appuyer sur les connaissances existantes et l'expérience pratique liée à la mise en œuvre de la programmation P/LEV au sein des bureaux de Mercy Corps au Mali, au Niger et au Burkina Faso, afin de s'assurer que ces nouvelles adaptations s'appuient sur le solide historique d'expertise technique et de connaissances locales dans les deux pays.

Recommandation n° 2 : Continuer à explorer les synergies entre les activités de prévention des conflits et d'adaptation au changement climatique.

Comme le souligne l'étude « JASS Perceptions of Justice » (Medam et Sheely 2025), la recommandation de poursuivre et d'élargir les efforts de réflexions et de gestion adaptive liés à l'extrémisme violent présente une opportunité stratégique pour approfondir l'intégration de l'expérience de mise en œuvre, des données probantes et des apprentissages en matière de prévention des conflits de l'**objectif 1** avec les activités plus larges d'adaptation au changement climatique et de moyens de subsistance de l'**objectif 2**. Cela permettra d'explorer les synergies entre les différentes composantes du programme et de soutenir les adaptations en temps réel, en veillant à ce que la mise en œuvre quotidienne soit alignée sur l'objectif global de renforcement de la stabilité et de la sécurité au Mali et au Niger. **L'exploration et le développement de ces liens entre les différentes composantes du programme JASS est un facteur de succès particulièrement important pour commencer à traiter le risque de recrutement de EV**, car les preuves de cette étude – et les programmes et recherches plus larges de Mercy Corps au Mali et au Niger – indiquent la nécessité de traiter conjointement les facteurs de risque interconnectés liés aux difficultés économiques, aux griefs concernant la gouvernance, à la marginalisation et à la cohésion sociale.

Recommandation n° 3 : Amplifier l'éthique participative, inclusive et communautaire qui est un aspect transversal des activités de programmation, des relations avec les parties prenantes et de la culture d'équipe.

L'une des principales conclusions de cette étude est que l'**approche participative, inclusive et communautaire** de JASS est au cœur du fonctionnement du programme dans tous ses résultats et activités, et que cette approche sous-tend la capacité du programme à s'attaquer à un certain nombre de facteurs de risque de EV, notamment les **perceptions négatives de la gouvernance, les sentiments d'exclusion et de marginalisation, et la faiblesse de la cohésion sociale**. L'un des thèmes clés des entretiens qualitatifs KII et FGD est que la façon dont JASS met l'accent sur la participation significative et l'inclusion de tous les individus et groupes au sein d'une communauté distingue le programme d'autres initiatives de développement aux yeux des membres de la communauté. De même, la récente étude quasi-expérimentale de JASS sur la gouvernance des ressources naturelles appuie cette conclusion, en montrant que les membres des communautés estiment qu'une participation inclusive de tous les segments de la communauté à la prise de décision concernant les ressources naturelles et la résolution des différends produit des résultats perçus comme plus équitables et dignes de confiance, tout en renforçant la résilience face aux défis liés au climat et réduisent les conflits liés aux ressources naturelles (Olawole et Bezares Calderon, 2025). Par conséquent, lorsqu'elle commencera à incorporer une perspective P/LEV accrue à la programmation et aux activités d'apprentissage de JASS au cours de l'année 3, l'équipe du programme devrait continuer à maintenir l'**éthique participative, inclusive et dirigée par la communauté au cœur de sa façon de travailler** et à trouver des moyens de continuer à modéliser et à vivre ces principes à la fois dans des activités spécifiques et dans la façon générale dont l'équipe du programme interagit avec les communautés, les partenaires et les uns avec les autres.

Recommandations pour les bailleurs et les acteurs politiques

Recommandation n° 4 : Étendre JASS et les programmes similaires pour qu'ils abordent plus explicitement les objectifs de P/LEV en adaptant les activités aux facteurs d'attraction spécifiques et localisés qui influencent la radicalisation et le recrutement.

L'objectif explicite de cette étude était de s'appuyer sur un éventail diversifié de sources de données pour intégrer de manière plus explicite sur le P/LEV dans l'analyse de la théorie du changement et de l'approche programmatique de JASS. Nous avons constaté que, bien que JASS ait été conçu pour répondre aux intersections entre les chocs et stress climatiques, les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles et des conflits intercommunautaires, ses interventions et principes de conception sous-jacents sont bien adaptés pour traiter les principaux facteurs de poussée au niveau communautaire qui alimentent l'extrémisme violent au Mali et au Niger.

Cette constatation a des implications importantes pour le FCDO et les autres bailleurs qui conçoivent les financements futurs pour la stabilisation du Sahel. Les résultats de cette étude indiquent que ce au Mali, au Niger et dans la région environnante devrait continuer à se concentrer sur les intersections du climat et des conflits – conformément à l'approche globale de JASS – tout en intégrant plus explicitement les résultats et les approches de programmation du domaine de la protection et de la conservation de la vie privée. Comme indiqué dans les recommandations à court terme du programme JASS, cette intégration devrait impliquer l'utilisation de données fines sur les stratégies et tactiques des groupes armés et sur les risques au niveau communautaire et individuel afin d'adapter les futures zones d'intervention et les conceptions d'activités aux facteurs d'attraction locaux spécifiques qui façonnent la radicalisation et le recrutement.

Recommandation n° 5 : Créer des espaces d'apprentissage conjoint et de collaboration qui rassemblent les acteurs internationaux, nationaux et locaux œuvrant dans le domaine de la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (P/LEV) ainsi qu'à l'intersection entre l'adaptation au changement climatique et la consolidation de la paix, afin de consolider les données probantes, d'aligner les interventions et de favoriser une action coordonnée – garantissant ainsi que les financements de l'aide internationale produise les impacts durables les plus significatifs possibles.

Cette étude a également mis en évidence un paradoxe important dans les politiques et les programmes de P/LEV au Sahel. Bien que les interventions efficaces de P/LEV nécessitent des données et des éléments de preuve riches et contextuellement pertinents pour identifier les communautés et les individus à haut risque, ce type de données est particulièrement difficile à collecter au Mali et au Niger, en raison des normes qui interdisent de parler ouvertement de la violence et des risques associés à de telles discussions. Toutefois, cette étude montre également qu'il est possible de continuer à renforcer cette base de données probantes sur le P/LEV au Sahel, notamment en recourant de manière créative à des méthodes quantitatives et qualitatives de pointe, et en investissant dans des partenariats équitables et fondés sur la confiance avec les communautés et les organisations locales.

Comme l'indique l'étude « Perceptions of Justice », cela signifie que le FCDO et les autres parties prenantes doivent donner la priorité à la création d'espaces d'apprentissage et de collaboration entre les acteurs internationaux, nationaux et locaux travaillant sur le P/LEV et sur le lien plus large entre l'adaptation climatique et la consolidation de la paix au Mali et au Niger. Il s'agit notamment de centrer le leadership des organisations locales, des chercheurs et des acteurs politiques, tout en facilitant les réunions régionales et l'engagement avec les partenaires mondiaux afin de promouvoir l'apprentissage croisé et l'élaboration de stratégies partagées. Il est

important que les efforts se concentrent également sur la production et l'utilisation de données probantes à une échelle appropriée, ainsi que sur la synthèse et le partage des connaissances entre les organisations afin de consolider l'apprentissage, d'aligner les interventions et d'encourager une action coordonnée et collaborative.

BIBLIOGRAPHIE

- Allan, H., A. Glazzard, S. Jesperson, S. Reddy-Tumu, et Emily Winterbotham. n.d. « Drivers of Violent Extremism : Hypotheses and Literature Review ». Londres, Royaume-Uni : RUSI. <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/external-publications/drivers-violent-extremism-hypotheses-and-literature-review>.
- « Analyse des facteurs de vulnérabilité et des sources de résilience des communautés face à l'extrémisme violent ». 2022. Rapport d'évaluation. Bamako, Mali : Mercy Corps Mali.
- Bak, Mathias, Kristoffer Nilaus Tarp, et Christina Schori Liang. 2019. « Définir le concept d'extrémisme violent ». Document de Genève 24/19. Centre de politique de sécurité de Genève.
<https://dam.gcsp.ch/files/2y10xuCSaBlvYTDbinjPokvyDO2XLpn5jG4va93JVUzppqj08EDHwnC>.
- Becker, Gary S. 1968. « Crime and Punishment : An Economic Approach ». *Journal of Political Economy* 76 (2) : 169–217. <https://doi.org/10.1086/259394>.
- Beldé, Marte. 2024. « Fertile Soil ? Rural Young Men's Navigation of Changing Environments and the Potential Expansion of Jihadi Actors in Sikasso, Mali ». *Revue Internationale Des Études Du Développement*, no. 255, 171-98.
- « Évaluation finale de Ben Ni Bassigui ». Rapport d'évaluation 2023. Bamako, Mali : Mercy Corps Mali.
- Blair, Graeme, et Kosuke Imai. 2012. « Statistical Analysis of List Experiments » (Analyse statistique des expériences de liste). *Political Analysis* 20 (1) : 47–77. <https://doi.org/10.1093/pan/mpr048>.
- Bodea, Cristina, et Ibrahim A. Elbadawi. 2007. « Émeutes, coups d'État et guerre civile : revoir le débat sur la cupidité et les griefs ». Document de travail de recherche sur les politiques. Banque mondiale.
<https://www.jstor.org/stable/resrep02506>.
- Brück, Tilman, Neil TN Ferguson, Valeria Izzi, et Wolfgang Stojetz. 2021. « Les programmes d'emploi peuvent-ils construire la paix ? » *The World Bank Research Observer* 36 (2) : 234-59.
- Carboni, Andrea, et Clionadh Raleigh. 2024. « Collecter des données sur les conflits dans le monde entier : La contribution de l'ACLED ». Dans *Security Science and Technology*, par Henrietta Wilson, Olamide Samuel, et Dan Plesch, 04:171-87. WORLD SCIENTIFIC (EUROPE). https://doi.org/10.1142/9781800614079_0009.
- Charkawi, Wesam, Kevin Dunn et Ana-Maria Bliuc. 2021. « The Influences of Social Identity and Perceptions of Injustice on Support to Violent Extremism » (L'influence de l'identité sociale et de la perception de l'injustice sur le soutien à l'extrémisme violent). *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 13 (3) : 177–96. <https://doi.org/10.1080/19434472.2020.1734046>.
- . 2024. « Evaluations of Countering Violent Extremism Programs : Linking Success to Content, Approach, Setting, and Participants ». *International Journal of Law, Crime and Justice* 77 (juin):100674.
<https://doi.org/10.1016/j.ijlcj.2024.100674>.
- Collier, Paul, et Anke Hoeffler. 1998. « On Economic Causes of Civil War ». *Oxford Economic Papers* 50 (4) : 563-73.
- « Connected Communities, Collective Response : Mercy Corps' Approach to Preventing and Countering Violent Extremism » (Communautés connectées, réponse collective : l'approche de Mercy Corps pour prévenir et contrer l'extrémisme violent). 2023. Washington, DC : Mercy Corps.

« Lutte contre l'extrémisme violent et action humanitaire ». 2017. Document de synthèse. Conseil norvégien pour les réfugiés. https://www.nrc.no/globalassets/pdf/position-papers/170622-nrc-position-paper_cve-and-humanitarian-action---fv.pdf.

Dier, Aleksandra, et Gretchen Baldwin. 2022. « Masculinités et extrémisme violent ». *Institut international de la paix et Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations unies*, 2022-12.

Djitteye, El Hadj. 2023. « La croissance des groupes extrémistes violents et des milices dans la région transfrontalière du Mali et du Burkina Faso ». Centre d'études stratégiques sur le Sahel de Tombouctou. 21 septembre 2023. <https://timbuktucenter.org/the-growth-of-violent-extremist-groups-and-militias-in-mali-and-burkina-fasos-cross-border-region/>.

Draca, Mirko, et Stephen Machin. 2015. « Crime and Economic Incentives ». *Annual Review of Economics* 7 (1) : 389–408. <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080614-115808>.

Eck, Kristine. 2012. « In Data We Trust ? A Comparison of UCDP GED and ACLED Conflict Events Datasets ». *Cooperation and Conflict* 47 (1) : 124–41. <https://doi.org/10.1177/0010836711434463>.

Egan, Elise, Natalie Hill, Carrie O'Neil, Ryan Sheely et Nanako Tamaru. 2019. « La bonne gouvernance : Prévenir les conflits et construire la paix ». Washington, D.C. : Mercy Corps. <https://www.mercycorps.org/research-resources/good-governance-preventing-conflict-and-building-peace>.

Eizenga, Daniel, et Wendy Williams. 2020. « Le casse-tête du JNIM et des groupes islamistes militants au Sahel ». Africa Security Brief 38. Centre d'études stratégiques pour l'Afrique.

Glazzard, Andrew, et Martine Zeuthen. 2016. « L'extrémisme violent ». Professional Development Reading Pack 34. GSDRC Applied Knowledge Services. <https://gsdrc.org/professional-dev/violent-extremism/>.

Gurr, Ted Robert. 1970. « Pourquoi les hommes se rebellent ». 1ère édition. Routledge.

Inks, Lisa, A. Veldmeijer, et A.K.I. Fomba. 2017. « Nous espérons et nous luttons : Youth, Communities and Violence in Mali ». Washington, D.C. : Mercy Corps. <https://www.mercycorps.org/research-resources/we-hope-and-we-fight>.

Khalil, James, et Martine Zeuthen. 2016. « Lutte contre l'extrémisme violent et réduction des risques : A Guide to Programme Design and Evaluation. » Rapport Whitehall 2-16. Royal United Services Institute for Defence and Security Studies. https://cve-kenya.org/media/library/Khalil_et_al_2016_Countering_Violent_Exremism_and_Risk_Reduction_-A_Guide_to_Programme_Design_and_Evaluation.pdf.

Kim, J., R. Sheely et C. Schmidt. 2020. « Social Capital and Social Cohesion Measurement Toolkit for Community-Driven Development Operations » (Boîte à outils de mesure du capital social et de la cohésion sociale pour les opérations de développement menées par les communautés). Washington, DC : Mercy Corps et le Groupe de la Banque mondiale.

Krieger, Tim, et Daniel Meierreiks. 2015. « Does Income Inequality Lead to Terrorism ? Evidence from the Post-9/11 Era ». Document de travail. <https://www.econstor.eu/handle/10419/111351>.

Kruglanski, Arie W., Michele J. Gelfand, Jocelyn J. Bélanger, Anna Sheveland, Malkanthi Hetiarachchi, et Rohan Gunaratna. 2014. « La psychologie de la radicalisation et de la déradicalisation : How Significance Quest Impacts Violent Extremism. » *Political Psychology* 35 (S1) : 69–93. <https://doi.org/10.1111/pops.12163>.

Lance, Kathryn, Alma Bezares Calderon, Bharathi Radhakrishnan, Ryan Sheely, Mariam Santara et Eliza Smith. 2025. « Weathering Change : Exploration des liens entre l'adaptation au climat et la prévention des conflits au Mali ». Washington, D.C. : Mercy Corps.
<http://dldocs.mercycorps.org/WeatheringChangeClimateConflictMali.pdf>.

Lichtenheld, Adam, Lisa Inks et Ryan Sheely. 2022. « Mobiliser les communautés pour renforcer la cohésion sociale et réduire la vulnérabilité à l'extrémisme violent ». Washington, DC : Mercy Corps.
[https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2022-06/PEACE_FULLSCREEN.pdf](https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2022-06/PEACE_FULL_Final.pdf).

Lichtenheld, Adam, E Tankora, Lisa Inks et Ryan Sheely. 2021. « Comprendre les liens entre la cohésion sociale et la violence : Evidence from Niger ». Washington, D.C. : Mercy Corps.
https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2021-03/Niger_SCViolBrief_v6-2.pdf.

Lyammouri, Rida. 2021. « Document de travail : La gouvernance armée djihadiste au Mali ». Policy Brief PB-21/40. Policy Center for the New South. [https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PB%20-%2040-21%20\(Rida%20Lyammouri\).pdf](https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PB%20-%2040-21%20(Rida%20Lyammouri).pdf).

Medam, Benjamin, et Ryan Sheely. 2025. « Perceptions des acteurs de la justice et des mécanismes de résolution des conflits au Mali et au Niger ». Bamako, Mali et Niamey, Niger : Mercy Corps.

Mercy Corps. 2015. « Youth & Consequences : Chômage, injustice et violence ». Washington, DC : Mercy Corps.
<https://www.mercycorps.org/research-resources/youth-consequences-unemployment>.

Miller, Erin, Roudabeh Kishi, Clionadh Raleigh et Caitriona Dowd. 2022. « An Agenda for Addressing Bias in Conflict Data » (Un programme pour lutter contre les biais dans les données sur les conflits). *Scientific Data* 9 (1) : 593.

Moha, Mahman, et Abdoutan Harouna. 2024. « Déterminants du recrutement des jeunes par les groupes extrémistes violents au Niger ». Niamey, Niger : Mercy Corps Niger.

Olawole, Ifeoluwa et Alma Bezares Calderon. 2025. « Pathways to Stability : Understanding the Relationship Between Inclusive Natural Resource Governance, Vertical Social Cohesion, and Climate Resilience ». Bamako, Mali : Mercy Corps.

Olawole, Ifeoluwa, Kathryn Lance, Adrienne Brooks, Dalia Ajweh, Rawan Mamkegh, Nadin Dabbas, Harrison Lee et Ryan Sheely. 2025. « Understanding Youth Vulnerability and Resilience to Radicalisation in Jordan : Disentangling the Role of Social Cohesion, Digital Media, and Mis/Disinformation ». Amman, Jordanie : Mercy Corps.

Olawole, Ifeoluwa, Mary Orwa, Lisa Inks, Adam Lichtenheld et Ryan Sheely. 2022. « Du haut risque à la résilience : Réduire la vulnérabilité à l'extrémisme violent au Kenya grâce à des interventions sociales et économiques ». Washington, D.C. : Mercy Corps. https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2022-05/From-High-Risk-to-Resilient-CREATE-Brief_10-Mar-2022_US.pdf.

Orwa, Mary, Lisa Inks, Sarah Gibbons et Ryan Sheely. 2023. « Building Durable Resilience to Violent Extremism : Evidence from CREATE in Kenya ». Washington, D.C. : Mercy Corps.
<http://dldocs.mercycorps.org/DurableResilienceToViolentExtremismKenyaCREATE.pdf>.

Raineri, Luca. 2020. « Conflits climatiques au Sahel ? Quand la lutte contre le changement climatique alimente le terrorisme ». Brief 20. Institut d'études de sécurité de l'Union européenne.
<https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUSSIFiles/Brief%2020%20Sahel.pdf>.

Ribar, Matthew, Kathryn Lance, Ryan Sheely et Ifeoluwa Olawole. 2025. « Getting to Youths : Development Programming, Conflict Resolution, and Political Violence in Niger ». Document de travail.
https://matthewkribar.com/files/Getting_to_Youths.pdf.

Ribar, Matthew, Ryan Sheely, et Adam Lichtenheld. 2023. « Pitfalls and Tradeoffs in Measuring Support for Violent Extremism : Evidence from Niger and Burkina Faso ». Document de travail. Stanford University/Mercy Corps.
<https://matthewkribar.com/files/Measuring.pdf>.

Rottweiler, Bettina, Caitlin Clemmow et Paul Gill. 2021. « Misogyny, Violent Extremism and Interpersonal Violence » (Misogynie, extrémisme violent et violence interpersonnelle) : Examining the Mediating and Contingent Effects of Revenge Motivation, Hypermasculinity, Collective Narcissism and Group Threats.
<https://osf.io/preprints/psyarxiv/sy84m/>.

Stewart, F., ed. 2008. « Horizontal Inequalities and Conflict : Understanding Group Violence in Multiethnic Societies ». 2008th edition. Basingstoke, Angleterre ; New York : Palgrave Macmillan.

Tilly, Charles. 1998. « Durable Inequality ». Berkeley : University of California Press.

Vergani, Matteo, Muhammad Iqbal, Ekin Ilbahar et Greg Barton. 2020. « The Three Ps of Radicalisation : Push, Pull and Personal. A Systematic Scoping Review of the Scientific Evidence about Radicalization Into Violent Extremism ». *Studies in Conflict & Terrorism* 43 (10) : 854–854.
<https://doi.org/10.1080/1057610X.2018.1505686>.

« Initiative d'évaluation de la vulnérabilité et de la résilience pour lutter contre l'extrémisme violent : Rapport de synthèse final ». 2018. Rapport de synthèse. Niamey, Niger : Mercy Corps Niger.
<https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2019-11/VRAI%20Niger%20Final%20Report.pdf>.

Annexe A : Tableaux des résultats des régressions

Perceptions de l'extrémisme violent - Mesures à 5 points des mesures "justifiées" (modèles 1-5)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Violence-Représailles	Violence-Religion	Violence-Ethnicité	Violence-gouvernement	Violence-Cumulatif	Groupe armé
Choc économique	0.015 (0.022)	0.024 (0.021)	-0.002 (0.020)	0.034 (0.021)	0.071 (0.063)	0.003 (0.003)
Choc climatique	0.025 (0.018)	-0.041*** (0.014)	-0.015 (0.016)	-0.049*** (0.017)	-0.078* (0.043)	0.004* (0.002)
Choc lié au conflit	-0.053 (0.047)	-0.039 (0.034)	-0.016 (0.056)	-0.083** (0.036)	-0.191 (0.121)	-0.002 (0.009)
Impact total des chocs	0.044 (0.044)	0.031 (0.040)	0.010 (0.031)	0.081* (0.048)	0.163 (0.129)	-0.005*** (0.002)
Équité du système juridique/de justice	-0.024** (0.012)	-0.017* (0.010)	-0.012 (0.014)	-0.004 (0.011)	-0.058* (0.033)	-0.000 (0.002)
Confiance dans les autorités locales	-0.101** (0.038)	-0.086** (0.041)	-0.106*** (0.037)	-0.080** (0.032)	-0.368*** (0.118)	0.002 (0.002)
Transparence - Ressources naturelles	-0.055 (0.056)	0.036 (0.051)	0.046 (0.054)	0.029 (0.049)	0.054 (0.143)	-0.012 (0.008)

Satisfaction à l'égard du GRN	-0.007 (0.050)	-0.052 (0.040)	-0.027 (0.054)	-0.030 (0.045)	-0.108 (0.136)	0.011* (0.006)
Représentation des femmes et des groupes minoritaires	-0.119*** (0.039)	0.013 (0.039)	0.009 (0.035)	-0.058 (0.042)	-0.151 (0.120)	-0.001 (0.003)
Participation à la prise de décision en matière de ressources naturelles	-0.013 (0.022)	-0.033* (0.020)	-0.048** (0.020)	-0.025 (0.021)	-0.117* (0.068)	0.003 (0.003)
Confiance	-0.058 (0.049)	-0.015 (0.036)	-0.028 (0.041)	-0.028 (0.030)	-0.133 (0.088)	0.003* (0.002)
Coopération	0.058 (0.050)	0.014 (0.040)	0.000 (0.038)	0.001 (0.031)	0.078 (0.095)	0.004** (0.002)
Appartenance	-0.073** (0.033)	-0.068* (0.035)	-0.084** (0.034)	-0.043 (0.038)	-0.268*** (0.099)	-0.001 (0.004)
Rés. de Disp. pacifiques	0.005 (0.036)	0.006 (0.035)	0.002 (0.032)	-0.020 (0.035)	-0.008 (0.098)	-0.008 (0.008)
Observations	2954	2953	2951	2903	2961	2961
R-carré ajusté	0.084	0.095	0.088	0.114	0.150	0.086
Indicateurs du village	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Perceptions de l'extrémisme violent - Mesures dichotomiques des mesures "justifiées" (modèles 1-5)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Violence Représailles	Violence Religion	Violence Ethnicité	Violence Gouvernement	Cumulatif	Groupe armé
Choc économique	-0.003 (0.002)	-0.003 (0.003)	-0.004* (0.002)	-0.002 (0.003)	-0.012* (0.007)	0.003 (0.003)
Choc climatique	0.001 (0.003)	-0.004 (0.003)	-0.004 (0.003)	-0.003 (0.003)	-0.009 (0.008)	0.004* (0.002)
Choc lié au conflit	-0.005 (0.003)	-0.001 (0.004)	0.000 (0.003)	-0.003 (0.005)	-0.007 (0.010)	-0.002 (0.009)
Impact total des chocs	0.005 (0.009)	0.011 (0.008)	0.009 (0.008)	0.008 (0.008)	0.032 (0.033)	-0.005*** (0.002)
Équité - Légale	0.001 (0.002)	-0.004* (0.002)	-0.002 (0.002)	-0.002 (0.002)	-0.007 (0.006)	-0.000 (0.002)
Confiance - Local	-0.016** (0.007)	-0.003 (0.007)	-0.004 (0.005)	-0.004 (0.004)	-0.027* (0.016)	0.002 (0.002)
Transparence-NR	-0.006 (0.010)	-0.007 (0.009)	0.001 (0.006)	0.002 (0.008)	-0.010 (0.022)	-0.012 (0.008)
Satisfaction-NR	0.005 (0.009)	-0.012 (0.008)	-0.009 (0.007)	-0.010 (0.009)	-0.025 (0.020)	0.011* (0.006)
Représentation-NR	-0.012* (0.012)	0.003 (0.012)	-0.002 (0.012)	-0.004 (0.012)	-0.014 (0.012)	-0.001 (0.012)

	(0.007)	(0.006)	(0.005)	(0.007)	(0.019)	(0.003)
Participation-NR	0.007*	0.002	-0.001	0.003	0.012	0.003
	(0.004)	(0.003)	(0.002)	(0.003)	(0.009)	(0.003)
Confiance	-0.009	-0.005	-0.006	-0.003	-0.024*	0.003*
	(0.007)	(0.008)	(0.006)	(0.005)	(0.013)	(0.002)
Coopération	0.012*	0.005	0.006	-0.003	0.022	0.004**
	(0.007)	(0.007)	(0.005)	(0.005)	(0.013)	(0.002)
Appartenance	-0.003	-0.008	-0.006	-0.003	-0.020	-0.001
	(0.004)	(0.007)	(0.006)	(0.004)	(0.014)	(0.004)
Paix Disp Res	-0.003	-0.001	0.000	-0.001	-0.005	-0.008
	(0.005)	(0.006)	(0.006)	(0.006)	(0.017)	(0.008)
Observations	2954	2953	2951	2903	2961	2961
R-carré ajusté	0.015	0.058	0.068	0.058	0.071	0.086
Indicateurs du village	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Erreurs standard regroupées au niveau du village entre parenthèses.

Les contrôles inclus sont l'âge, le sexe, le groupe ethnique, la profession et l'activité JASS.

* p<0,10 ** p<0,05 *** p<0,01

Annexe B : Description des codes qualitatifs du document

CLÉ D'INTERPRÉTATION DES CODES DU DOCUMENT

Chaque document des données qualitatives de JASS est codé à l'aide d'un code en plusieurs parties afin de faciliter l'identification tout en préservant la confidentialité. La séquence typique de chaque code est la suivante : "Pays/Région", "Type de données", "Type de répondant" et "Sexe" (pour les KII). Par conséquent, le document "Ma2_FGD_J_Banamba_GIC" provient du village de Banamba dans la région de Koulikoro au Mali, et présente un FGD avec des participants au programme JASS qui sont des champions de l'inclusion du genre.

Pour l'analyse dans MaxQDA Tailwind (qui est actuellement limité à 5 projets avec 20 documents chacun), certains documents ont dû être consolidés, généralement pour des types de répondants similaires dans différents villages. Ces documents sont signalés par le code "Cons".

Pays/ Région	Code	Type de données	Code	Type de répondant	Code
Mali- Koutiala	Ma1	KII- JASS	KII_J	Jeunes hommes	YM
Mali- Koulikoro	Ma2	FGD-JASS	FGD_J	Femmes	F
Mali- Ségou	Ma3	FGD-Non-JASS	FGD_NJ	Éleveurs hors JASS (pastoralistes/éleveurs dans JASS FGD)	H
Mali- San	Ma4			Agriculteur	Fa
Niger- Tahoua	Ni1			Champions de l'inclusion de genre	GIC
Niger-Maradi	Ni2	Genre (KII uniquement)	Code	Ménage vulnérable participant à un CFW	CFW
		Hommes	M	Forums de paix/dialogues des groupes d'inclusion communautaire	PF
		Femmes	F	Groupes d'agriculteurs vulnérables	VFG
				Jeunes	JEUNES
				Comité de résolution des conflits (dans les KII + 1 FGD)	CDE
				Services techniques - Agriculture	Ag

				Services techniques - Production animale et industrie	API
				Service technique de l'élevage	LTS
				Acteurs de la justice	JA
				COFO	COFO
				Commission foncière du village	VLC
				Système d'alerte précoce et de réaction rapide Observateur de conflit	EWCO
				Équipe de soutien à la réconciliation régionale	ERAR
				Comité du système communautaire AP	SCAP
				Plaignants	Com
				Cartes de pâturage	GM
				Micro-projets sur le changement climatique	CC
				Entreprises dirigées par des femmes	WOB
				Initiatives pilotes en matière de TIC	ICT
				Chef religieux	RL
				Services techniques généraux	TSG
				Observateur des plaintes	CO
				Chef de canton	Chef
				Commission foncière communale	COFOCOM
				Service communal de l'élevage	CLS

					Services environnementaux	Env
--	--	--	--	--	------------------------------	-----